

Faimbe, le 19 octobre 2022,

Préfet du département du Doubs  
Pôle Eolien – Déchets  
Unité Interdépartementale 25/70/90  
8 bis, Rue Charles Nodier  
25 035 BESANCON

*Lettre recommandée avec accusé de réception : 1A 197 641 9215 9*

*Copie DREAL Bourgogne Franche-Comté Mme Emilie DE BORTOLI : 1A 197 641 9214 2*

**Objet** : Porter à connaissance

Monsieur le Préfet,

Conformément à l'article 3 de notre arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996, nous vous informons de modifications sur notre site Coved situé au 1 Grande Rue Lieu-dit les Boulets à Faimbe (25 250). A ce titre, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint un dossier de porter à connaissance afin de vous permettre de juger de l'absence de modifications substantielles conformément aux articles L181-14 et R181-46 du code de l'environnement.

Vous en souhaitant bonne réception, Mlle Djamila Yahiatene et moi-même nous tenons à votre disposition pour toute information complémentaire au 01.43.11.08.15 ou par mail [djamila.yahiatene@paprec.com](mailto:djamila.yahiatene@paprec.com).

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre plus haute considération.

**Christophe OUDOT**  
Directeur d'agence



**COVED Environnement**  
Immeuble de l'Etang  
Chemin de l'Etang  
**25870 CHATILLON LE DUC**  
Tél. : 03.81.81.68.28 - Fax : 03.81.25.04.42  
Siren 343 403 531 03088 - APE 3811Z

**VOS TERRITOIRES NOUS INSPIRENT**

COVED - 7, rue du Docteur Lancereau - 75 008 PARIS  
Tél. : 01 42 99 43 10 - Fax : 01 42 99 43 31 - [www.coved.com](http://www.coved.com)

Siège social : 7 rue du Docteur Lancereau - 75 008 Paris - SAS Coved au capital de 53 000 000 € - 343 403 531 RCS Toulouse - Code NAF : 3811 Z - N° Intracommunautaire : FR 86 343 403 531

# Porter à connaissance

19 octobre 2022



**COVED**  
**Agence de Faimbe**

## SOMMAIRE

<b>1. Présentation du site .....</b>	<b>5</b>
1.1 Identification de l'exploitant .....	5
1.2 Activités autorisées sur le site .....	5
1.3 Modifications envisagées .....	5
1.4 Raisons des modifications .....	6
<b>2. Présentation des modifications envisagées .....</b>	<b>7</b>
2.1 Elargissement du périmètre ICPE .....	7
2.2 Activité de transit, regroupement et tri d'encombrants .....	8
2.3 Modification des conditions d'exploitation .....	11
2.3.1 Caractéristiques de l'établissement .....	11
2.3.2 Conditionnement des déchets avant expédition.....	11
2.3.3 Local de charge des batteries des engins .....	11
2.4 Réorganisation des stockages .....	11
2.4.1.1 Plan des stockages .....	11
2.4.1.2 Tableau des stockages du site .....	13
2.4.2 Récapitulatif des quantités stockées .....	13
2.5 Tonnages annuels reçus autorisés.....	14
2.6 Actualisation du tableau de la nomenclature des installations classées .....	14
2.7 Mise à jour du calcul des garanties financières .....	16
<b>3. Maitrise des impacts du projet sur l'environnement .....</b>	<b>17</b>
3.1 Impact sur l'eau .....	17
3.1.1 Utilisation de l'eau .....	17
3.1.2 Traitement des eaux avant rejet .....	17
3.1.3 Autres mesures prises pour limiter l'impact sur l'eau .....	17
3.2 Impact sur le sol .....	17
3.3 Impact sur le bruit.....	18
3.3.1 Les sources de bruit .....	18
3.3.2 Mesures prises pour limiter les nuisances .....	18
3.4 Impact sur l'air .....	18
3.4.1 Rejets atmosphériques .....	18
3.4.2 Envois d'éléments légers.....	18
3.4.3 Trafic automobile .....	19
3.4.4 Odeurs .....	19
3.5 Impact sur le trafic.....	20
3.6 Impact visuel – intégration paysagère .....	20
<b>4. Maitrise des dangers du projet.....</b>	<b>21</b>
4.1 Risque incendie .....	21
4.2 Moyens de prévention .....	21
4.2.1 Formation et qualification du personnel.....	21
4.2.2 Consignes de prévention.....	22
4.2.3 Contrôles périodiques et maintenance prévention.....	22
4.2.4 Intrusion et malveillance .....	22

4.2.5	Rondes avec caméra thermique portative .....	22
4.2.6	Détection incendie .....	22
4.3	Mesures de protection .....	23
4.3.1	Désenfumage .....	23
4.3.2	Murs coupe-feu.....	23
4.4	Méthodes et moyens d'intervention en cas d'accident .....	24
4.4.1	Accès au service de secours .....	25
4.4.2	Equipe d'intervention .....	25
4.4.3	Consignes d'intervention.....	25
4.4.4	Evacuation du personnel.....	25
4.4.5	Alarme incendie.....	25
4.4.6	Moyens d'intervention internes .....	26
4.4.6.1	Extincteurs.....	26
4.4.6.2	Réserves d'eau.....	26
4.4.7	Centre de secours.....	27
4.5	Moyens de confinement des eaux d'extinction incendie .....	27
4.6	Protection contre la foudre .....	27
<b>5.</b>	<b>Récapitulatif des articles modifiés .....</b>	<b>28</b>
<b>6.</b>	<b>Positionnement quant au caractère substantiel ou non des modifications envisagées .....</b>	<b>29</b>
6.1	Critère 1 de l'article R181-46 I .....	29
6.2	Critères 2 et 3 de l'article R181-46 I .....	29
6.2.1	Nouvelle rubrique ou activité ou modification d'une activité existante.....	30
6.2.2	Extension de capacité d'une activité d'une même rubrique .....	30
6.2.3	Rejets et nuisances.....	30
6.2.4	Extension géographique .....	30
<b>7.</b>	<b>Conclusions .....</b>	<b>31</b>
<b>8.</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>32</b>

## FIGURES

Figure 1 : Localisation du site de Coved à Faimbe (source Géoportail) .....	7
Figure 2 : Localisation du terrain sur le plan cadastral.....	8
Figure 3 : Localisation des alvéoles d'encombrants .....	9
Figure 4 : Logigramme de l'activité de transit, regroupement et tri d'encombrants.....	10
Figure 5 : Plan des stockages du site .....	12
Figure 6 : Localisation des axes routiers situés à proximité du site .....	20
Figure 7 : Mesures compensatoires à prévoir autour de l'ilot 14 (scénario 8) .....	21
Figure 8 : Emplacement de la caméra thermique .....	23
Figure 9 : Positionnement des murs coupe-feu du site.....	24
Figure 10 : Localisation de la défense incendie du site .....	26
Figure 11 : Branchement des 2 lances à la motopompe .....	26
Figure 12 : Localisation de la vanne d'obturation .....	27

## TABLEAUX

Tableau 1 : Identification de l'exploitant .....	5
Tableau 2 : Codes déchets des encombrants .....	9
Tableau 3 : Filières de valorisation des déchets triés .....	10
Tableau 4 : Tableau des stockages du site.....	13
Tableau 5 : Déchets pouvant être reçus sur le site par rubrique ICPE .....	14
Tableau 6 : Evolution des quantités annuelles des déchets .....	14
Tableau 7 : Tableau de la nomenclature mis à jour.....	15
Tableau 8 : Récapitulatif des articles modifiés.....	28

## 1. Présentation du site

### 1.1 Identification de l'exploitant

**Raison sociale du demandeur :**

Dénomination de la société :	COVED
Forme juridique :	Société par actions simplifiée
N° SIREN :	343 403 531
Code APE :	3811Z
Adresse du siège social :	7 Rue du Docteur Lancereaux 75 008 PARIS
N° SIRET de l'établissement :	343 403 531 03351
Adresse du site :	1 Grande rue 25 250 Faimbe
Qualité du signataire :	Christophe OUDOT Directeur d'agence
Personne à contacter :	Djamila YAHATENE Ingénieure Environnement
Téléphone :	01.43.11.08.38 - 07 88 93 27 64
Mail :	<a href="mailto:djamila.yahiatene@paprec.com">djamila.yahiatene@paprec.com</a>

**Tableau 1 : Identification de l'exploitant**

### 1.2 Activités autorisées sur le site

Le site de Coved – Agence de Faimbe est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 06 décembre 2004 et 16 octobre 2014 à exploiter les activités suivantes :

- Transit, regroupement et tri de ferraille/métaux, de déchets non dangereux en mélange issus de la collecte sélective et des industriels et de bois ;
- Transit, regroupement, tri et conditionnement de papiers, cartons et plastiques.


### 1.3 Modifications envisagées

Par le présent porter à connaissance, nous souhaitons apporter des modifications à l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 21 octobre 1996. Ces modifications portent sur :

- L'élargissement du périmètre ICPE du site ;
- L'ajout de l'activité de transit, regroupement et tri des encombrants ;
- La modification de certaines conditions d'exploitation ;
- La réorganisation des stockages entraînant une augmentation des volumes stockés à un instant T de certains déchets.

Ces modifications entraînent une modification des tonnages annuels de déchets reçus, une actualisation du tableau de la nomenclature des ICPE, une mise à jour du calcul des garanties financières ainsi que l'aménagement de certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux susmentionnés.



	Porter à connaissance	Site de Faimbe
---	-----------------------	----------------

Nous profitons de ce présent dossier pour demander la suppression de la référence à l'agrément relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 prévu aux articles 1.3 (modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'APC de 2004) et 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1996. En effet, la valorisation des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages ne nécessite plus d'agrément depuis la parution du décret n°2016-1890 du 27 décembre 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets.

#### **1.4 Raisons des modifications**

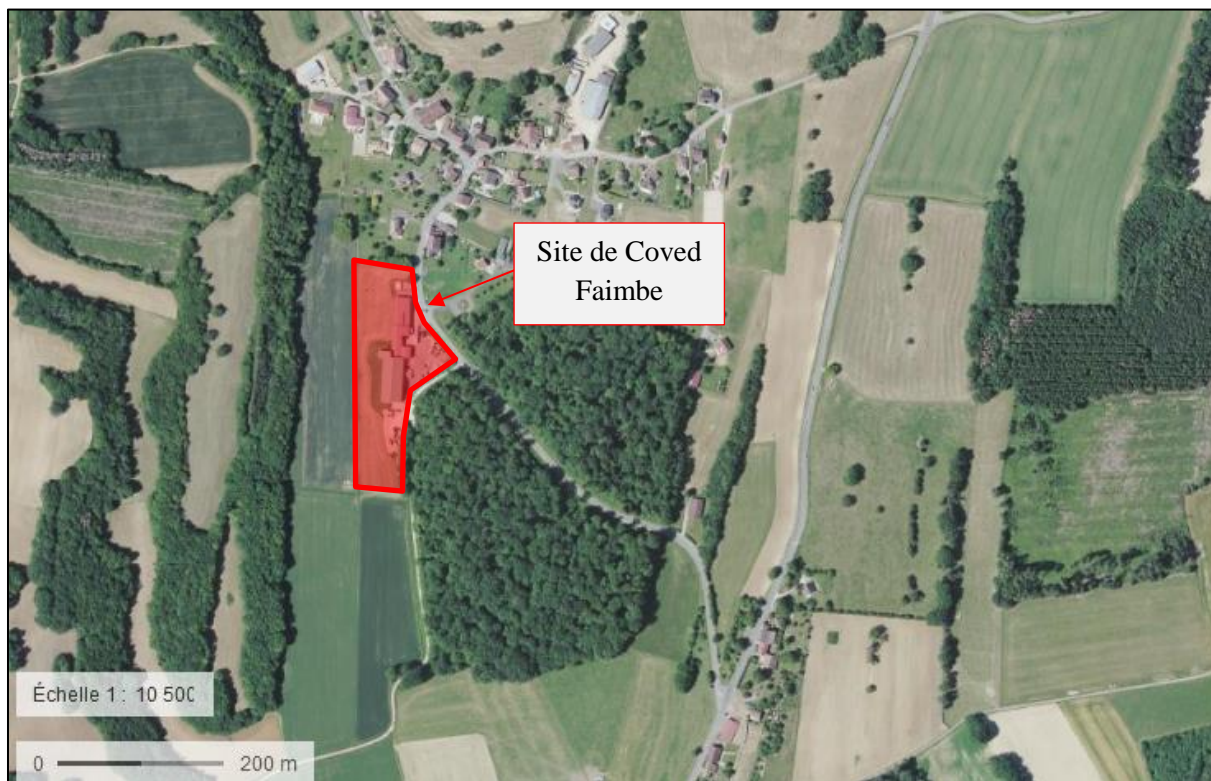
L'activité de Coved à Faimbe est liée à la demande des clients et aux gisements de déchets produits dans le département et la région. Le site s'adapte à l'évolution des marchés et des opportunités. Dans ce contexte, l'activité du site a évolué depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1996.

Ces modifications permettront de répondre au mieux au contexte économique actuel et aux demandes de nos clients et de mieux valoriser les différents déchets.

## 2. Présentation des modifications envisagées

### 2.1 Elargissement du périmètre ICPE

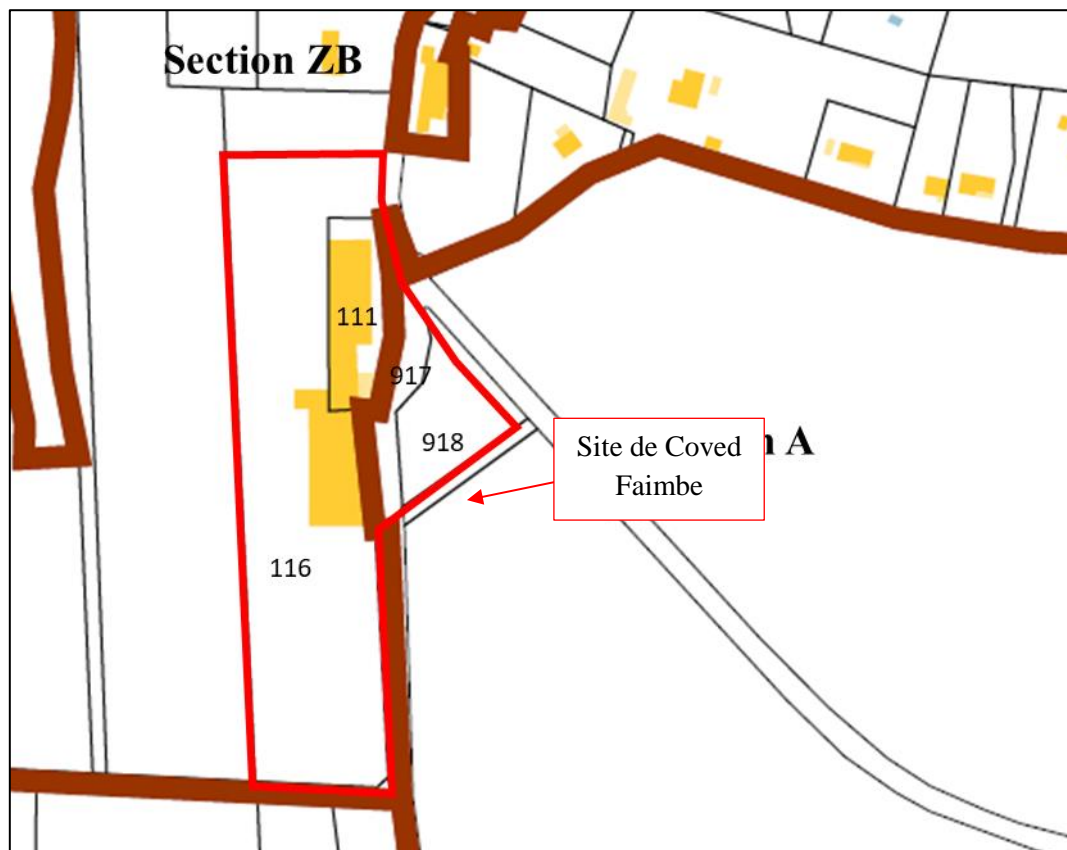
Le site de Coved se situe sur la commune de Faimbe dans le département du Doubs.



**Figure 1 : Localisation du site de Coved à Faimbe (source Géoportail)**

Selon l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996, le site de Coved à Faimbe est autorisé sur les parcelles ZB 35, ZB 86, A 917 et A 918 pour une superficie de 5 108 m<sup>2</sup>. Depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral précité, une modification de la numérotation des parcelles cadastrales est intervenue. Par ailleurs, nous souhaitons ajouter des parcelles cadastrales dans le périmètre ICPE. Le périmètre ICPE du site se situera donc sur les parcelles cadastrales ZB 111, ZB 116, A 917 et A 918 pour une superficie totale de 19 833 m<sup>2</sup>.





**Figure 2 : Localisation du terrain sur le plan cadastral**

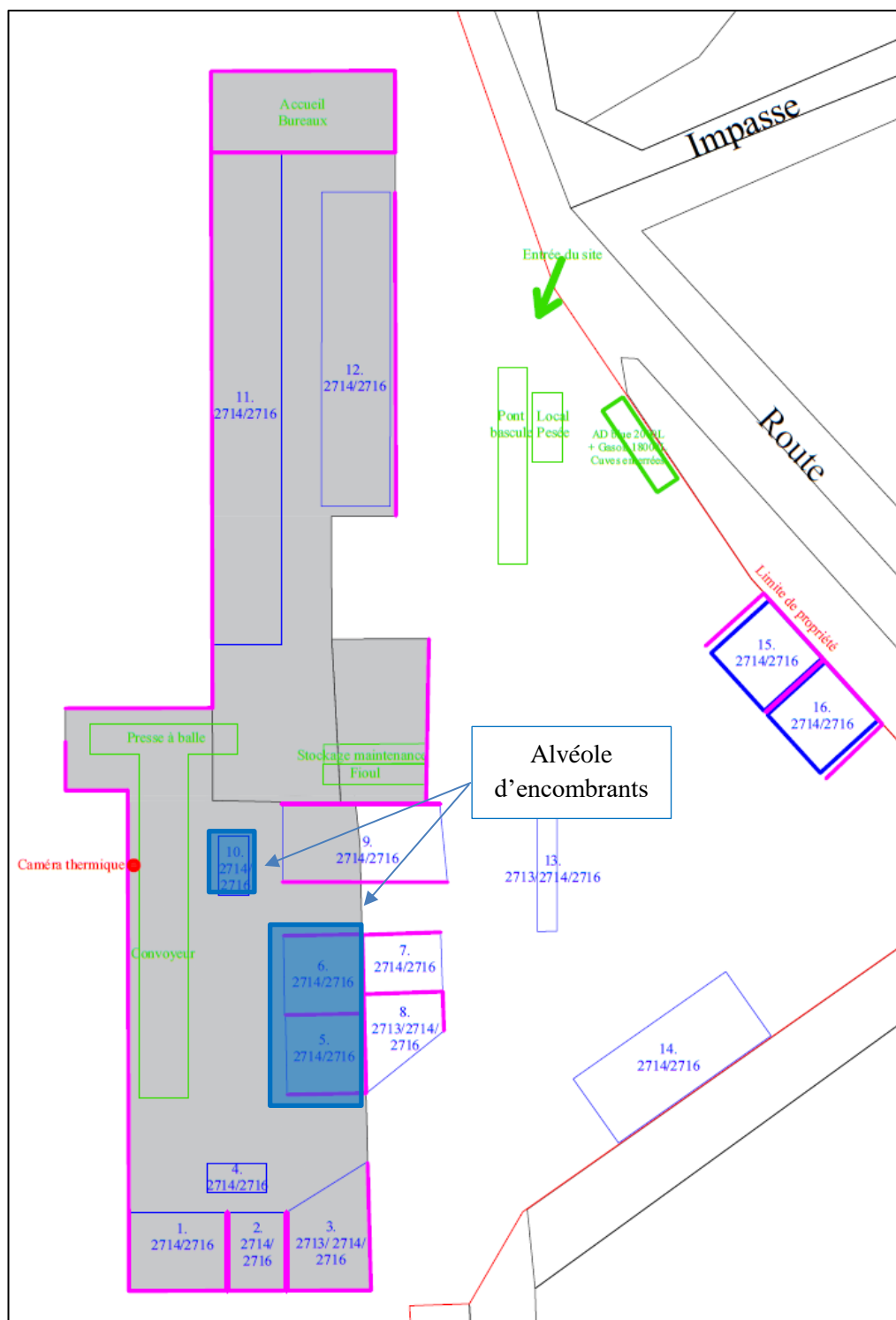
La commune de Faimbe est couverte par le règlement national d'urbanisme. Ce règlement vise principalement à limiter la constructibilité sur le territoire communal pour lutter contre l'urbanisation diffuse. Ce règlement ne s'oppose donc pas à ce que le périmètre ICPE du site soit étendu à des terrains voisins. Par ailleurs, nous n'envisageons pas de construction sur l'extension du périmètre souhaité.

Ces évolutions entraînent la modification de l'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996.

## **2.2 Activité de transit, regroupement et tri d'encombrants**

Nous souhaitons exercer une activité de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux d'encombrants et d'éléments d'ameublement. Ces déchets sont récupérés majoritairement des déchetteries (90 %) et des organismes d'Economie Sociale et Solidaire, comme les boutiques Emmaüs, les ressourceries, quelques magasins de meubles, etc.

Le site sera susceptible de recevoir 6 500 t/an d'encombrants et la capacité de stockage sera de 550 m<sup>3</sup> à un instant T. Cette activité est classée sous la rubrique 2716 de la nomenclature ICPE.



**Figure 3 : Localisation des alvéoles d'encombrants**

Les codes déchets attendus dans le cadre de cette activité sont les suivants (liste non exhaustive) :

Déchets	Code nomenclature
Encombrants	20 03 07 ; 20 03 99

**Tableau 2 : Codes déchets des encombrants**

Les déchets d'encombrants et d'éléments d'ameublement sont acheminés sur le site par des bennes de 30 m<sup>3</sup>. Les déchets sont déchargés à même le sol dans des alvéoles situées à l'intérieur du bâtiment dédié au tri. Ces déchets sont triés manuellement et mécaniquement à l'aide d'une pelle à pince en différents flux :

- Le plastique est mis en balles sur le site.
- La ferraille, le bois, les matelas, les rembourrés et les refus de tri sont stockés en vrac dans des alvéoles dédiées.

## Logigramme des flux de déchets d'encombrants

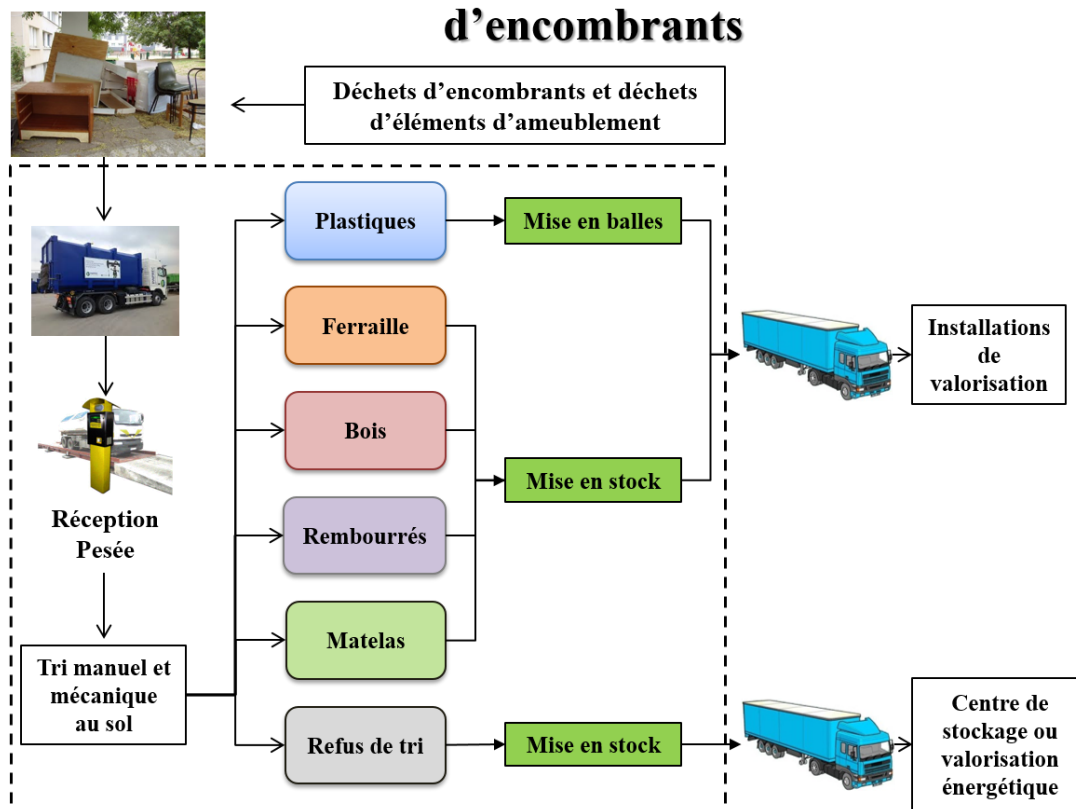


Figure 4 : Logigramme de l'activité de transit, regroupement et tri d'encombrants

Une fois que la quantité le justifie, les fractions triées sont acheminées vers des installations de valorisation. Le tableau ci-dessous présente des exemples d'exutoires vers lesquels les déchets sont acheminés :

Déchets	Filières de valorisation ou d'élimination	Exemples d'exutoires
Plastiques	Valorisation matière	Valorplast à Van Werven aux Pays-Bas
Ferraille	Valorisation matière	Derichebourg à Héricourt
Bois	Valorisation matière	Egger à Rambervillers
Rembourrés	Valorisation matière	BBCI à Bezençon
Matelas	Valorisation matière	Envie à Toul
Refus de tri	Valorisation matière (préparation CSR)	BBCI à Mérey-sous-Montrond

Tableau 3 : Filières de valorisation des déchets triés

L'article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précise que les déchets encombrants sont interdits sur le site. Nous souhaitons pouvoir les recevoir dans le cadre de cette nouvelle activité. Les articles 1.3, 2 alinéa 4 et 22 pourront également être modifiés pour faire apparaître les déchets d'encombrants, les déchets de bois, les rembourrés et les matelas.

## **2.3 Modification des conditions d'exploitation**

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996 prévoit un certain nombre de dispositions sur les conditions d'exploitation qui ne sont plus adaptées à l'activité exercée sur le site à ce jour. Nous profitons de ce porter à connaissance pour demander la modification de ces articles.

### **2.3.1 Caractéristiques de l'établissement**

L'alinéa 5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité décrit la destination des infrastructures du site qui sont à modifier au vu des évolutions du site. il est possible de rajouter qu'il y a également une zone de stockage de balles et de vrac à l'extérieur.

### **2.3.2 Conditionnement des déchets avant expédition**

L'article 27 précise que les produits triés doivent être conditionnés de la façon suivante avant expédition :

- En balles pressées adaptées à chaque catégorie et stockées sous abri ;
- En bennes fermées en cas de vrac par catégories.

Sur le site de Faimbe, les déchets triés sont conditionnés de la façon suivante avant expédition :

- En balles pressées adaptées à chaque catégorie et stockées soit sous le bâtiment soit à l'extérieur
- En vrac par catégorie dans des alvéoles dédiées.

### **2.3.3 Local de charge des batteries des engins**

L'article 15 et l'alinéa 3 de l'article 31 portent sur les locaux de recharge des batteries des engins. Les engins présents sur le site fonctionnent au GNR. Ces prescriptions n'ont plus lieu d'être.

## **2.4 Réorganisation des stockages**

Afin d'améliorer les conditions d'exploitation, nous avons réorganisé les stockages sur le site. Cette organisation permet de séparer les différentes activités du site en fonction des besoins de chacune d'entre elles. Le plan présenté dans cette partie est disponible à l'échelle en annexe du dossier.

### **2.4.1.1 Plan des stockages**

La figure ci-dessous montre l'organisation des stockages sur le site de Faimbe :

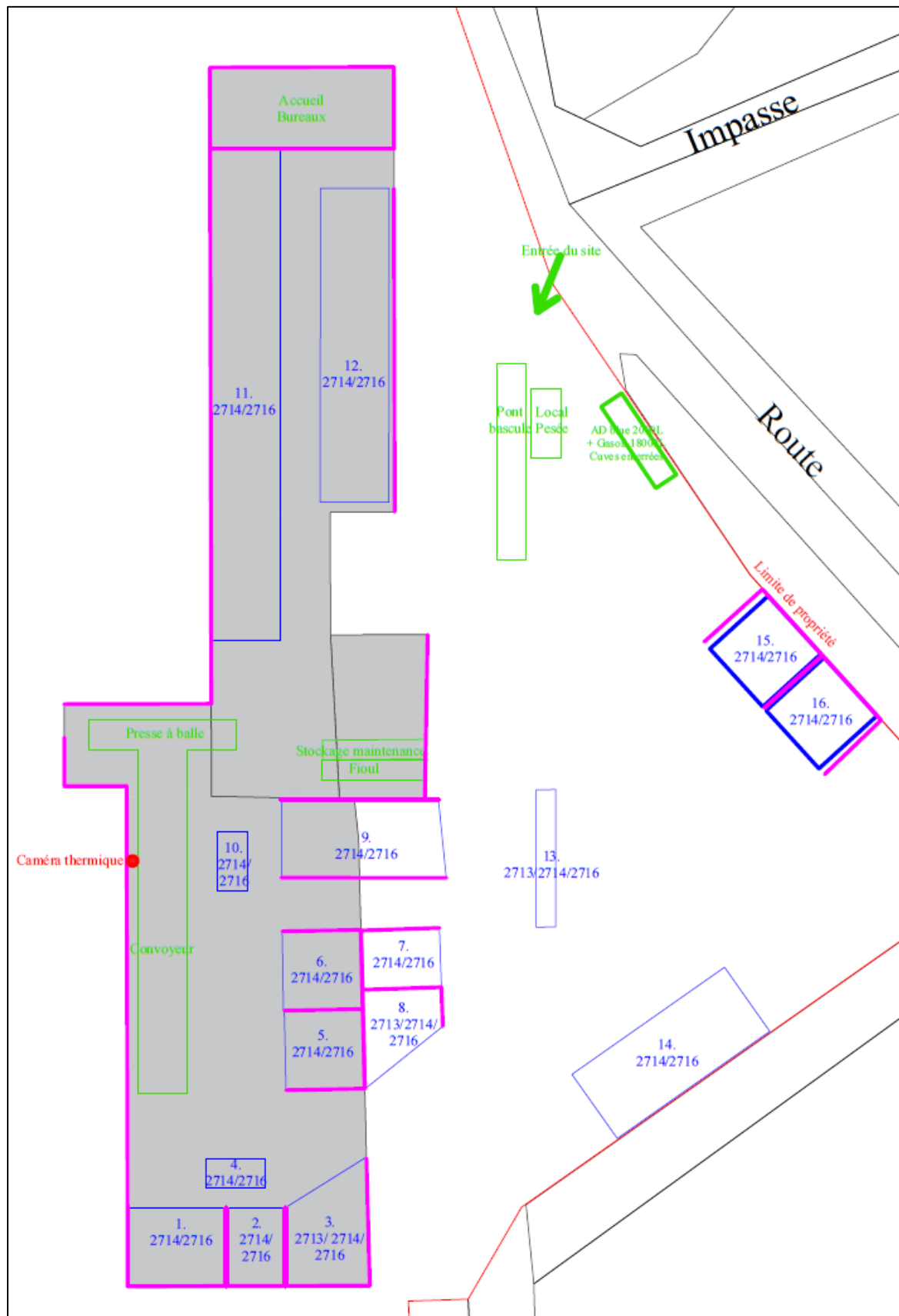


Figure 5 : Plan des stockages du site



### 2.4.1.2 Tableau des stockages du site

Le tableau suivant montre les caractéristiques des ilots de stockages.

N° Ilot	Rubriques	Longueur (m)	Largeur (m)	Surface (m²)	Hauteur (m)	Volume (m³)	Conditionnement
1	2714/2716	10	8	80	4	320	Vrac
2	2714/2716	8	6	48	4	192	Vrac
3	2713/2714/2716	-	-	84	4	336	Vrac
4	2714/2716	6	3	18	2	36	Vrac
5	2714/2716	8	8	64	4	256	Vrac
6	2714/2716	8	8	64	4	256	Vrac
7	2714/2716	8	6	48	4	192	Vrac
8	2713/2714/2716	-	-	96	4	384	Vrac
9	2714/2716	8	16,8	134	4	538	Vrac
10	2714/2716	6	3	18	2	36	Vrac
11	2714/2716	50	7	350	4	1 400	Balles
12	2714/2716	32	7	224	4	896	Balles
13	2713/2714/2716	14	2	28	4	112	Vrac/Balles
14	2714/2716	19	8	152	3	456	Balles
15	2714/2716	8	8	64	3,2	205	Balles
16	2714/2716	8	8	64	3,2	205	Vrac

**Tableau 4 : Tableau des stockages du site**

### 2.4.2 Récapitulatif des quantités stockées

Sur les sites de gestion de déchets, le plan des stockages est susceptible d'évoluer régulièrement en fonction des consignes d'exploitation, des marchés etc... Afin d'éviter de revoir le plan à chaque modification de catégorie de déchets stockés, le plan a été établi en prenant en compte les rubriques ICPE et non pas les catégories de déchets. Cette approche est cohérente en terme de gestion des risques dans la mesure où les rubriques 2714 et 2716 concernent des déchets non dangereux présentant des risques similaires. D'ailleurs, l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à ces rubriques est commun aux deux rubriques 2714 et 2716 ainsi qu'aux rubriques 2711 et 2713.

A ce titre, les modélisations des flux thermiques ont été réalisées en prenant la situation la plus majorante à savoir le stockage de plastiques polyéthylène (PE). Cela permet de démontrer que peu importe la catégorie de déchets stockée, le risque incendie est maîtrisé.

Dans ce contexte, la quantité maximale de déchets non dangereux présente sur le site sera de **5 820 m³**. Nous précisons ci-dessous les différents types de déchets pouvant être réceptionnés sur le site en fonction des rubriques ICPE :

Déchets	APC 2014		PAC 2022	
	Rubriques	Quantités autorisées	Rubriques	Quantités souhaitées
Ferraille/ Métaux	2713	60 m <sup>2</sup>	2713	5 820 m <sup>3</sup>
Papiers, cartons, plastiques, bois	2714	3 500 m <sup>3</sup>	2714	
Déchets non dangereux en mélange	2714		2716	
Refus de tri	2714		/*	
Encombrants, matelas, rembourrés	/	/	2716	

**Tableau 5 : Déchets pouvant être reçus sur le site par rubrique ICPE**

\* La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets de la Direction Générale de la Prévention des Risques version du 27 avril 2022 précise, au paragraphe 2.1, que les activités d'entreposage des déchets sur le site même de leur production ne relèvent pas d'un classement sous les rubriques de transit / tri / regroupement. Les refus de tri non valorisables issus du tri des déchets non dangereux en mélange ne sont donc pas à classer sous la nomenclature des installations classées.

La réorganisation des stockages souhaitée sur le site entraîne une augmentation de 2 320 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux à un instant T. Cette augmentation est notamment due à la nouvelle activité de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux d'encombrants. Les quantités indiquées nous permettront de faire face à des situations exceptionnelles notamment en cas de pénurie d'exutoires. Par ailleurs, les quantités souhaitées sont maximales.

## 2.5 Tonnages annuels reçus autorisés

Le développement de l'activité d'encombrants et des activités du site, les tonnages annuels de déchets reçus sur le site ont évolué :

Déchets	Tonnages annuels autorisés APC 06 décembre 2004	Tonnages annuels souhaités PAC 2022
Papiers/cartons	11 000 tonnes/an	11 000 tonnes/an
Plastiques	900 tonnes/an	1 250 tonnes/an
Palettes	100 palettes/an	1 500 palettes/an
Bois	/	1 500 tonnes/an
Ferraille/métaux	250 tonnes/an	250 tonnes/an
Encombrants	/	6 500 tonnes/an

**Tableau 6 : Evolution des quantités annuelles des déchets**

Les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 décembre 2004 doivent donc être modifiés en conséquence.

## 2.6 Actualisation du tableau de la nomenclature des installations classées

Au vu des modifications apportées sur les volumes stockés sur le site, l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996 modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2014 doit être remis à jour. Nous profitons de ce porter à connaissance pour demander le bénéfice de l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des ICPE par les décrets n° 2018-458 du 8 juin 2018 et n°2018-900 du 22 octobre 2018.


Le tableau ci-dessous reprend les modifications des stockages et de la nomenclature des ICPE.

Rubriques	Nature des activités	Activités autorisées (article 2 APC du 16 décembre 2014)		Modifications envisagées (PAC 2022)		Commentaires
		Volume des activités	Régime	Volume des activités	Régime	
2714-1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</b> 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Volume de déchets maximum : <b>3 500 m<sup>3</sup></b>	A	Volume de déchets maximum : <b>5 820 m<sup>3</sup></b>	E	Suite au changement de la nomenclature par le décret n°2018-458 du 8 juin 2018, le régime d'autorisation a été supprimé au profit du régime de l'enregistrement. La réorganisation des stockages et le développement de l'activité d'encombrants impliquent une augmentation du volume de déchets non dangereux présent à un instant T. Le régime applicable reste l'enregistrement. Néanmoins, l'augmentation prise en elle-même dépassant le seuil de l'enregistrement de 1 000 m <sup>3</sup> , une demande d'examen cas par cas est transmise en même temps que ce dossier.
2716-1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes</b> 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	/	/			
2713-2	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux</b> 2. La surface étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface totale : <b>60 m<sup>2</sup></b>	NC	Surface totale : <b>100 m<sup>2</sup></b>	DC	La réorganisation des stockages implique une augmentation de la surface de stockage de ferraille et métaux. Au vu de la superficie classée, le site est déclaré au titre de la rubrique 2713.
1435	<b>Stations-service : installations ouvertes ou non au public, ou les carburants sont transférés de réservoir carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs</b> Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 500 m <sup>3</sup> au total	Volume annuel de carburant distribué : <b>&lt; 100 m<sup>3</sup></b>	NC	Volume annuel de carburant distribué : <b>&lt; 100 m<sup>3</sup></b>	NC	Le porter à connaissance n'apporte pas de modification dans cette rubrique.
2930-1	<b>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie</b> 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur La surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m <sup>2</sup>	Surface de l'atelier : <b>100 m<sup>2</sup></b>	NC	Surface de l'atelier : <b>100 m<sup>2</sup></b>	NC	Le porter à connaissance n'apporte pas de modification dans cette rubrique.
4734-2	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</b> 2. Pour les autres stockages : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 50 t au total	Volume maximal stockés : <b>&lt; 10 m<sup>3</sup></b>	NC	Cuve aérienne de GNR et de fuel : <b>1,5 m<sup>3</sup></b>	NC	La rubrique 1432-2 a été supprimée par décret n°2014-285 du 3 mars 2014. Elle a été remplacée par la rubrique 4734. Nous sollicitons le bénéfice de l'antériorité pour cette rubrique suite au changement de la nomenclature. Le porter à connaissance n'apporte pas de modification concernant le volume maximal stockés dans cette rubrique.

*A = autorisation, E= Enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration soumise au contrôle périodique, NC = non classable*

**Tableau 7 : Tableau de la nomenclature mis à jour**

Un récolement à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est joint au présent dossier.

	Porter à connaissance	Site de Faimbe
---	-----------------------	-------------------

## 2.7 Mise à jour du calcul des garanties financières

L'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de construction de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement fixe la méthodologie pour calculer le montant des garanties financières.

Par courrier du 06 décembre 2019, nous avons transmis au Préfet le montant actualisé des garanties financières s'élevant à 92 117 €.

Le présent porter à connaissance met à jour le calcul des garanties financières. Le nouveau montant calculé est de **80 229 €**. Le détail du calcul est présenté en annexe du dossier. L'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2014 est à modifier en conséquence.

### 3. Maitrise des impacts du projet sur l'environnement

Sont présentés ci-dessous les différents thèmes sur lesquels les modifications envisagées peuvent avoir un impact et les mesures prises pour réduire les nuisances. Pour rappel, les modifications envisagées sont les suivantes :

- L'élargissement du périmètre ICPE du site ;
- L'ajout de l'activité de transit, regroupement et tri des encombrants ;
- La modification des conditions d'exploitation ;
- La réorganisation des stockages impliquant une augmentation des volumes stockés.

#### 3.1 Impact sur l'eau

##### 3.1.1 Utilisation de l'eau

L'eau consommée sur le site sert :

- Aux besoins domestiques ;
- A l'alimentation du réseau incendie.

L'activité du site ne nécessite pas d'eau de process. Les modifications apportées par le présent porter à connaissance ne nécessitent pas la production d'eau de process.

##### 3.1.2 Traitement des eaux avant rejet

Les modifications envisagées sur le site n'impliquent pas de modification sur la gestion des eaux. Le réseau sur le site est de type séparatif avec des évacuations distinctes en fonction des rejets.

Les eaux pluviales transitent par un séparateur hydrocarbures avant d'être acheminées vers le milieu naturel (fossé à proximité du site). Les eaux usées sont traitées par un système autonome d'assainissement.

##### 3.1.3 Autres mesures prises pour limiter l'impact sur l'eau

Le principe de lutte contre les pollutions accidentelles consiste en la mise en place de moyens permettant de retenir et de confiner les effluents susceptibles de polluer le milieu naturel ou les réseaux d'évacuation d'eau.

- Le site dispose d'un petit atelier de maintenance réservé aux réparations minimales du site. Les véhicules et engins du site sont entretenus dans les garages des fournisseurs.
- L'ensemble des produits liquides présents sur le site est stocké sur des rétentions dont la capacité est en adéquation avec le volume stocké. L'état des rétentions des produits liquides est contrôlé régulièrement afin d'en assurer leur étanchéité.
- Le système de traitement des eaux est curé annuellement.
- Les eaux d'extinction incendie seront retenues sur les voiries du site grâce à une vanne de fermeture.

**Par conséquent, les modifications présentées n'ont pas d'impact supplémentaire sur l'eau.**

#### 3.2 Impact sur le sol

L'activité du site est réalisée sur un sol intégralement imperméabilisé. L'ensemble de déchets est stocké sur une dalle de béton empêchant toute infiltration directe dans le sol. De même, l'ensemble des voies de circulation est imperméabilisé.

De plus, aucun épandage n'est réalisé sur le site.



Par ailleurs, en cas de fuite accidentelle, de l'absorbant est disponible sur le site. Le personnel est formé à la gestion des déversements accidentels via la réalisation régulière des exercices. Une consigne de déversement accidentel existe et est affichée.

**Par conséquent, les modifications présentées n'ont pas d'impact supplémentaire sur le sol.**

### **3.3 Impact sur le bruit**

#### **3.3.1 Les sources de bruit**

Les sources de bruit des modifications envisagées proviendront :

- Du trafic engendré par la nouvelle activité ;
- Des engins de manutention.

Les modifications concernent une réorganisation du site. Une étude de bruit a été réalisée en janvier 2022 en prenant en compte la nouvelle activité. Malgré l'augmentation du trafic engendré par l'activité des encombrants, les résultats de l'étude sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996. L'étude de bruit se trouve en annexe du présent dossier.

#### **3.3.2 Mesures prises pour limiter les nuisances**

Afin de diminuer les impacts de bruit les mesures suivantes sont prises :

- L'activité du site est réalisée en période diurne.
- L'usage de tous appareils acoustiques, tels que sirènes, avertisseurs sont uniquement réservés à la prévention ou au signalement d'accidents ou incidents graves.
- Tous les moteurs, appareils mécaniques, ventilateurs, transmissions et machines sont installés et aménagés pour limiter les contraintes sonores, tant pour les travailleurs dans l'esprit de la circulaire du 26 novembre 1971 et de l'arrêté du 23 janvier 1997.
- Les véhicules et engins utilisés à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement sont conformes à la réglementation en vigueur concernant le niveau sonore des bruits aériens et font l'objet de vérification.
- La vitesse de circulation des camions est limitée sur le site à 10 km/h.
- Les chauffeurs ont pour obligation d'éteindre leur moteur lors de l'attente pour déchargement et lors des opérations de chargement – déchargement.
- Les activités de tri et de conditionnement des déchets sont réalisées dans le bâtiment.

**Par conséquent, les modifications présentées n'ont pas d'impact supplémentaire sur le bruit.**

### **3.4 Impact sur l'air**

#### **3.4.1 Rejets atmosphériques**

Les rejets atmosphériques sur le site de Faimbe proviennent principalement :

- Des envois des éléments légers de déchets ;
- Des gaz d'échappement des poids lourds et des véhicules.

#### **3.4.2 Envois d'éléments légers**

L'envol d'éléments légers peut être provoqué essentiellement lors :

- De la circulation de véhicules apportant et évacuant des déchets sur les voies d'accès du site ;
- Du déchargement des déchets réceptionnés sur le site ;
- Du stockage extérieur de certains déchets.

Les envois d'éléments légers représentent davantage une nuisance pour le site qu'un risque pour l'environnement.

Les différentes mesures compensatoires prises pour éviter l'envol d'éléments légers (notamment en dehors du site) sont les suivantes :

- Les camions de transport de matières sont fermés ou munis de bâches, limitant le risque d'envols au cours du transport ;
- Les camions de transport de matières ne sont ouverts qu'au moment du dépotage ;
- Le site est clôturé ;
- Les opérations de déchargement des véhicules sont surveillées. En cas d'envols fortuits, les agents du site sont immédiatement mobilisés pour effectuer le ramassage des éléments envolés
- Le site est nettoyé régulièrement.
- L'essentiel des déchets stockés à l'extérieur sont des balles. Le risque d'envol est donc limité. Les déchets en vrac sont stockés dans le bâtiment.

### 3.4.3 Trafic automobile

La quantité et la composition des gaz d'échappement est variable suivant le mode de carburation des véhicules (moteurs « essence » ou « diesel », carburants avec ou sans plomb, véhicules équipés d'un pot catalytique...). Globalement, ces dégagements sont composés de dioxyde et de monoxyde de carbone (CO<sub>2</sub> et CO), de composés organiques volatils (COV), d'oxydes d'azote (NOX), de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), d'éléments métalliques divers à l'état de traces et de poussières.

Cette pollution atmosphérique n'est pas quantifiable par un point de rejet et un flux de pollution. Elle est par ailleurs dispersée par les vents. De plus, la pollution générée par le trafic routier de l'agence est négligeable en comparaison de celle générée par le trafic routier environnant.

Les différentes mesures compensatoires qui sont prises pour limiter la pollution atmosphérique due au trafic sont les suivantes :

- La vitesse sur le site est limitée à 10 km/h ;
- Les chauffeurs disposent tous de leur permis de conduire ;
- Afin de limiter le transport, les camions peuvent être équipés de deux bennes ;
- Le transport des déchets est optimisé. Le transport est initié que lorsque la quantité de déchets le justifie ;
- Les poids lourds utilisés pour le transport font l'objet de contrôles techniques périodiques. Ils sont notamment soumis à des normes antipollution ;
- De manière courante, les véhicules et engins sont vérifiés en interne par un personnel qualifié ;
- Le parc de véhicules est régulièrement remplacé pour éviter des véhicules vieillissants ;
- Du produit dit « ADBLue » est ajouté au carburant des engins et camions diesels afin de réduire les oxydes d'azote émis par les véhicules équipés de moteur Diesel. L'ADBLue est constitué d'eau et d'urée à 37,5%. D'après sa fiche de données de sécurité, il n'est pas classé comme un produit dangereux ;
- Le moteur des poids lourds est arrêté pendant les opérations de chargement et de déchargement des déchets.

### 3.4.4 Odeurs

De manière générale, les déchets reçus sur le site de Coved à Faimbe ne sont pas fermentescibles et à ce titre, ne sont pas susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives.

**Par conséquent, les modifications présentées n'ont pas d'impact supplémentaire sur l'air.**

### 3.5 Impact sur le trafic

Le site de Coved est implanté le long de la D683, comme l'indique la carte ci-dessous.



Figure 6 : Localisation des axes routiers situés à proximité du site

Le trafic maximal généré par l'activité est estimé à environ 8 camions par jour (soit 160 camions par mois). Ce trafic maximal est majorant puisqu'il ne prévoit pas l'utilisation du transport bi-bennes qui diminue le nombre de camions prévu. De plus, le site de Coved se situe à l'entrée du village de Faimbe. Les camions ne traversent donc pas le village de Faimbe pour entrer ou sortir du site. Ils repartent par la Grande rue pour rejoindre la D683.

**L'impact du site sur le trafic local est donc très limité.**

### 3.6 Impact visuel – intégration paysagère

Le site Coved est déjà existant. Les infrastructures internes au site sont entretenues dans un état satisfaisant de propreté. Les matériaux utilisés pour l'ensemble des infrastructures ont été choisis avec attention afin de respecter l'aspect visuel de l'ensemble du site. L'ensemble des espaces verts existants seront conservés. Le site est entièrement clôturé.

La réorganisation des stockages ne modifie pas l'impact paysager puisque les stockages extérieurs sont déjà présents et autorisés.

**Par conséquent, les modifications présentées n'ont pas d'impact supplémentaire sur le visuel du site et permettra même une amélioration de l'aspect extérieur du site.**

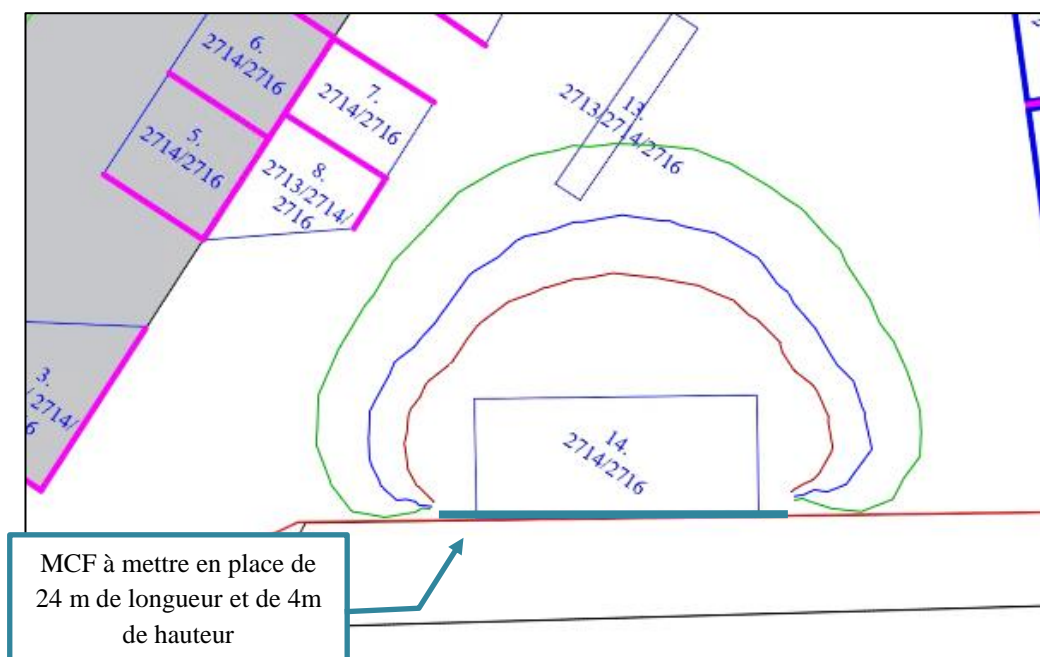
## 4. Maitrise des dangers du projet

Le principal risque lié aux modifications envisagées sur le site est l'incendie. Nous profitons de ce porter à connaissance pour vous présenter les moyens renforcés de lutte contre l'incendie. Le détail des moyens mis en place sur le site est précisé ci-dessous.

### 4.1 Risque incendie

Le principal risque lié à la réorganisation des stockages sur le site est l'incendie. Afin d'apporter la preuve que cette nouvelle organisation permet de maintenir les flux thermiques à l'intérieur du site, une étude des flux thermiques a été réalisée et est jointe en annexe du présent dossier.

Pour retenir les flux de 3 kW/m<sup>2</sup> et de 5 kW/m<sup>2</sup> à l'intérieur du site, pour le scénario 7, nous préconisons la mise en place de mégablocs de 24 m de longueur et de 4 m de hauteur du côté Sud comme le montre la figure ci-dessous. Nous envisageons de les installer avant le 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2023.



**Figure 7 : Mesures compensatoires à prévoir autour de l'ilot 14 (scénario 8)**

Les résultats obtenus montrent que, grâce à l'éloignement des ilots entre eux et aux murs coupe-feu 2 heures en mégablocs existants et celui à mettre en place dans le scénario 8, il n'y a pas d'effet domino et les flux restent confinés à l'intérieur du site.

**Le risque incendie est donc maîtrisé sur le site Coved à Faimbe.**

### 4.2 Moyens de prévention

Le but des mesures préventives est d'éviter que l'événement indésirable ne se produise : ces mesures tendent à diminuer la fréquence des sinistres.

#### 4.2.1 Formation et qualification du personnel

Un effort important est mis sur la formation du personnel aux risques induits par les produits mis en jeu d'une part et à la gestion du stockage d'autre part : surveillance, contrôle et vérification des équipements...

Le personnel est formé à l'utilisation de son outil de travail afin de connaître les risques éventuels qui y sont associés ainsi qu'à la conduite à tenir en pareil cas.

Toutes les personnes du site, y compris les intérimaires, sont formées sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie. Un recyclage annuel est effectué.

#### **4.2.2 Consignes de prévention**

Différentes mesures de prévention sont affichées et signifiées au personnel :

- Interdiction de fumer dans l'enceinte de l'établissement,
- Interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- Interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- Obligation de « permis feu ».

#### **4.2.3 Contrôles périodiques et maintenance prévention**

La sécurité des installations suivantes est garantie par les contrôles périodiques dont elles font l'objet, assurés par des organismes de contrôle agréés :

- Installations électriques,
- Appareils de levage,
- Engins,
- Véhicules,
- Moyens de lutte contre l'incendie,
- Pont bascule...

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **4.2.4 Intrusion et malveillance**

Le site est intégralement clôturé afin d'éviter toute intrusion sur le site et le portail d'accès est fermé en dehors des horaires d'ouverture. Par ailleurs, le site est surveillé en permanence par une vidéosurveillance en temps réel à l'entrée du site lors des horaires d'ouverture.

#### **4.2.5 Rondes avec caméra thermique portative**

Les agents du site effectuent des rondes du site en dehors des heures d'ouverture à l'aide d'un détecteur thermique portatif leur permettant de faire des vérifications de la température des stockages de déchets lors de ces rondes. Ces rondes sont formalisées sur un registre.

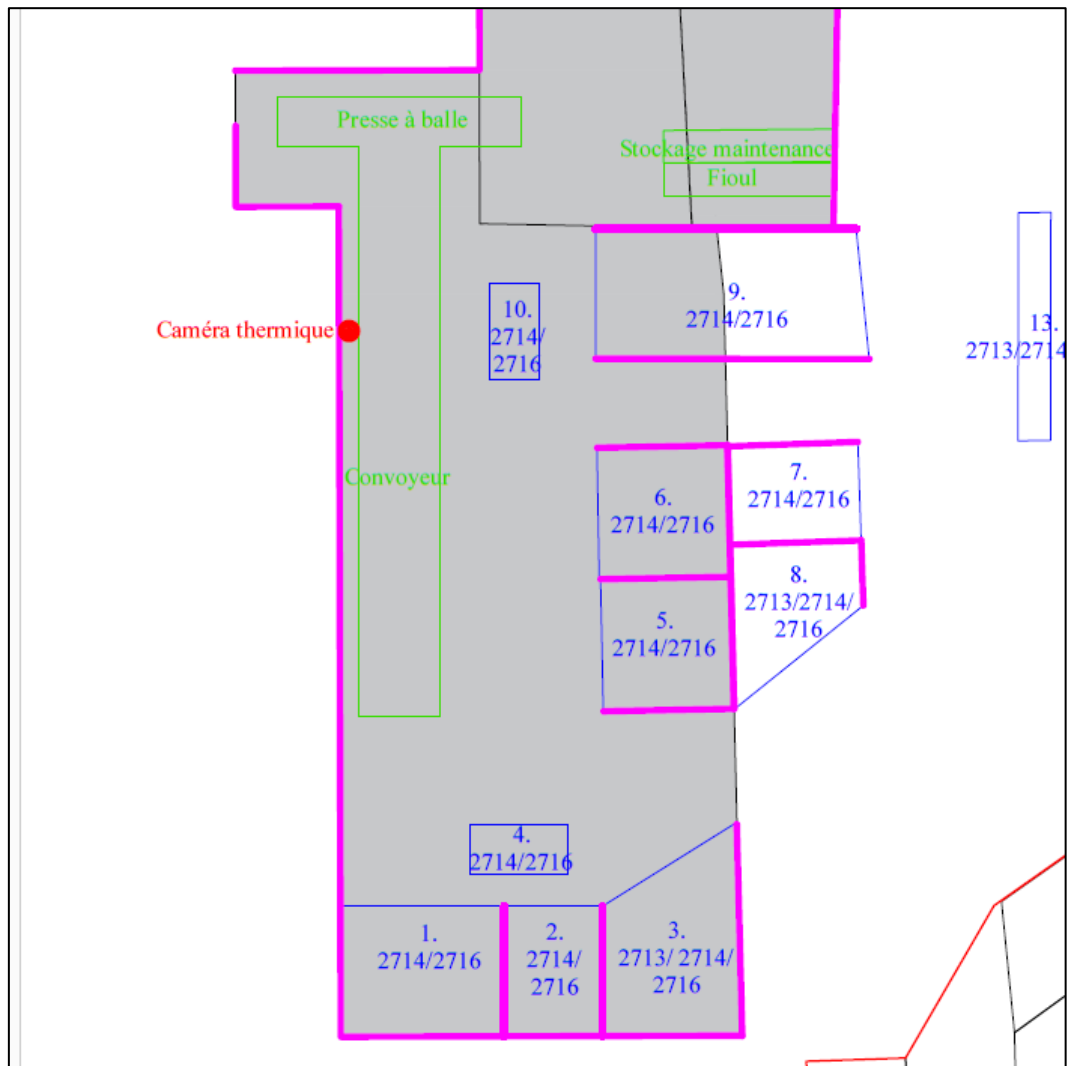
#### **4.2.6 Détection incendie**

Une caméra thermique a été installée dans le bâtiment à côté du convoyeur et permet de faire une rotation à 380° toutes les 30 secondes. La détection automatique est couplée à un système de télésurveillance et est réglée en fonction des heures d'exploitation avec deux seuils :

- Un seuil pendant les heures d'exploitation avec une détection à 360°C, pour permettre d'éviter les déclenchements intempestifs dus aux engins ;
- Un seuil en dehors des heures d'exploitation avec une détection à 90°C, pour garantir une meilleure réactivité.

Lorsque le seuil des températures est dépassé, la télésurveillance déclenche des alertes auprès d'une société de télésurveillance, Xprotect, et sur les téléphones portables du personnel du site : du directeur, du responsable, et du chef d'équipe du site qui peuvent visionner les stockages par les caméras.





### Figure 8 : Emplacement de la caméra thermique

### 4.3 Mesures de protection

En cas d'incendie, nous avons prévu des moyens de protection permettant de protéger les infrastructures du site.

### 4.3.1 Désenfumage

Conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996, la toiture doit comporter au moins 2% de sa surface en éléments permettant l'évacuation des fumées en cas d'incendie. Des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5% de la surface totale de la toiture sont obligatoirement intégrés dans ces éléments.

Des demandes de devis ont été faites auprès de prestataire pour mettre en conformité la surface de désenfumage sur le site de Faimbe. Nous sommes en attentes des retours.

#### 4.3.2 Murs coupe-feu

Afin de limiter la propagation d'un incendie, le site dispose de murs coupe-feu autour de certains îlots de stockage. Le plan ci-dessous permet de localiser les murs coupe-feu existants sur le site.

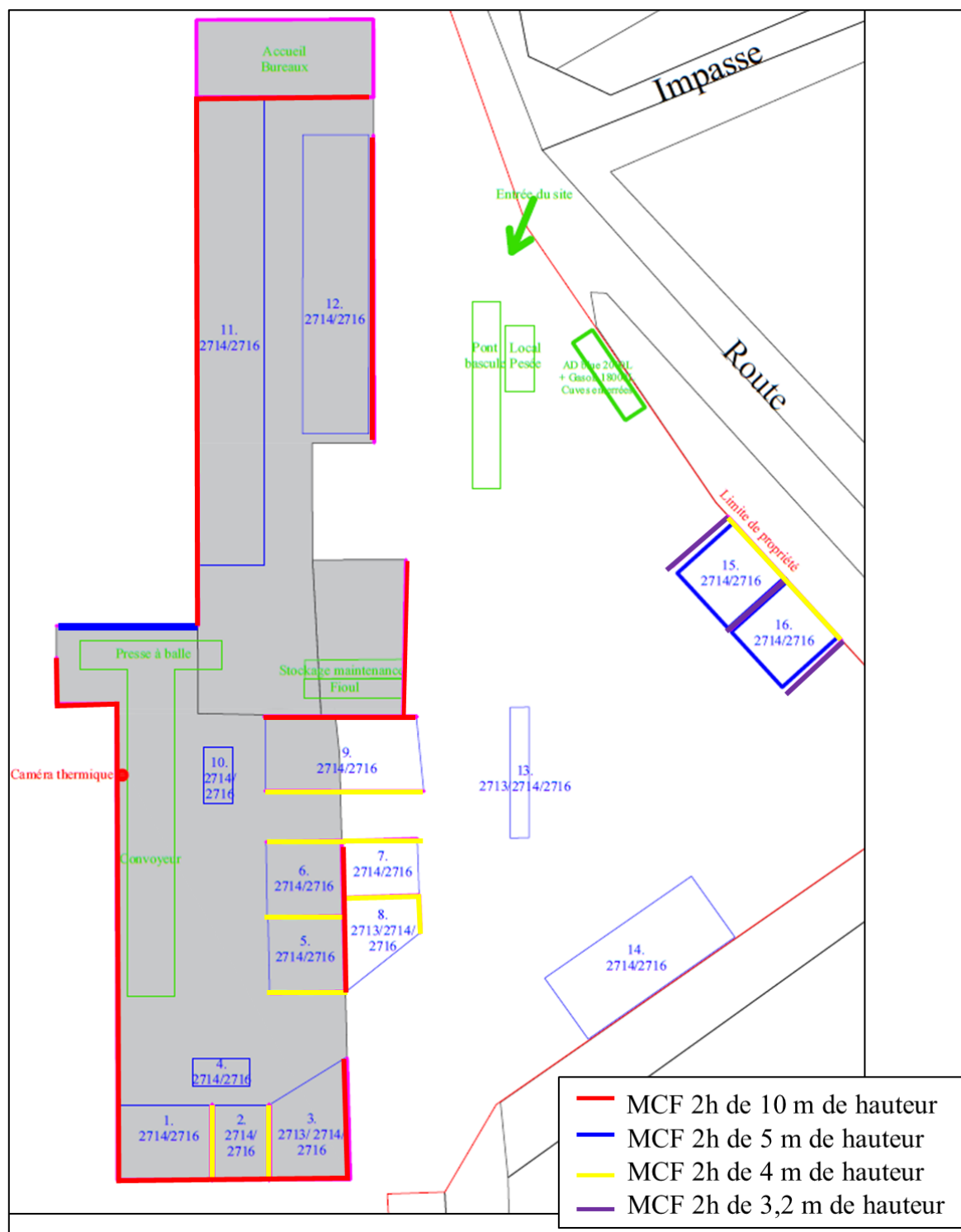


Figure 9 : Positionnement des murs coupe-feu du site

#### 4.4 Méthodes et moyens d'intervention en cas d'accident

Les mesures, énumérées au chapitre précédent, ont été étudiées pour éviter les risques de survenance et de propagation d'un incendie. Un certain nombre de dispositions est adopté pour faire face à un incendie ayant néanmoins pris naissance.

#### 4.4.1 Accès au service de secours

Le site est intégralement clôturé. Les installations sont conçues de manière à permettre en cas de sinistre, l'intervention des engins de secours sous au moins deux angles différents et également pour un accès facile des engins de services d'incendie.

L'accès des secours se fait par le portail d'entrée fermé en dehors des horaires d'ouverture du site. Les secours pourront casser le cadenas de fermeture en cas d'urgence.

#### 4.4.2 Equipe d'intervention

Le personnel est formé à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie. Il est informé des dispositions à adopter en cas d'incident / accident par l'affichage des consignes générales de sécurité. Notamment, un plan de secours précisant le point de rassemblement est affiché dans les lieux fréquentés par le personnel et à chaque issue de secours.

Des exercices incendie sont réalisés tous les six mois.

#### 4.4.3 Consignes d'intervention

Différentes consignes sont affichées et signifiées au personnel :

- Consignes générales en cas d'incendie,
- Consignes particulières relatives à l'alerte et à l'évacuation,
- Balisage des moyens d'extinction et des issues de secours,
- Localisation des organes de coupure de l'alimentation électrique,
- Procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations,
- Modalités de mise en œuvre du système de rétention des eaux...

Les consignes de sécurité sont établies pour faire face aux situations accidentelles et pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs. Ces consignes indiquent notamment :

- La conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas d'accident (incendie, déversement accidentel de liquide...),
- Les moyens d'intervention et de protection à utiliser en fonction des risques,
- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du service de l'inspection des installations classées.

#### 4.4.4 Evacuation du personnel

Conformément à la réglementation, des sorties de secours sont réparties dans le bâtiment afin de permettre l'évacuation du personnel. La règle des 2 issues pour l'évacuation du personnel est respectée pour des distances à parcourir supérieures à 25 mètres. Le bâtiment est aménagé pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et restent manœuvrables en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé. Un point de rassemblement est présent à l'entrée du site.

Des exercices incendie sont réalisés tous les 6 mois sur le site afin de tester les procédures d'évacuation et de gestion de situations d'urgence.

#### 4.4.5 Alarme incendie

Le site est équipé d'un système d'alarme à déclenchement manuel audible sur l'ensemble du site.

#### 4.4.6 Moyens d'intervention internes

##### 4.4.6.1 Extincteurs

Des extincteurs, appropriés aux risques à combattre et homologués, sont installés judicieusement en fonction de la réglementation en vigueur et répartis en fonction des risques. Ils sont signalés par des pictogrammes et sont contrôlés une fois par an par un organisme agréé.

##### 4.4.6.2 Réserves d'eau

Le site dispose de 2 réserves souterraines de 44 m<sup>3</sup> ainsi qu'une bache aérienne de 30 m<sup>3</sup>. Deux lances à eau d'un débit de 500 L/min sont alimentées grâce à la bache incendie de 30 m<sup>3</sup>.



Figure 10 : Localisation de la défense incendie du site



Figure 11 : Branchement des 2 lances à la motopompe

En plus de ces deux réserves et de la bêche incendie, il existe une réserve enterrée qui appartient à la commune et qui est situé à moins de 100 m du site. Cette réserve contient un volume d'eau de 200 m<sup>3</sup>.

#### 4.4.7 Centre de secours

Le centre d'incendie et de secours de L'Isle sur le Doubs sera susceptible d'intervenir en cas d'incident sur le site de Coved à Faimbe.

### 4.5 Moyens de confinement des eaux d'extinction incendie

En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront retenues, grâce à l'activation de la vanne de rétention, sur les voiries du site et dans la fosse du convoyeur d'une capacité de 41 m<sup>3</sup>.

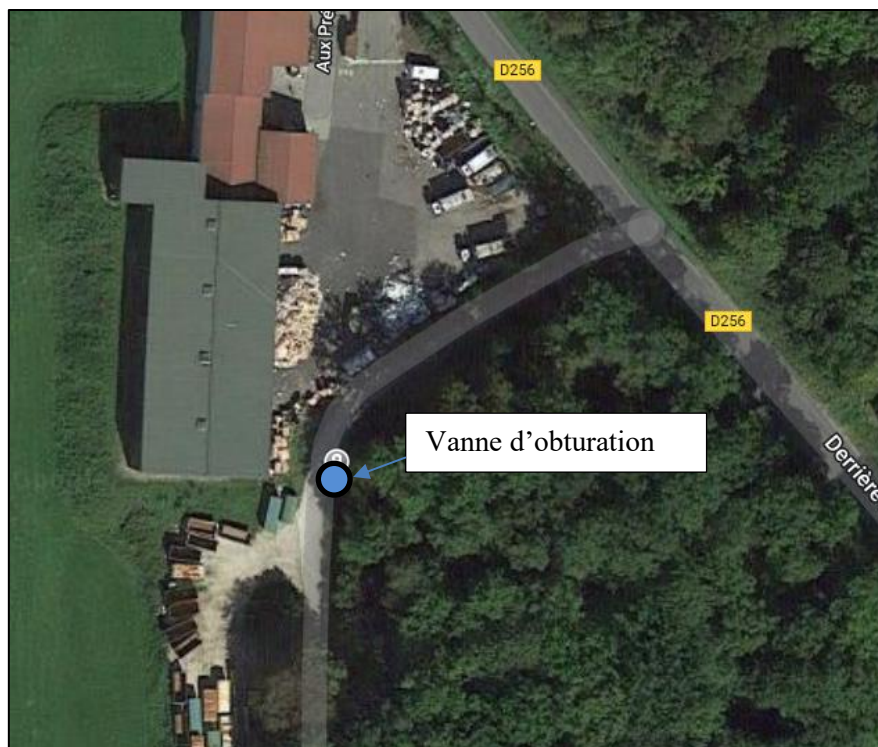


Figure 12 : Localisation de la vanne d'obturation

### 4.6 Protection contre la foudre

La référence à l'arrêté du 28 janvier 1993 est à supprimer à l'article 16 de l'arrêté préfectoral l'autorisation du 21 octobre 1996. Désormais, c'est l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui s'applique concernant la foudre (articles 16 à 23). Néanmoins, le site est désormais soumis à enregistrement du fait de la modification de la nomenclature des installations classées par décret n°2018-458 du 6 juin 2018. Le site n'est donc plus soumis à l'obligation d'installer des dispositifs de protection contre la foudre.



## 5. Récapitulatif des articles modifiés

Le présent porter à connaissance modifie certains articles des arrêtés préfectoraux applicables au site. Le tableau ci-dessous récapitule les articles modifiés.

Articles	Thèmes	Modification/ Suppression
<b>Arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1996</b>		
Article 1.3	Quantité de déchets stockés annuellement	Modification
Article 2	Caractéristiques de l'établissement	Modification
Article 15	Locaux de recharge des batteries	Suppression
Article 16	Protection contre la foudre	Suppression
Article 22	Déchets admis	Modification
Article 23	Valorisation des déchets d'emballages	Modification
Article 24	Déchets interdits	Modification
Article 27	Conditionnement des produits avant expédition	Modification
Article 31 al. 3	Entretien des matériels, engins, équipements électriques...	Suppression
<b>Arrêté préfectoral complémentaire n°2004 0612 07058 du 06 décembre 2004</b>		
Article 1	Agrément pour la valorisation des déchets d'emballage	Modification
Article 2	Quantité de déchets reçus annuellement	Modification
<b>Arrêté préfectoral complémentaire GF 2014289-0013 du 16 octobre 2014</b>		
Article 2	Tableau de la nomenclature	Modification
Article 3.2	Montant des garanties financières	Modification

**Tableau 8 : Récapitulatif des articles modifiés**



## 6. Positionnement quant au caractère substantiel ou non des modifications envisagées

Conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement, l'exploitant doit se positionner quant au caractère substantiel ou non des modifications envisagées. Nous reprenons ci-dessous les trois cas dans lesquels une modification est regardée comme substantielle au sens de l'article L181-14 du code de l'environnement.

- Extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale
- Atteinte des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté
- De nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3

### 6.1 Critère 1 de l'article R181-46 I

La modification est regardée comme substantielle lorsqu'elle constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R122-2 du code de l'environnement. L'extension doit être considérée indépendamment du reste des installations déjà autorisées.

Pour les ICPE, l'évaluation environnementale est systématique lorsque l'extension :

- Franchit ou dépasse le seuil d'une rubrique IED,
- Franchit le seuil SEVESO ou fait entrer le site dans le champ SEVESO.

Un examen au cas par cas est à réaliser lorsque les modifications dépassent les seuils de l'autorisation ou de l'enregistrement. Cet examen détermine s'il est nécessaire de faire une évaluation environnementale ou non.

En l'espèce, les modifications envisagées ne concernent pas des rubriques Seveso ou IED.

Dans le cadre du présent porter à connaissance, nous souhaitons augmenter le volume de déchets non dangereux stockés à un instant T au titre des rubriques 2714 et 2716. L'augmentation envisagée de 2 320 m<sup>3</sup> est supérieure à 1 000 m<sup>3</sup>, seuil de l'enregistrement. En application du point 1 de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement, ces évolutions doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas sur la nécessité de la soumettre ou non à une évaluation environnementale.

Pour se prononcer sur le caractère substantiel de cette modification, nous transmettons en même temps que ce dossier, un examen au cas par cas afin de déterminer s'il est nécessaire ou non de réaliser une évaluation environnementale.

### 6.2 Critères 2 et 3 de l'article R181-46 I

L'article R181-46-I du code de l'environnement précise qu'est regardée comme substantielle, la modification qui :

2. Atteint des seuils quantitatifs et des critères fixes par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
3. Est de nature à entraîner des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3.

Conformément au guide sur la modification d'une autorisation environnementale « ICPE » (Version 4 du 22 mars 2021), il est recommandé d'utiliser les critères ci-dessous pour évaluer la substantialité de l'extension.

### **6.2.1 Nouvelle rubrique ou activité ou modification d'une activité existante**

Nous souhaitons développer une activité de transit, regroupement et tri des déchets d'encombrants. Ces déchets sont non dangereux et sont classés sous la rubrique 2716.

Comme expliqué au point 6.1, l'augmentation du volume de déchets non dangereux à un instant T étant supérieure à 1 000 m<sup>3</sup>, seuil de l'enregistrement, nous transmettons en même temps que ce dossier, un examen au cas par cas afin de déterminer s'il est nécessaire ou non de réaliser une évaluation environnementale.

### **6.2.2 Extension de capacité d'une activité d'une même rubrique**

La réorganisation des stockages implique une augmentation de la superficie de ferraille/métaux classée sous la rubrique 2713 faisant passer le classement en déclaration sous cette rubrique.

La réorganisation des stockages implique plus globalement une augmentation du volume des déchets non dangereux stocké à un instant T sur le site. Comme expliqué au point 6.1, l'augmentation du volume de déchets non dangereux à un instant T étant supérieure à 1 000 m<sup>3</sup>, seuil de l'enregistrement, nous transmettons en même temps que ce dossier, un examen au cas par cas afin de déterminer s'il est nécessaire ou non de réaliser une évaluation environnementale.

### **6.2.3 Rejets et nuisances**

Les modifications envisagées sur le site ne génèrent pas de nouveaux rejets et nuisances. Le chapitre sur la maîtrise des impacts des modifications envisagées réalisé dans le présent dossier permet de démontrer, par type de rejets et nuisances, les mesures mises en place pour réduire nos impacts.

**Par conséquent, il n'y a pas de modification substantielle sur ce point.**


### **6.2.4 Extension géographique**

Le présent porter à connaissance prévoit une extension du périmètre ICPE autorisé du site. La superficie totale passe de 5 108 m<sup>3</sup> à 19 833 m<sup>3</sup>.

L'extension géographique d'une installation doit être appréciée de manière relative en fonction de l'usage du sol préexistant, et en particulier de sa valeur écologique, patrimoniale ou agricole pour décider si une telle extension est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs. Ainsi, une extension qui conduit à étendre une installation industrielle sur une parcelle voisine clairement destinée à une occupation industrielle n'est pas à considérer, pour ce motif d'extension géographique, comme substantielle.

En l'espèce, la commune de Faimbe est couverte par le règlement national d'urbanisme qui vise principalement à limiter la constructibilité sur le territoire communal pour lutter contre l'urbanisation diffuse. Ce règlement ne s'oppose donc pas à ce que le périmètre ICPE du site soit étendu à des terrains voisins. Par ailleurs, nous n'envisageons pas de construction sur l'extension du périmètre souhaité.

**Par conséquent, il n'y a pas de modification substantielle sur ce point.**

 <b>COVED</b> ENVIRONNEMENT	Porter à connaissance	Site de Faimbe
---	-----------------------	-------------------

## 7. Conclusions

Les modifications présentées dans le présent porter à connaissance n'apportent pas d'impact ni de danger supplémentaire par rapport au dossier de demande d'autorisation initial. Selon notre analyse, les modifications envisagées n'entrent pas dans un des critères prévus par l'article L181-14 du code de l'environnement comme étant substantielles.

**Par conséquent, les modifications ne sont pas substantielles.**

## 8. Annexes

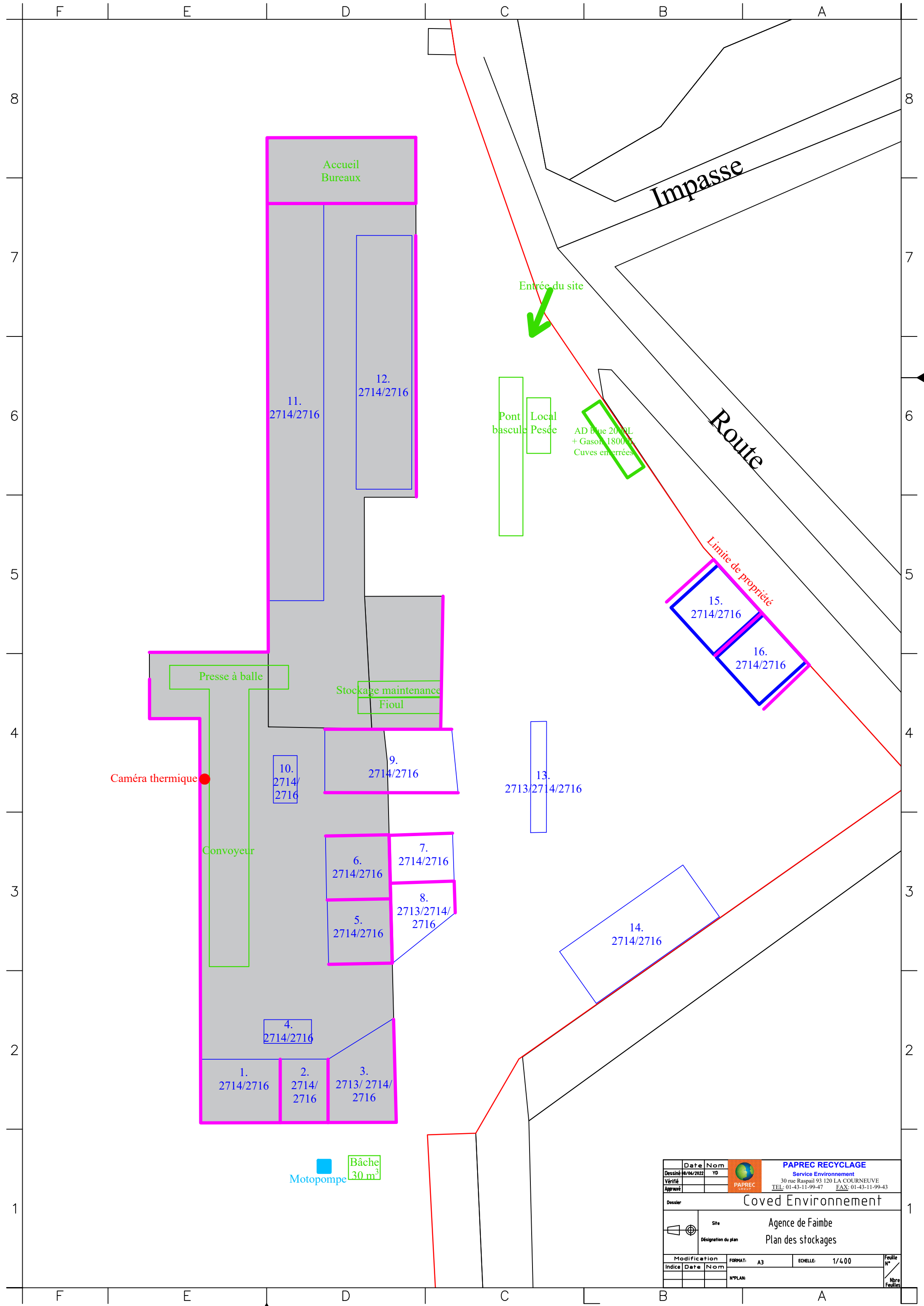
1. Plan et tableau des stockages
2. Mise à jour du calcul des garanties financières
3. Etude de modélisation des flux thermiques
4. Etude de bruit
5. Récolement à l'AMPG « Enregistrement » des rubriques 2714 et 2716

**ANNEXE 1**

## Plan et tableau des stocks

N° Ilot	Rubriques	Longueur (m)	Largeur (m)	Surface (m <sup>2</sup> )	Hauteur (m)	Volume (m <sup>3</sup> )	Conditionnement
1	2714/2716	10	8	80	4	320	Vrac
2	2714/2716	8	6	48	4	192	Vrac
3	2713/2714 /2716	-	-	84	4	336	Vrac
4	2714/2716	6	3	18	2	36	Vrac
5	2714/2716	8	8	64	4	256	Vrac
6	2714/2716	8	8	64	4	256	Vrac
7	2714/2716	8	6	48	4	192	Vrac
8	2713/2714 /2716	-	-	96	4	384	Vrac
9	2714/2716	8	16,8	134	4	537,6	Vrac
10	2714/2716	6	3	18	2	36	Vrac
11	2714/2716	50	7	350	4	1400	Balles
12	2714/2716	32	7	224	4	896	Balles
13	2713/2714 /2716	14	2	28	4	112	Vrac/Balles
14	2714/2716	19	8	152	3	456	Balles
15	2714/2716	8	8	64	3,2	204,8	Balles
16	2714/2716	8	8	64	3,2	204,8	Vrac





Date		Nom		PAPREC RECYCLAGE	
Dessiné 10/06/2022		YD		Service Environnement	
Vérifié				30 rue Raspail 93 120 LA COURNEUVE	
Approuvé				TEL: 01-43-11-99-47 FAX: 01-43-11-99-43	
Dossier					
Site		Agence de Faimbe			
Désignation du plan		Plan des stockages			
Modification		FORMAT: A3		Echelle: 1/400	
Indice		Date		N° PLAN:	
Date		Nom		Feuille N°	
				Nbre Feuilles	

**ANNEXE 2**

Mise à jour du calcul des garanties financières

## **GARANTIES FINANCIERES ENVIRONNEMENTALES**

**Société : Coved**

**Site : Faimbe**

**PROPOSITION DE CALCUL - Octobre 2022**

**Montant global de la garantie financière (M) :**

$$M = Sc [Me + \& (Mi + Mc + Ms + Mg)] = \quad \quad \quad \mathbf{80\,229\,€}$$

Sc (coefficient pondérateur) = 1,10

Me (gestion déchets) = 15 866 €

& (indice d'actualisation des coûts) = 1,27

Mi (neutralisation cuves enterrées) = 0 €

Mc (limitation accès site) = 333 €

Ms (surveillance effets sur l'environnement) = 29 157 €

Mg (surveillance du site) = 15 600 €

**Mesures de gestion des produits dangereux de déchets (Me)**

$$Me = Q2a \times (Ctr+C) + Q2b \times (Ctr+C) + Q2c \times (Ctr+C) + Q2d \times (Ctr+C)$$

Q1 = quantité totale de produits et de déchets dangereux à éliminer

Q2 = quantité totale de produits et de déchets non dangereux à éliminer

Q3 = quantité totale de déchets inertes à éliminer

Ctr = coût du transport des produits dangereux ou déchets à éliminer

dT1, dT2, d1, d2, d3 = distances entre le site de l'installation classée et les centres de traitement

ou d'élimination permettant respectivement la gestion des quantités Qti, Q1, Q2, Q2, Q3

C1 = coût des opérations de gestion jusqu'à l'élimination des produits dangereux ou des déchets

C2 = coût des opérations de gestion jusqu'à l'élimination des déchets non dangereux

C3 = coût des opérations de gestion jusqu'à l'élimination des déchets inertes

Coûts unitaires (TTC) : les coûts C1, C2, C3, Ctr sont déterminés par le préfet sur proposition de l'exploitant

	Déchets	Tonnages à un instant T (Q)	Installation de valorisation	Distance de Faimbe	Coût de transport (€/t) (Ctr)	Coût de traitement (€/t) (C )	TOTAL (€)
Q2a	Déchets ultimes	44	SUEZ à fontaine les clerval	22 km	23	152	7 700 €
Q2b	Déchets non dangereux	25					4 375 €
Q2c	Rembourrés	13	CSR chez BBCI	65 km	30	169,5	2 594 €
Q2d	Encombrants	6					1 197 €
	TOTAL						15 866 €

**Explications des tonnages retenus :**

Les déchets de papiers, cartons, plastiques, bois, ferraille et métaux sont transportés et traités gratuitement par La Compagnie des Matières Premières.

Seuls les déchets qui n'ont pas de valeur marchande ont été pris en compte dans le calcul des garanties financières. Ces déchets sont : les déchets ultimes (44 t), les rembourrés (13 t), les matelas (44 t), les encombrants (6 t) et les déchets non dangereux en mélange (25 t).

Le site ne reçoit pas de déchets dangereux ni de déchets inertes.

**Indice d'actualisation des coûts :**

$$\& = \frac{\text{Index}}{\text{Index0}} \times \frac{(1 + \text{TVAr})}{(1 + \text{TVA0})}$$

Index = indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral

Index0 = indice TP01 de janvier 2011: 667,7

TVAr = taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières

TVA0 = taux de la TVA applicable en janvier 2011 soit 19,6%

<b>&amp; =</b>	<b>1,266</b>
Index=	842,30
Index0=	667,70
TVAr=	20,00%
TVA0=	19,60%

**Explications**

Index	L'indice TP01 d'août 2022 a été retenu : 128,9
Index0	L'indice TP01 de janvier 2011 : 667,7
TVAr	TVA applicable en octobre 2022
TVA0	TVA applicable en janvier 2011



**Suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants (Mi)**

Mi = somme (Cn + Pb x V)

Mi = montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées

Cn = coût fixe relatif à la préparation et au nettoyage de la cuve. Ce coût est égal à 2 200€

Pb = prix du m3 du remblai liquide inerte (béton) 130€/m3

V = volume de la cuve exprimé en m3

Nc = nombre de cuves à traiter

**Mi= 0 €**

Cn= 2 200 €

Pb= 130 €/m3

V= 0 m3

Nc= 0 cuve(s)

Explications

Le site de Faimbe dispose d'une cuve aérienne de GNR et de fuel.

### Interdictions ou limitations d'accès au site (Mc)

$$Mc = P \times Cc + np \times Pp$$

Mc = montant relatif à la limitation d'accès au site.

Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès au lieu.

Ces panneaux seront disposés à chaque entrée du site et autant que de besoin sur la clôture tous les 50m

P (en mètres) = périmètre de la parcelle occupée par l'installation classée et ses équipements connexes

Cc = coût du linéaire de la clôture soit 50€/m

np = nombre de panneaux de restriction d'accès au lieu = nombre d'entrées du site + périmètre / 50

Pp = prix d'un panneau soit 15€

**Mc= 333 €**

P= 1 010 m

Cc= 50 €/m

np= 22

Pp= 15 €/m

### Explications

**Mc**            **0 + np x Pp**

P            Le périmètre du site est de 1010 mètres

Cc            Le site est intégralement clôturé

np            Il existe une seule entrée sur le site soit np = 1 + 1010/50

**Surveillance du site : gardiennage ou autre dispositif équivalent (Mg)**

$$Mg = Cg \times Hg \times Ng \times 6$$

Mg = montant relatif au coût de gardiennage du site pour une période de six mois

Cg = coût horaire moyen d'un gardien soit 40€ TTC/h

Hg = nombre d'heures de gardiennage nécessaires par mois

Ng = nombre de gardiens nécessaires

**Mg = 15 600 € pour 6 mois**

Cg = 40 € TTC / h

Hg = 65 heures/ mois

Ng = 1

**Explications**

Hg et Ng

Nous retenons un gardiennage de 65h par mois suffisant pour la surveillance d'un site en arrêt d'exploitation.

### Surveillance des effets de l'installation sur son environnement (Ms)

$$Ms = Np \times (Cp \times h + C) + Cd$$

Ms = montant relatif à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site

Np = nombre de piézomètres à installer

Cp = coût unitaire de réalisation d'un piézomètre soit 300€ par mètre de piézomètre creusé

h = profondeur des piézomètres

C = coût du contrôle et de l'interprétation des résultats de la qualité des eaux de la nappe sur la base de deux campagnes soit 2 000€ par piézomètre

Cd = coût d'un diagnostic de pollution des sols déterminé de la manière suivante:

Coût TTC	Etude historique, étude de vulnérabilité et des investigations sur les sols
superficie site ≤ 10 hectare	10 000€ TTC + 5 000€/hectare
superficie site > 10 hectares	60 000€ TTC + 2 000€/hectare au-delà de 10 hectares

<b>Ms=</b>	<b>29 157 €</b>
Np=	3
Cp=	300 €
h=	3,6 m
C=	2 000 €
Cd=	19 917 €
Superficie=	19 833 m <sup>2</sup>

### Explications

- Np Il n'y a pas de piézomètre sur le site, trois piézomètres seront installés : 1 en amont et 2 en aval. Leur positionnement sera déterminé selon les préconisations du bureau d'études en charge de leur installation et en fonction du sens d'écoulement de la nappe.
- h Selon les informations d'Infoterre du BRGM, un forage se trouve à proximité du site et la profondeur de la nappe est à 3,6 m.



LA COMPAGNIE DES MATIÈRES PREMIÈRES S.A.S  
TRADING & CONSULTING

## ATTESTATION

Je, soussigné Dominique MAGUIN, agissant en qualité de Président Directeur Général de La Compagnie des Matières Premières S.A.S, m'engage par la présente à transporter et à reprendre à titre gratuit tous les papiers, cartons, plastiques, bois, ferrailles et métaux de l'ensemble des filiales du Groupe Paprec en cas de défaillance de leur part, et ce conformément aux articles R 5613-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Pour faire valoir à qui de droit.

Paris, le 9 octobre 2014

Bureaux, 39 rue de Courcelles 75008 PARIS  
Siège Social, 121, Avenue des Champs-Élysées 75008 Paris  
Tel : +33. (0)1.72.71.85.12 / Fax : +33. (0)1.72.71.85.32  
SAS au capital de 278 950€  
Numéro SIRET : 50201388100011 R.C.S Paris / Code NAF : 4677Z  
Numéro TVA intracommunautaire : FR61502013881

**ANNEXE 3**

## Etude de modélisation des flux thermiques



# MODELISATION DES FLUX THERMIQUES




## COVED ENVIRONNEMENT AGENCE DE FAIMBE

RECYCLER POUR DEMAIN

PAPREC GROUP - 7, rue du Docteur Lancereaux - 75 008 PARIS  
Tél. : (33) 01 42 99 43 10 - Fax : (33) 01 42 99 43 31 - [www.paprec.com](http://www.paprec.com)

Siège social : 7, rue du Docteur Lancereaux - 75 008 Paris - SAS au capital de 124 269 550 € - 489 455 360 RCS Paris - Code NAF : 6420 Z - N° Intracommunautaire : FR 74 489 455 360

	Modélisation des flux thermiques	Agence de Faimbe
---	----------------------------------	------------------

## Informations sur le rapport

Intitulé de l'étude :	Modélisation des flux thermiques
Dénomination de la société :	COVED Environnement
Dénomination du site :	Agence de Faimbe
Adresse de l'établissement :	1 Grande rue 25 250, Faimbe
Interlocuteur :	Djamila YAHATENE Ingénieure Environnement
Téléphone :	01 43 11 08 15
Email :	Djamila.YAHATENE@paprec.com

## Gestion des révisions

Indice	Date	Emetteur	Approbateur
0	19 octobre 2022	Djamila YAHATENE Ingénieure Environnement	Christophe OUDOT Directeur de site

## SOMMAIRE

<b>Notations</b>	<b>7</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>8</b>
<b>2. Evaluation des conséquences d'un incendie sur les stockages</b>	<b>8</b>
2.1 Produits mis en œuvre .....	8
2.2 Choix des scénarii .....	9
<b>3. Méthodologie de calcul</b>	<b>11</b>
3.1 Valeurs de référence relatives aux seuils d'effet thermique.....	11
3.2 Equation générale.....	12
3.3 Flux émis en surface de flamme (radiance) .....	12
3.4 Hauteur de flamme .....	14
3.5 Diamètre équivalent .....	14
3.6 Estimation du taux massique surfacique de combustion $\dot{m}$ (kg/m <sup>2</sup> .s) .....	15
3.7 Coefficient de transmission atmosphérique .....	16
3.8 Facteur de configuration .....	16
<b>4. Résultats des simulations</b>	<b>17</b>
4.1 Scénario 1 : Incendie généralisé des ilots 1 à 4.....	17
4.1.1 Rappel des hypothèses.....	17
4.1.2 Résultats .....	17
4.2 Scénario 2 : Incendie généralisé des ilots 5 et 6.....	19
4.2.1 Rappel des hypothèses.....	19
4.2.2 Résultats .....	19
4.3 Scénario 3 : Incendie de l'îlot 7 .....	21
4.3.1 Rappel des hypothèses.....	21
4.3.2 Résultats .....	21
4.4 Scénario 4 : Incendie de l'îlot 8 .....	23
4.4.1 Rappel des hypothèses.....	23
4.4.2 Résultats .....	23
4.5 Scénario 5 : Incendie généralisé des ilots 9 et 10.....	25
4.5.1 Rappel des hypothèses.....	25
4.5.2 Résultats .....	25
4.6 Scénario 6 : Incendie généralisé des ilots 11 et 12.....	27
4.6.1 Rappel des hypothèses.....	27
4.6.2 Résultats .....	28
4.7 Scénario 7 : Incendie de l'îlot 13 .....	29
4.7.1 Rappel des hypothèses.....	29
4.7.2 Résultats .....	30
4.8 Scénario 8 : Incendie de l'îlot 14 .....	31

4.8.1	Rappel des hypothèses.....	31
4.8.2	Résultats .....	32
4.9	Scénario 9 : Incendie généralisé des ilots 15 et 16.....	34
4.9.1	Rappel des hypothèses.....	34
4.9.2	Résultats .....	34
<b>5.</b>	<b>Conclusions</b>	<b>36</b>

## FIGURES

Figure 1 : Plan des stockage .....	8
Figure 2 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 1 .....	17
Figure 3 : Flux thermiques dans le scénario 1 .....	18
Figure 4 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 2 .....	19
Figure 5 : Flux thermiques dans le scénario 2 .....	20
Figure 6 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 3 .....	21
Figure 7 : Flux thermiques dans le scénario 3 .....	22
Figure 6 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 4 .....	23
Figure 7 : Flux thermiques dans le scénario 4 .....	24
Figure 8 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 5 .....	25
Figure 9 : Flux thermiques dans le scénario 5 .....	26
Figure 10 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 6 .....	27
Figure 11 : Flux thermiques dans le scénario 6 .....	28
Figure 12 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 7 .....	29
Figure 13 : Flux thermiques dans le scénario 7 .....	30
Figure 14 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 8 .....	31
Figure 15 : Flux thermiques dans le scénario 8 .....	32
Figure 16 : Flux thermiques dans le scénario 8 après la mise en place des mesures compensatoires...	33
Figure 17 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 9 .....	34
Figure 18 : Flux thermiques dans le scénario 9 .....	35

## TABLEAUX

Tableau 1 : Tableau des stockages .....	9
Tableau 2 : Valeurs de référence relatives au seuil d'effet thermique .....	11
Tableau 3 : Emissivités des matériaux .....	13
Tableau 4 : Taux de combustion surfacique des matériaux .....	15
Tableau 5 : Caractéristiques des ilots de stockage 1 à 4 .....	17
Tableau 6 : Hauteur de flamme des ilots 1 à 4 .....	17
Tableau 7 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 1 .....	18
Tableau 8 : Caractéristiques des ilots de stockage 5 et 6 .....	19
Tableau 9 : Hauteur de flamme des ilots de stockage 5 et 6 .....	19
Tableau 10 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 2 .....	20
Tableau 11 : Caractéristiques de l'ilot de stockage 7 .....	21
Tableau 12 : Hauteur de flamme de l'ilot de stockage 7 .....	21
Tableau 13 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 3 .....	22
Tableau 11 : Caractéristiques de l'ilot de stockage 8 .....	23
Tableau 12 : Hauteur de flamme de l'ilot de stockage 8 .....	23
Tableau 13 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 4 .....	24
Tableau 14 : Caractéristiques des ilots de stockage 9 et 10 .....	25
Tableau 15 : Hauteur de flamme des ilots de stockage 9 et 10 .....	25
Tableau 16 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 5 .....	26
Tableau 17 : Caractéristiques des ilots de stockage 11 et 12 .....	27
Tableau 18 : Hauteur de flamme des ilots de stockages 11 et 12 .....	28
Tableau 19 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 6 .....	29

Tableau 20 : Caractéristiques de l’îlot 13.....	30
Tableau 21 : Hauteur de flamme de l’îlot de stockage 13 .....	30
Tableau 22 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 7 .....	31
Tableau 23 : Caractéristiques de l’îlot 14.....	32
Tableau 24 : Hauteur de flamme de l’îlot 14.....	32
Tableau 25 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 8 .....	33
Tableau 26 : Caractéristiques des îlots 15 et 16 .....	34
Tableau 27 : Hauteur de flamme des îlots 15 et 16 .....	34
Tableau 28 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 9 .....	35

## Notations

Symbole	Signification	Unité de mesure
$\Phi$	Radiation moyenne reçue par une cible	kW/m <sup>2</sup>
$\Phi_0$	Radiation émise à la surface de la flamme (pouvoir émissif, émittance)	kW/m <sup>2</sup>
$\tau$	Transmission atmosphérique ou coefficient d'absorption dans l'atmosphère	[-]
$F$	Facteur de configuration, appelé également facteur de vue	[-]
$\dot{m}''$	Taux de combustion	(kg/s)
FR	fraction radiative	[-]
$\Delta H_c$	Chaleur de combustion	[-]
$S_f$	Surface rayonnante de la flamme	m <sup>2</sup>
$A$	Surface de combustible solide	m <sup>2</sup>
$V_p$	Vitesse de régression	m/s
INERIS	Institut national de l'environnement industriel et des risques	
$H$	Hauteur moyenne de la flamme	m
$D_{eq}$	Diamètre équivalent de la surface impliquée dans l'incendie	m
$\rho_0$	Densité de l'air ambiant	kg/m <sup>3</sup>
$\dot{m}$	Débit ou taux massique surfacique de combustion	kg /m <sup>2</sup> .s <sup>1</sup>
$g$	Accélération de la pesanteur	m/s <sup>2</sup>
$L$	Longueur de la zone de feu	m
$l$	Largeur de la zone de feu	m
$\dot{m}_i$	Taux massique surfacique de combustion du combustible i	kg/m <sup>2</sup> .s
$x_i$	Fraction pondéral du combustible i impliqué dans l'incendie	[-]
PV	pression partielle de la vapeur d'eau dans l'air	Pa
$x$	distance du point d'observation au front de flamme	[m]

## 1. Introduction

L'objectif de la présente étude est d'analyser les effets sur l'homme et l'environnement en termes de flux thermiques, en cas d'incendie des ilots de stockage avec détermination des mesures compensatoires associées si nécessaire.

## 2. Evaluation des conséquences d'un incendie sur les stockages

### 2.1 Produits mis en œuvre

La figure ci-dessous montre le plan des stockages susceptibles d'être présents sur le site :

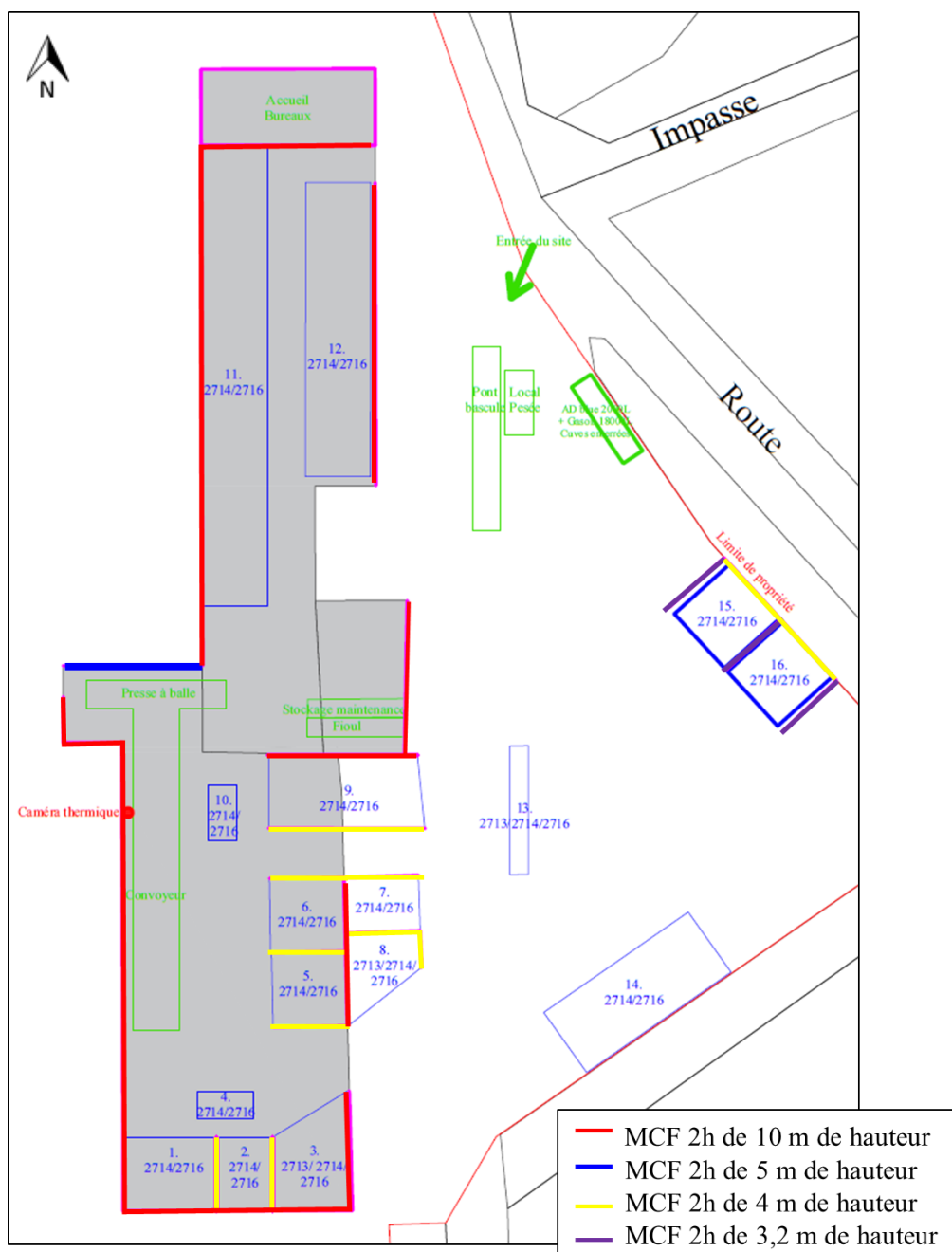


Figure 1 : Plan des stockage



Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques des différents ilots de stockage :

N° ilot	Rubrique	Surface (m <sup>2</sup> )	Hauteur (m)	Volume (m <sup>3</sup> )	Conditionnement
1	2714/2716	80	4	320	Vrac
2	2714/2716	48	4	192	Vrac
3	2713/2714/2716	84	4	336	Vrac
4	2714/2716	18	2	36	Vrac
5	2714/2716	64	4	256	Vrac
6	2714/2716	64	4	256	Vrac
7	2714/2716	48	4	192	Vrac
8	2713/2714/2716	96	4	384	Vrac
9	2714/2716	134	4	538	Vrac
10	2714/2716	18	2	36	Vrac
11	2714/2716	350	4	1 400	Balles
12	2714/2716	224	4	896	Balles
13	2713/2714/2716	28	4	112	Vrac/Balles
14	2714/2716	152	3	456	Balles
15	2714/2716	64	3,2	205	Balles
16	2714/2716	64	3,2	204,8	Vrac

**Tableau 1 : Tableau des stockages**

## 2.2 Choix des scénarii

Dans le cadre de cette étude, les scénarii pris en compte sont des incendies généralisés des déchets combustibles stockés en vrac et en balles :

- Scénario 1 : Incendie généralisé des ilots 1 à 4
- Scénario 2 : Incendie généralisé des ilots 5 et 6
- Scénario 3 : Incendie de l'ilot 7
- Scénario 4 : Incendie de l'ilot 8
- Scénario 5 : Incendie généralisé des ilots 9 et 10
- Scénario 6 : Incendie généralisé des ilots 11 et 12
- Scénario 7 : Incendie de l'ilot 13
- Scénario 8 : Incendie de l'ilot 14
- Scénario 9 : Incendie généralisé des ilots 15 et 16

### Remarques :

Sur les sites de gestion de déchets, le plan des stockages est susceptible d'évoluer régulièrement en fonction des consignes d'exploitation, des marchés etc... Afin d'éviter de revoir le plan à chaque modification de catégorie de déchets stockés, le plan a été établi en prenant en compte les rubriques ICPE et non pas les catégories de déchets. Cette approche est cohérente en terme de gestion des risques dans la mesure où les rubriques 2714 et 2716 concernent des déchets non dangereux présentant des risques similaires. D'ailleurs, l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à ces rubriques est commun aux deux rubriques 2714 et 2716 ainsi qu'aux rubriques 2711 et 2713.

A ce titre, les modélisations des flux thermiques ont été réalisées en prenant la situation la plus majorante à savoir le stockage de plastiques polyéthylène (PE). Cela permet de démontrer que peu importe la catégorie de déchets stockée, le risque incendie est maîtrisé.

Avant d'arriver à ce scénario majeur, rappelons tout d'abord qu'en période d'activité, un début d'incendie peut être maîtrisé par l'intervention du personnel à l'aide des moyens d'extinctions.

L'évaluation du niveau de risque réalisée ci-après suppose qu'il n'y ait aucune intervention des services d'incendie et de secours qui permet en réalité de réduire les flux thermiques émis par l'incendie, ce qui est extrêmement majorant.

### 3. Méthodologie de calcul

Le calcul des flux thermiques est effectué à l'aide du logiciel **FLUIDYN-PANFIRE**. Il s'agit d'un logiciel de mécanique des fluides tridimensionnel, développé par la société **FLUIDYN**, pour l'évaluation des impacts des incendies, de stockages de produits solides et liquides, sur l'environnement.

Le logiciel **FLUIDYN-PANFIRE** calcule en 3D les flux thermiques engendrés par l'incendie de matériaux entreposés. En effet, l'utilisation des modèles analytiques et empiriques n'est plus possible pour approcher des scénarii présentant des géométries complexes incluant éventuellement des éléments coupe-feu et de nombreux produits de stockages différents, et nécessitant des visualisations des résultats dans l'espace.

Le logiciel **FLUIDYN-PANFIRE** propose plusieurs modèles pour calculer les flux thermiques, afin de pouvoir s'adapter à tous les types de scénarii proposés : feux solides en racks ou en vrac, feux de nappes en cuvette de rétention, feux à l'intérieur de bâtiments. Le logiciel tient également compte de l'effet d'ombre des murs coupe-feu, des sprinklers et des rideaux d'eau et de la topographie.

#### 3.1 Valeurs de référence relatives aux seuils d'effet thermique

Sur l'homme, l'impact du rayonnement thermique se caractérise par des brûlures. Celles-ci qui peuvent aller du simple érythème à la brûlure du troisième degré, sont plus ou moins graves selon la surface de peau lésée, la localisation ou l'âge du blessé.

Sur les matériaux, le rayonnement thermique va avoir des incidences variables selon la nature du matériau, son pouvoir d'absorption, son aptitude à former des produits volatils et inflammables lorsqu'il est chauffé et la présence ou non de flammes qui pourraient enflammer ces vapeurs. Les déchets combustibles vont, en fonction de la durée d'exposition, être pro lysés ou s'enflammer. Les structures non combustibles (verre, étal, etc...) vont subir une dégradation mécanique, allant de la simple déformation à la rupture.

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes (arrêté ministériel du 29 septembre 2005) :

	Valeurs	Commentaires
<i>Effets sur l'homme</i>	8 kW/m <sup>2</sup>	Seuil des effets létaux significatifs correspondant à la zone de dangers très graves pour la vie humaine
	5 kW/m <sup>2</sup>	Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone de dangers graves pour la vie humaine
	3 kW/m <sup>2</sup>	Seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (brûlure du premier degré au bout d'environ une minute et douleur en une vingtaine de secondes)
<i>Effets sur les structures</i>	200 kW/m <sup>2</sup>	Seuil de ruine du béton en quelques dizaines de minutes
	20 kW/m <sup>2</sup>	Seuil de tenue du béton pendant plusieurs heures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures béton
	16 kW/m <sup>2</sup>	Seuil d'exposition prolongée des structures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton
	8 kW/m <sup>2</sup>	Seuil des effets domino correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures
	5 kW/m <sup>2</sup>	Seuil de destruction de vitres significatives

**Tableau 2 : Valeurs de référence relatives au seuil d'effet thermique**

Les critères pour la détermination des zones de dangers thermiques et l'analyse des effets dominos sont donc le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> (effet dominos) et le flux de 5 kW/m<sup>2</sup> et 3 kW/m<sup>2</sup> (zone de dangers effets sur l'homme).

### 3.2 Equation générale

Le logiciel **PANFIRE-FLUIDYN** utilise un modèle de type flamme solide. La flamme est assimilée à un volume opaque de géométrie simple (cylindre, parallélépipède rectangle...) dont les surfaces rayonnent uniformément.

La flamme est supposée rayonnée uniformément sur toute sa surface, ce qui revient à considérer une température de flamme et une composition homogène sur toute la hauteur de la flamme.

L'équation générale pour calculer le flux thermique reçu par une cible peut être exprimée sous la forme suivante :

$$\Phi = \Phi_0 \cdot \tau \cdot F$$

avec :

$\Phi$  = Radiation moyenne reçue par une cible en kW/m<sup>2</sup> à la distance x de la source

$\Phi_0$  = Radiation émise à la surface de la flamme en kW/m<sup>2</sup>

$\tau$  = Transmission atmosphérique (sans dimension)

$F$  = Facteur de configuration (sans dimension, appelé également facteur de vue)

Pour le calcul des flux thermiques, trois données importantes doivent ainsi être déterminées :

- Le facteur de configuration appelé également facteur de vue, ce facteur traduit en définitive l'angle solide sous lequel la cible perçoit la flamme. Les facteurs de vue sont basés sur la méthodologie de l'UFIP (Guide méthodologique pour la réalisation des études de dangers (*Guide Bleu*) édité par le GESIP en juillet 2002), qui a été expertisé par l'INERIS.
- Le pouvoir émissif de la flamme, soit la puissance rayonnée par unité de surface de flamme,
- Le coefficient d'atténuation atmosphérique, c'est-à-dire la fraction du rayonnement thermique émis par la flamme absorbée par l'atmosphère.

Pour le calcul de ces paramètres, il faut, au préalable, les caractéristiques du feu qui sont :

- la hauteur de la flamme,
- la vitesse de combustion (ou taux massique surfacique de combustion).

### 3.3 Flux émis en surface de flamme (radiance)

Le « flux émis en surface de la flamme » est également appelé « émissivité », « pouvoir émissif » ou « émittance ». Il est calculé par la relation suivante :

$$\Phi_0 = \frac{m' \times FR \times \Delta H_c}{S_f}$$

où :

- $\Phi_0$  : pouvoir émissif d'une flamme
- $m'$  : taux de combustion (kg/s)
- FR: fraction radiative (-)

- $\Delta H_c$ : Chaleur de combustion (J/kg)
- $S_f$  : surface rayonnante de la flamme (m<sup>2</sup>)

**Remarque :**

Le taux de combustion  $m''$  pour les feux solides est donnée par la formule :

$$m'' = A \rho V_p$$

où

$A$  : surface de combustible solide (m<sup>2</sup>)

$\rho$  : densité du combustible solide (kg/m<sup>3</sup>)

$V_p$  : vitesse de régression (m/s). Elle dépend du type de combustible

En pratique, cette formule s'avère souvent difficile à appliquer pour de multiples raisons (température de la flamme difficile à mesurer, vitesse de régression difficile à mesurer, présence de fumées jouant un rôle d'écran). C'est pourquoi, pour estimer le pouvoir émissif des flammes, le logiciel **FLUIDYN-PANFIRE** permet en outre :

- soit d'utiliser les valeurs expérimentales disponibles dans la littérature (TNO, INERIS),
- soit décider a priori d'un pouvoir émissif moyenné sur toute la hauteur des flammes, le plus souvent pris aux alentours de 30 kW/m<sup>2</sup>.

Dans le cadre de la présente étude, nous avons pris comme valeur de la radiation émise par la flamme les valeurs expérimentales disponibles dans la littérature (TNO, INERIS) ou par défaut la valeur de 30kW/m<sup>2</sup> en cas où il n'existe pas de valeurs publiées dans la littérature.

A titre indicatif, les émissivités de composés courants décrites dans la littérature sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Matériaux	Radiance (kW/m <sup>2</sup> )	Source
Aérosols	100	INERIS - Modélisation d'un incendie affectant un stockage de générateurs d'aérosols - Sept. 2002
Bois, papier, cartons	23,8	DRYSDALE - <i>An introduction to fire dynamics</i> - 2nd edition
Ethanol	12	INERIS - <i>TE EDD entrepôt FM LOGISTIC</i> - Juillet 2004
Gazole	29	INERIS - <i>TE EDD entrepôt FM LOGISTIC</i> - Juillet 2004
Cosmétiques	30	INERIS - <i>TE EDD entrepôt de stockage de produits cosmétiques - Société CENTREX</i> - Sept. 1999
Polyéthylène	30	INERIS - <i>TE EDD entrepôt Katoen Natie Berre Logistique</i> - Mars 02
Polypropylène	28	DRYSDALE - <i>An introduction to fire dynamics</i> - 2nd edition
PVC	30	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - Third Edition
Produits alimentaires secs	20	INERIS - <i>TE EDD PRD distripole de Thionville</i> - Mars 2001

**Tableau 3 : Emissivités des matériaux**

A noter par ailleurs que ces valeurs sont issues d'essais sur des petites quantités ou surfaces en feu. Dans le cas d'un feu réel mettant en jeu des surfaces de plusieurs milliers de m<sup>2</sup>, les observations montrent que le flux thermique est réduit en raison de l'absorption du rayonnement par les fumées. Par ailleurs, la cinétique de combustion est limitée par l'apport d'oxygène qui ne peut se faire que sur le périmètre de la surface en feu. On peut dès lors considérer que la valeur retenue est majorante.

### 3.4 Hauteur de flamme

La hauteur de flamme pour un feu est fonction :

- du taux de combustion
- de la surface du feu
- de la densité de l'air ambiant.

Le logiciel **FLUIDYN-PANFIRE** permet l'utilisation de plusieurs formulations permettant le calcul de la hauteur de flamme. Dans le cadre de cette étude, la formulation de Thomas a été retenue pour les différents stockages.

$$\frac{H}{D_{eq}} = 42 \left( \frac{\dot{m}}{\rho_0 \sqrt{g \cdot D_{eq}}} \right)^{0.61}$$

avec  $H$  = hauteur moyenne de flamme en mètre  
 $D_{eq}$  = diamètre équivalent de la surface impliquée dans l'incendie (foyer actif) en mètre  
 $\rho_0$  = densité de l'air ambiant en kg.m<sup>-3</sup> (environ 1,22 kg/m<sup>3</sup> à 20°C)  
 $\dot{m}$  = débit masse surfacique en kg.m<sup>-2</sup>.s<sup>-1</sup>  
 $g$  = accélération de la pesanteur en m.s<sup>-2</sup> ( $g = 9.81$ )

Afin de calculer la hauteur de flamme, il est donc nécessaire de connaître le diamètre équivalent.

#### Remarque :

*Les résultats obtenus concernant les hauteurs des flammes seront présentés pour chaque scénario.*

### 3.5 Diamètre équivalent

Le logiciel PANFIRE-FLUIDYN permet de calculer automatiquement le diamètre équivalent de la flamme selon la formule suivante :

$$D_{eq} = \frac{4 \times S}{2 \times (L + l)}$$

où  $D_{eq}$  : diamètre équivalent [m]  
 $S$  : surface au sol ou de la cuvette de rétention [m<sup>2</sup>]  
 $L$  : longueur de la zone de feu [m]  
 $l$  : largeur de la zone de feu [m]

#### Remarque :

Le diamètre équivalent, calculé de cette manière, peut ne pas être représentatif des caractéristiques du feu dans le cas de stockages allongés (Longueur/largeur > 5). Pour cette configuration, le diamètre équivalent du feu est égal à la plus petite largeur.

### 3.6 Estimation du taux massique surfacique de combustion $\dot{m}$ (kg/m<sup>2</sup>.s)

Le débit massique surfacique (également appelée taux de combustion surfacique), noté  $\dot{m}$ , est un paramètre nécessaire au calcul de la hauteur de flamme. Elle représente la quantité de combustible participant à l'incendie par unité de temps et de surface combustible au sol.

Le débit massique surfacique d'un composé solide donné n'est pas une constante ; elle dépend du renouvellement de l'air au voisinage de la flamme et des échanges thermiques avec le milieu ambiant.

Le taux de combustion surfacique d'un mélange de produits combustibles est obtenu à partir de la somme pondérée des taux massiques surfaciques de combustion de chacun des produits impliqués :

$$\dot{m} = \sum x_i \dot{m}_i$$

avec :

$x_i$  : fraction pondérale du combustible  $i$  impliqué dans l'incendie (sans dimension)

$$x_i = \frac{\dot{m}_i}{\text{masse totale de substances combustibles stockées}}$$

$\dot{m}_i$  : taux massique surfacique de combustion du combustible  $i$  (kg/m<sup>2</sup>.s)

En outre, lorsque les produits combustibles sont entreposés au sol et de façon espacée, mais pas suffisamment pour garantir la non propagation du feu, le taux massique surfacique de combustion est pondéré par un facteur correspondant au pourcentage de surface effectivement occupée par les combustibles.

Les taux de combustion surfacique de nombreux composés courants ont été déterminés expérimentalement par différents organismes et sont décrits dans la littérature. Le tableau ci-dessous présente à titre indicatif les caractéristiques de certains produits génériques :

Matériaux	Taux de combustion surfacique (g/m <sup>2</sup> .s)	Source
Acétone	41	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - 2nd Edition
Bois, papier, carton	14	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - Third Edition
Essence	48	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - 2nd Edition
Ethanol	15	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - 2nd Edition
Pneu	16	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - 2nd Edition
Ether de pétrole	48	INERIS - <i>Etude de scénarios dangereux en stations-service</i> - Oct. 02
Polyéthylène	26	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - Third Edition
Polypropylène	18	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - 2nd Edition
PVC	16	SFPE - <i>Handbook of Fire Protection Engineering</i> - Third Edition

**Tableau 4 : Taux de combustion surfacique des matériaux**

Assez peu de données sont disponibles dans la littérature au sujet des taux de combustion surfaciques et les flux émis par les flammes lors d'incendie de matériaux solides.

1. Au vu de la surface importante mise en jeu, nous précisons que cette approche est théorique et ne prend pas en compte le fait que le feu progresse et se déplace horizontalement dans le bâtiment. Il est en effet peu probable que l'incendie soit à son régime maximal simultanément sur toute la surface de la cellule considérée. Le calcul réalisé est donc majorant.

2. La cinétique d'un incendie de matière combustible solide est beaucoup plus lente que celle d'un incendie de liquides inflammables. Les effets de rayonnement thermique qui sont indiqués ci-après, pourraient éventuellement être constatés ½ h à 1 h après la détection de l'incendie. Ce décalage entre détection et constat des effets laisse à l'entreprise et aux personnels de secours le moyen de réagir et de placer la zone en situation de sécurité.

### 3.7 Coefficient de transmission atmosphérique

La radiation de la flamme vers l'environnement est partiellement atténuée tout au long de son parcours dans l'air. Ceci est le fait de la vapeur d'eau, du dioxyde de carbone et des poussières qui absorbent et dissipent une partie des radiations émises. La vapeur d'eau est le principal facteur d'absorption.

Le coefficient de transmission atmosphérique ( $\tau$ ) correspond donc à la fraction de chaleur transmise à l'atmosphère.

Le logiciel permet de déterminer l'absorption atmosphérique du flux rayonné par une relation de la forme (Corrélation de Bagster):

$$\tau = 2.02 * (PV * x)^{-0.09}$$

où     $\tau$  :    coefficient d'absorption dans l'atmosphère    [-]  
       $PV$  :    pression partielle de la vapeur d'eau dans l'air    [Pa]  
       $x$  :    distance du point d'observation au front de flamme    [m]

Le logiciel permet de calculer ce facteur par un simple renseignement du taux d'humidité de l'air ambiant.

### 3.8 Facteur de configuration

Le facteur de vue  $F$ , fonction de l'angle solide sous lequel la cible reçoit le rayonnement, a été évalué selon la méthodologie développée la méthodologie de l'UFIP (Guide méthodologique pour la réalisation des études de dangers (*Guide Bleu*) édité par le GESIP en juillet 2002), qui a été expertisé par l'INERIS.

Dans les calculs, la cible qui reçoit le flux est supposée verticale et placée soit :

- Pour les effets sur l'homme, à une hauteur de 1,5 m par rapport au sol,
- Pour les effets sur les structures (effets dominos), à une hauteur égale à la hauteur des équipements à proximité, susceptibles d'être impactés (hauteur maximale de stockage).



## 4. Résultats des simulations

### 4.1 Scénario 1 : Incendie généralisé des ilots 1 à 4

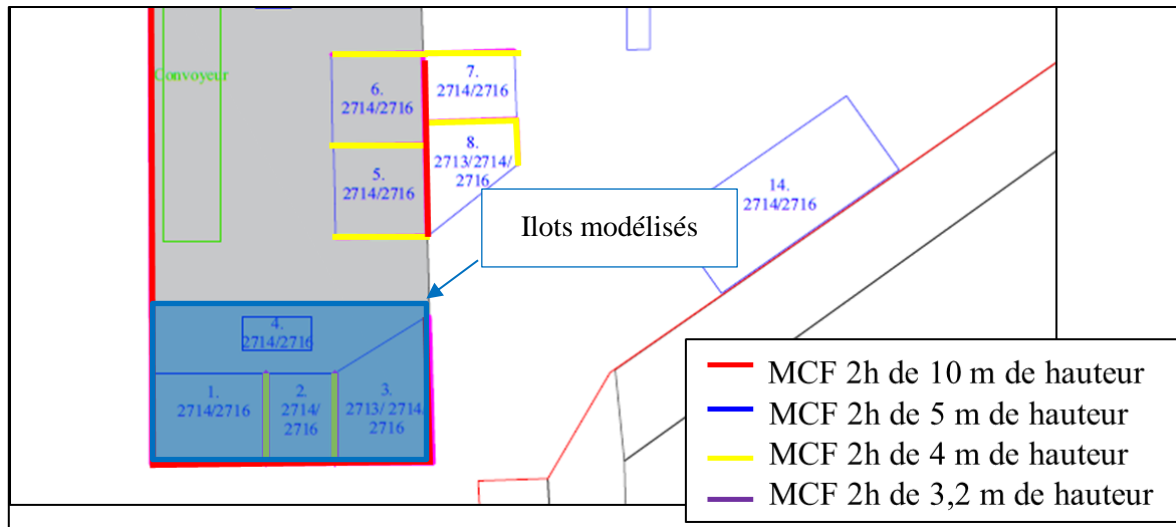


Figure 2 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 1

#### 4.1.1 Rappel des hypothèses

Le tableau suivant montre les caractéristiques de ces ilots de stockage :

Rubriques	N° ilot	Surface (m²)	Hauteur (m)	Volume (m³)	Vitesse de combustion (g/m²/s)	Radiance
2714/2716	1	80	4	320	26*	30 000*
2714/2716	2	48	4	192	26*	30 000*
2713/2714/2716	3	84	4	336	26*	30 000*
2714/2716	4	18	2	36	26*	30 000*

\* Dans le cadre de cette modélisation, la vitesse de combustion et la radiance prises pour ces déchets sont égales à celles du plastique de type PE, ce qui est majorant.

Tableau 5 : Caractéristiques des ilots de stockage 1 à 4

#### 4.1.2 Résultats

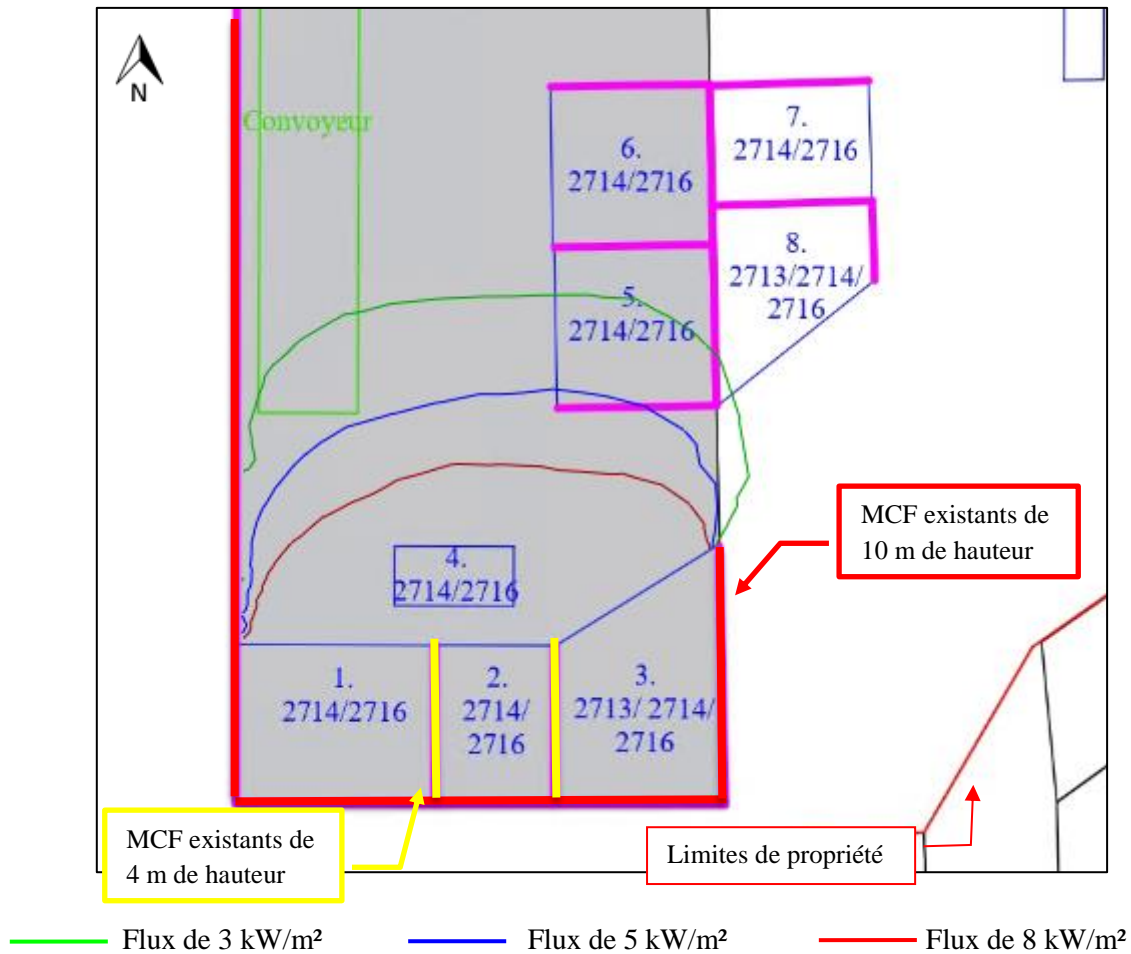
La hauteur de flamme des ilots de stockage a été déterminée selon la corrélation de THOMAS :

N° Ilot	Rubriques	Hauteur Flamme selon corrélation de Thomas (m)
1	2714/2716	13.23 m écrêtée à 10 m*
2	2714/2716	11.70 m écrêtée à 10 m*
3	2713/2714/2716	14.21 m écrêtée à 10 m*
4	2714/2716	7.30 m écrêtée à 5 m*

\* D'après la méthode de calcul Fluidyn, et plus particulièrement d'après le rapport intitulé « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôts – Partie A », la hauteur de flamme engendrée par un incendie ne peut pas être supérieure à 2,5 fois la hauteur du stockage en feu.

Tableau 6 : Hauteur de flamme des ilots 1 à 4

Le plan suivant montre une représentation graphique des différents flux étudiés, à savoir les flux de 3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup> :



**Figure 3 : Flux thermiques dans le scénario 1**

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces des îlots de stockage :

Scénario 1		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m <sup>2</sup>	5.21	0	0	0
	5 kW/m <sup>2</sup>	9.46	0	0	0
	3 kW/m <sup>2</sup>	15.7	0	0	0

**Tableau 7 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 1**

**Commentaires :**

- Les flux de 3 kW/m<sup>2</sup>, 5 kW/m<sup>2</sup> et 8 kW/m<sup>2</sup> ne sortent pas des limites de propriété.
- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne touche aucun îlot de stockage. Il n'a donc pas d'effet domino.

**Il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.**

## 4.2 Scénario 2 : Incendie généralisé des ilots 5 et 6

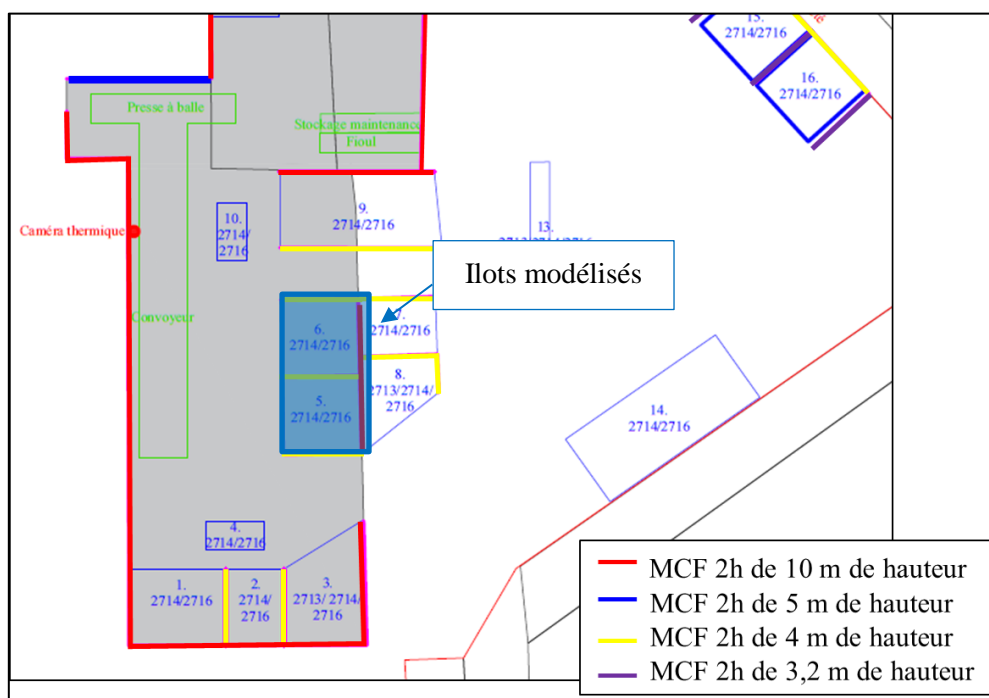


Figure 4 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 2

### 4.2.1 Rappel des hypothèses

Le tableau suivant montre les caractéristiques de ces ilots de stockage :

Rubriques	N° Ilot	Surface (m²)	Hauteur (m)	Volume (m³)	Vitesse de combustion (g/m²/s)	Radiance (W/m²)
2714/2716	5	64	4	256	26*	30 000*
2714/2716	6	64	4	256	26*	30 000*

\*Dans le cadre de cette modélisation, la vitesse de combustion et la radiance prises pour ces déchets sont égales à celles du plastique de type PE, ce qui est majorant.

Tableau 8 : Caractéristiques des ilots de stockage 5 et 6

### 4.2.2 Résultats

La hauteur de flamme des ilots de stockage a été déterminée selon la corrélation de THOMAS :

N° Ilot	Rubriques	Hauteur Flamme selon corrélation de Thomas (m)
5	2714/2716	12.58 m écrêtée à 10 m*
6	2714/2716	12.58 m écrêtée à 10 m*

\* D'après la méthode de calcul Fluidyn, et plus particulièrement d'après le rapport intitulé « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôts – Partie A », la hauteur de flamme engendrée par un incendie ne peut pas être supérieure à 2,5 fois la hauteur du stockage en feu.

Tableau 9 : Hauteur de flamme des ilots de stockage 5 et 6

Le plan suivant montre une représentation graphique des différents flux étudiés, à savoir les flux de 3, 5 et 8 kW/m² :

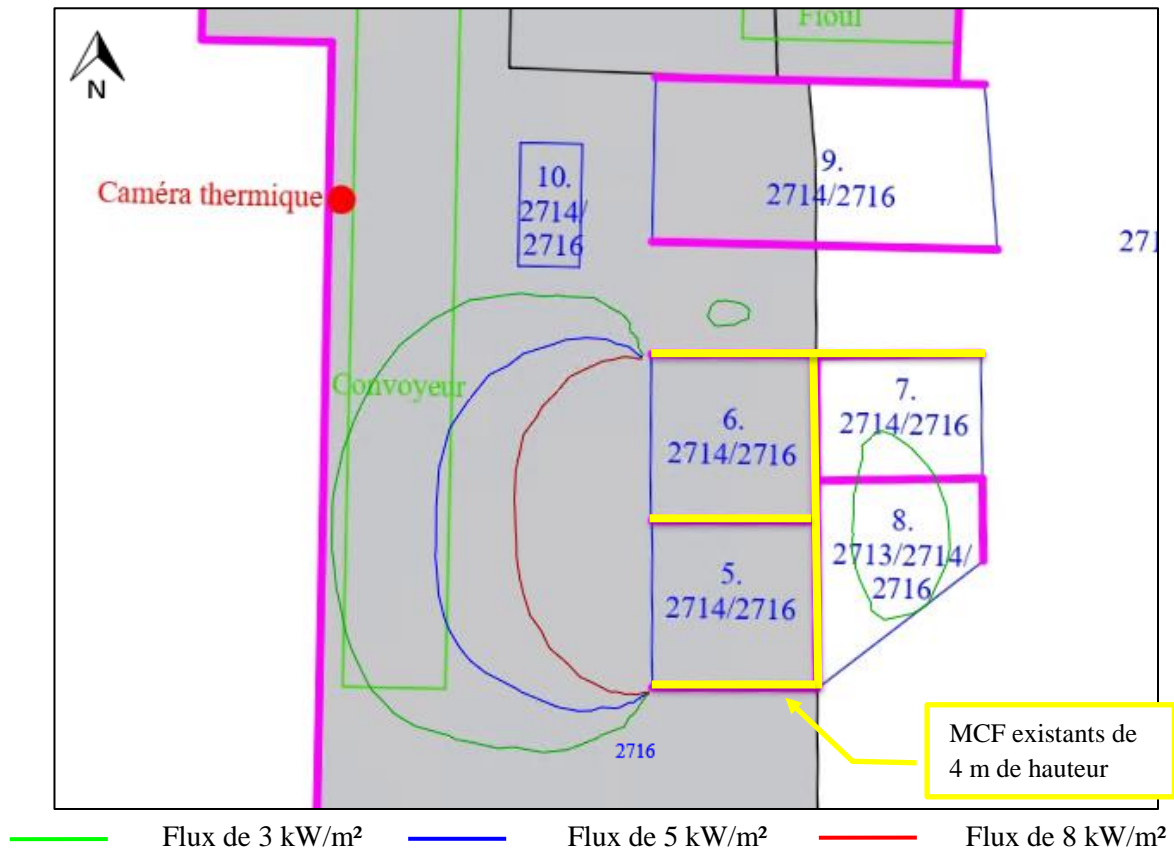


Figure 5 : Flux thermiques dans le scénario 2

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces des îlots de stockage :

Scénario 2		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m²	0	0	0	6.53
	5 kW/m²	0	0	0	10.5
	3 kW/m²	0	0	6.35	15.8

Tableau 10 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 2

**Commentaires :**

- Le flux de 8 kW/m², de 5 kW/m² et de 3 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété.
- Le flux de 8 kW/m² ne touche aucun stockage. Il n'y a pas donc d'effet domino.

**Il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.**



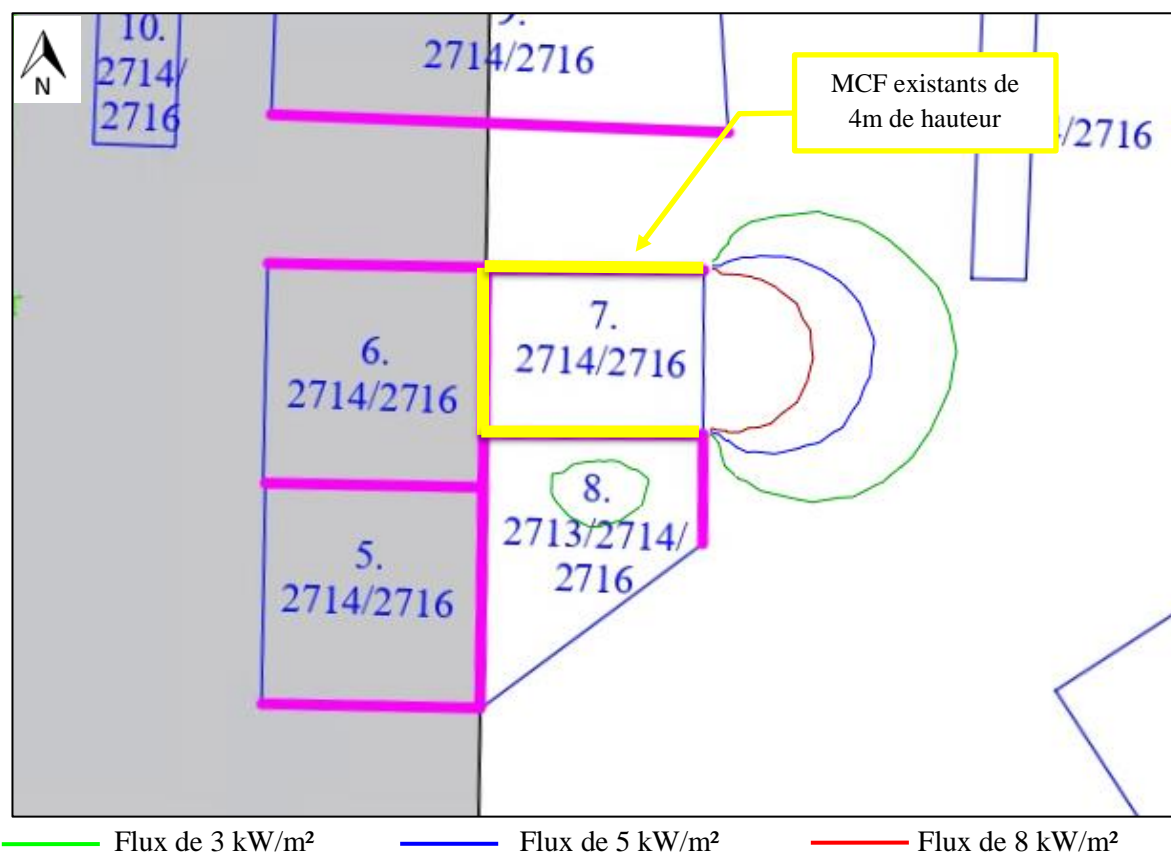


Figure 7 : Flux thermiques dans le scénario 3

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces de l'îlot de stockage :

Scénario 3		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m <sup>2</sup>	0	0	4.07	4.60
	5 kW/m <sup>2</sup>	0	0	6.16	8.70
	3 kW/m <sup>2</sup>	0	3.63	9.42	12.7

Tableau 13 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 3

**Commentaires :**

- Les flux 3 kW/m<sup>2</sup>, 8 kW/m<sup>2</sup> et 5 kW/m<sup>2</sup> ne sortent pas des limites de propriété.
- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne touche aucun stockage. Il n'y a pas donc d'effet domino.

**Il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.**

#### 4.4 Scénario 4 : Incendie de l'ilot 8

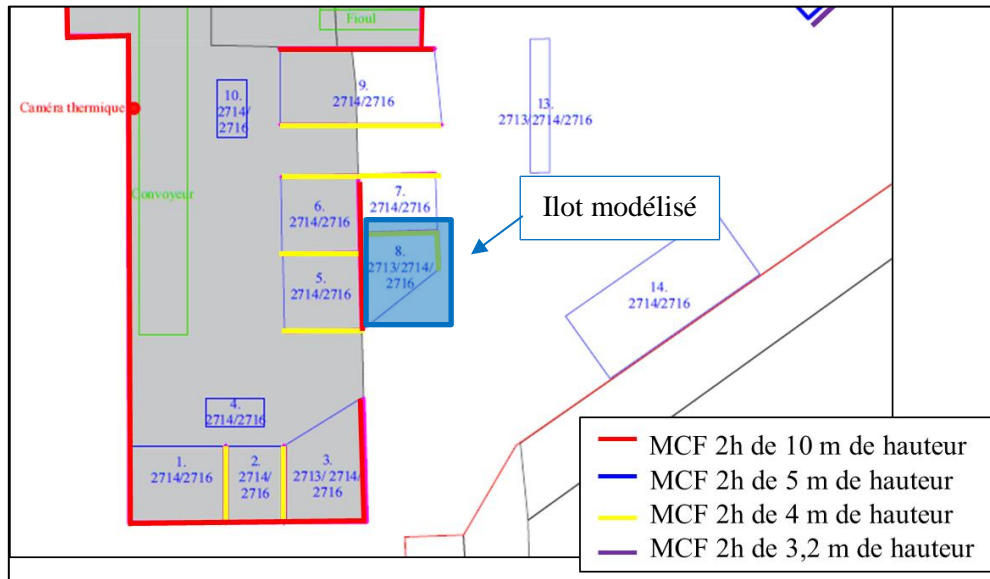


Figure 8 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 4

##### 4.4.1 Rappel des hypothèses

Le tableau suivant montre les caractéristiques de cet ilot de stockage :

Rubriques	N° Ilot	Surface (m²)	Hauteur (m)	Volume (m³)	Vitesse de combustion (g/m²/s)	Radiance (W/m²)
2713/2714/2716	8	48	5	240	26*	30 000*

\*Dans le cadre de cette modélisation, la vitesse de combustion et la radiance prises pour ces déchets sont égales à celles du plastique de type PE, ce qui est majorant.

Tableau 14 : Caractéristiques de l'ilot de stockage 8

##### 4.4.2 Résultats

La hauteur de flamme de l'ilot de stockage a été déterminée selon la corrélation de THOMAS :

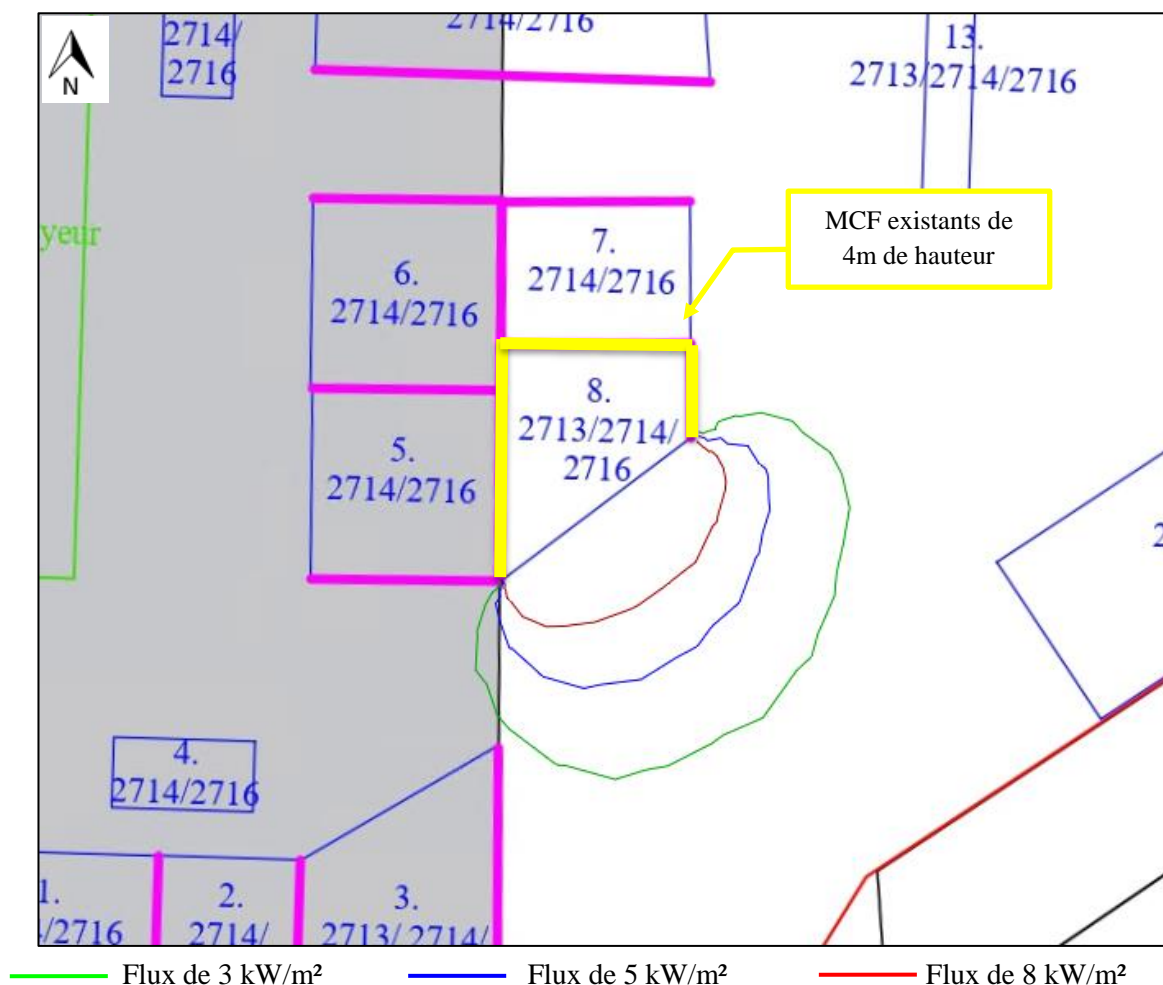
N° Ilot	Rubriques	Hauteur Flamme selon corrélation de Thomas (m)
8	2713/2714/2716	11.70 écrêtée à 10 m*

\* D'après la méthode de calcul Fluidyn, et plus particulièrement d'après le rapport intitulé « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôts – Partie A », la hauteur de flamme engendrée par un incendie ne peut pas être supérieure à 2,5 fois la hauteur du stockage en feu.

Tableau 15 : Hauteur de flamme de l'ilot de stockage 8

Le plan suivant montre une représentation graphique des différents flux étudiés, à savoir les flux de 3, 5 et 8 kW/m² :





**Figure 9 : Flux thermiques dans le scénario 4**

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces de l'îlot de stockage :

Scénario 4		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m²	0	5.56	4.83	0
	5 kW/m²	0	8.30	9.63	0
	3 kW/m²	0	11.3	8.95	0

**Tableau 16 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 4**

**Commentaires :**

- Les flux 3 kW/m², 8 kW/m² et 5 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété.
- Le flux de 8 kW/m² ne touche aucun stockage. Il n'y a pas donc d'effet domino.

**Il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.**



#### 4.5 Scénario 5 : Incendie généralisé des ilots 9 et 10

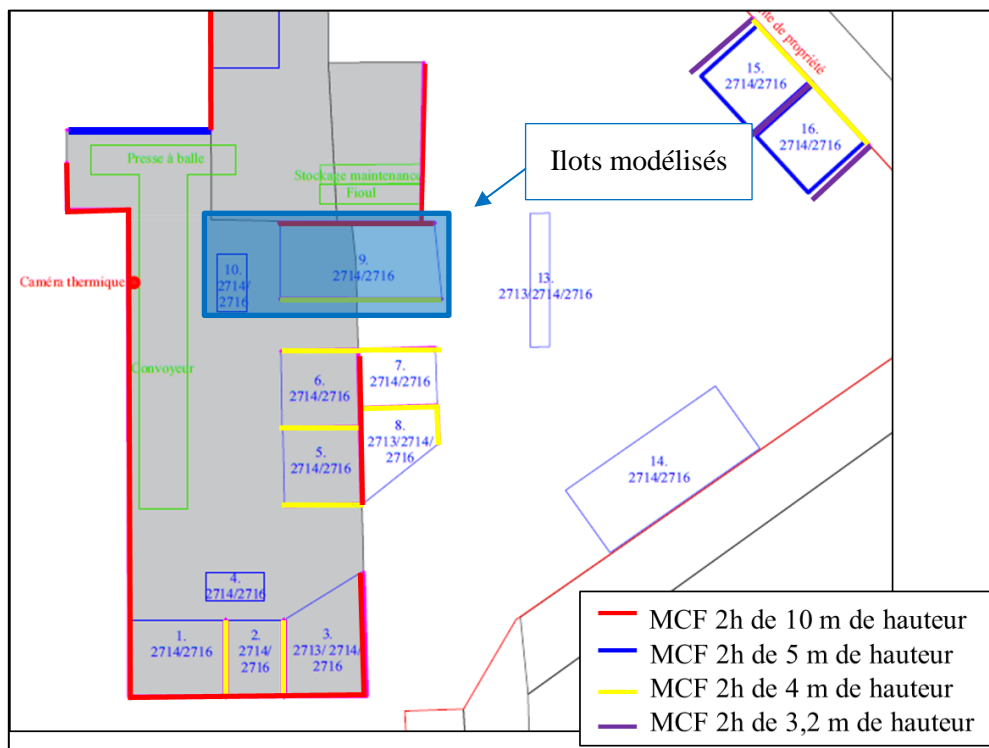


Figure 10 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 5

##### 4.5.1 Rappel des hypothèses

Le tableau suivant montre les caractéristiques de ces ilots de stockage :

Rubriques	N° Ilot	Surface (m <sup>2</sup> )	Hauteur (m)	Volume (m <sup>3</sup> )	Vitesse de combustion (g/m <sup>2</sup> /s)	Radiance (W/m <sup>2</sup> )
2714/2716	9	134	4	538	26*	30 000*
2714/2716	10	18	2	36	26*	30 000*

\*Dans le cadre de cette modélisation, la vitesse de combustion et la radiance prises pour ces déchets sont égales à celles du plastique de type PE, ce qui est majorant.

Tableau 17 : Caractéristiques des ilots de stockage 9 et 10

##### 4.5.2 Résultats

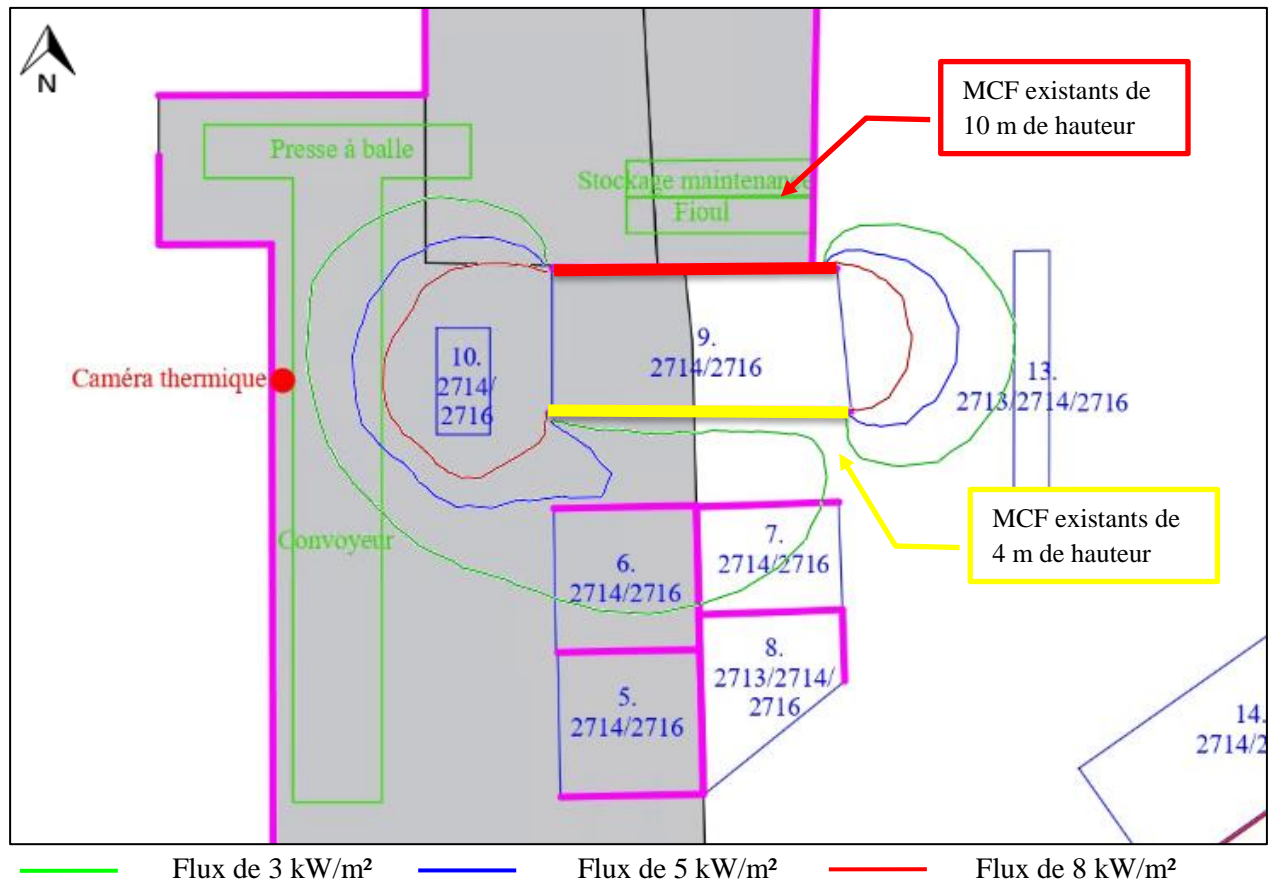
La hauteur de flamme des ilots de stockage a été déterminée selon la corrélation de THOMAS :

N° Ilot	Rubriques	Hauteur Flamme selon corrélation de Thomas (m)
9	2714/2716	14.59 m écrêtée à 10 m*
10	2714/2716	7.3 m écrêtée à 5 m*

\* D'après la méthode de calcul Fluidyn, et plus particulièrement d'après le rapport intitulé « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôts – Partie A », la hauteur de flamme engendrée par un incendie ne peut pas être supérieure à 2,5 fois la hauteur du stockage en feu.

Tableau 18 : Hauteur de flamme des ilots de stockage 9 et 10

Le plan suivant montre une représentation graphique des différents flux étudiés, à savoir les flux de 3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup> :



**Figure 11 : Flux thermiques dans le scénario 5**

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces des ilots de stockage :

Scénario 5		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m <sup>2</sup>	0	0	3.84	3.09
	5 kW/m <sup>2</sup>	0	5.10	6.60	4.85
	3 kW/m <sup>2</sup>	0	11	9.86	7.44

**Tableau 19 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 5**

**Commentaires :**

- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup>, de 5 kW/m<sup>2</sup> et de 3 kW/m<sup>2</sup> ne sortent pas des limites de propriété.
- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne touche aucun stockage. Il n'y a pas donc d'effet domino.

**Il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.**



#### 4.6.2 Résultats

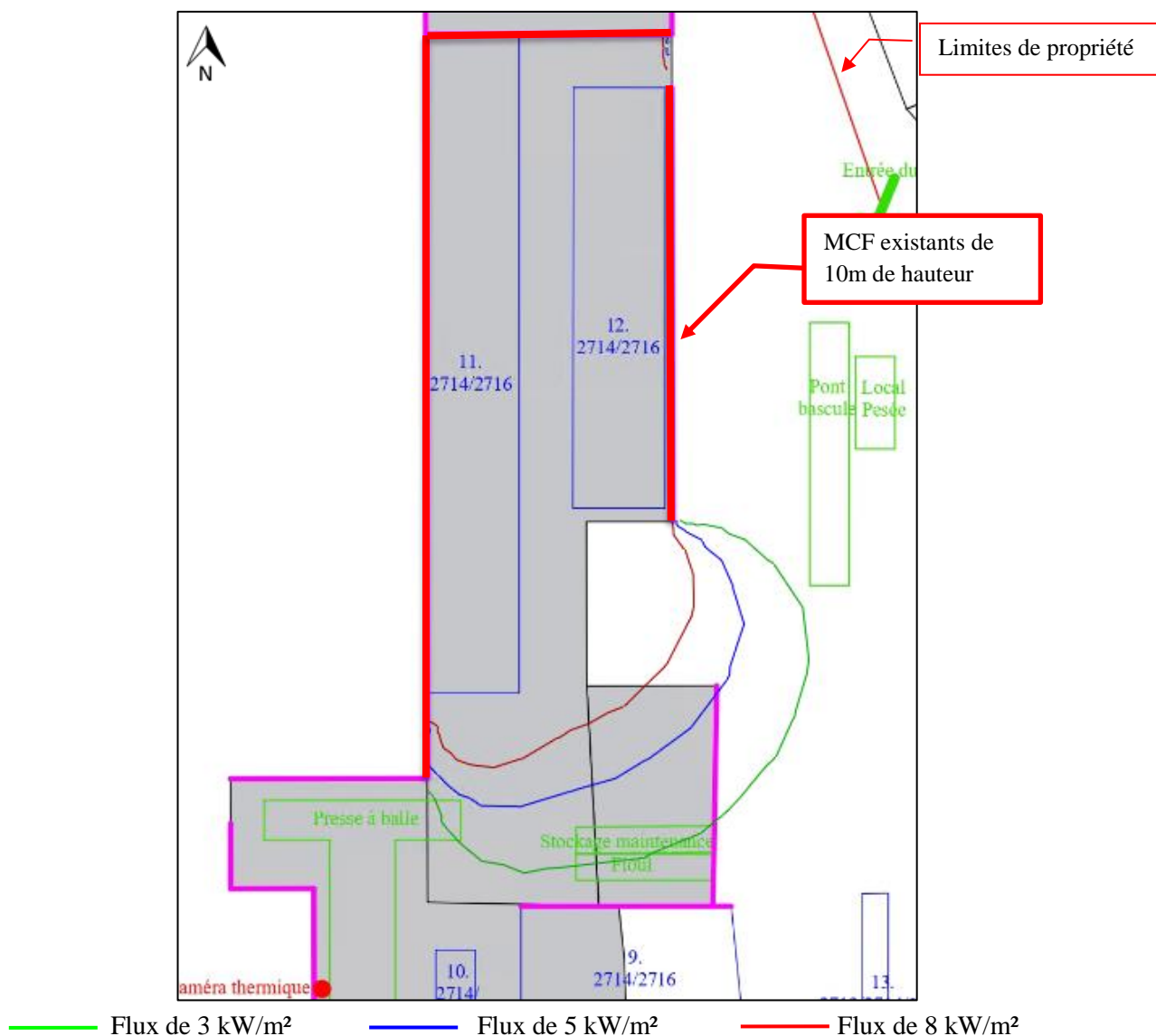
La hauteur de flamme des ilots de stockage a été déterminée selon la corrélation de THOMAS :

N° Ilot	Rubriques	Hauteur Flamme selon corrélation de Thomas (m)
11	2714/2716	11.82 écrêtée à 10 m*
12	2714/2716	11.82 écrêtée à 10 m*

\* D'après la méthode de calcul Fluidyn, et plus particulièrement d'après le rapport intitulé « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôts – Partie A », la hauteur de flamme engendrée par un incendie ne peut pas être supérieure à 2,5 fois la hauteur du stockage en feu.

**Tableau 21 : Hauteur de flamme des ilots de stockages 11 et 12**

Le plan suivant montre une représentation graphique des différents flux étudiés, à savoir les flux de 3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup> :



**Figure 13 : Flux thermiques dans le scénario 6**

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces des ilots de stockage :

Scénario 6		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m <sup>2</sup>	0	4.72	3.89	0
	5 kW/m <sup>2</sup>	0	8.07	7.49	0
	3 kW/m <sup>2</sup>	0	12.9	12.5	0

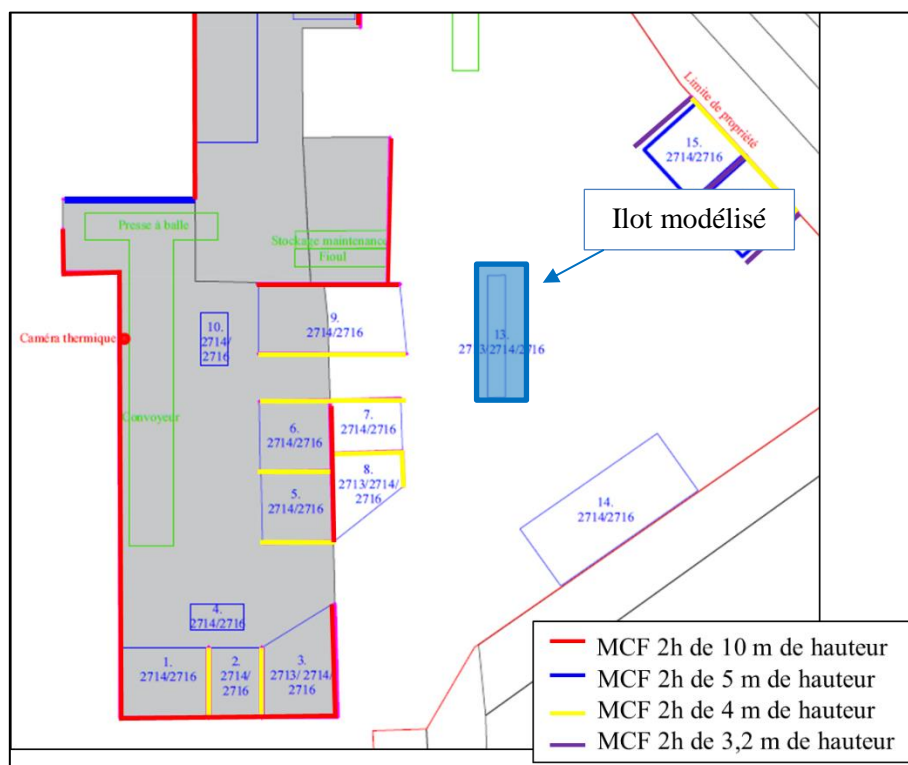
**Tableau 22 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 6**

**Commentaires :**

- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne touche aucun stockage. Il n'y a pas donc d'effet domino.
- Les flux de 3 kW/m<sup>2</sup>, 5 kW/m<sup>2</sup> et 8 kW/m<sup>2</sup> ne sortent pas de la limite de propriété.

**Il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.**

#### 4.7 Scénario 7 : Incendie de l'ilot 13



**Figure 14 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 7**

##### 4.7.1 Rappel des hypothèses

Le tableau suivant montre les caractéristiques de l'ilot de stockage :

Rubriques	N° Ilot	Surface (m²)	Hauteur (m)	Volume (m³)	Vitesse de combustion (g/m²/s)	Radiance (W/m²)
2713/2714/2716	13	28	4	112	26*	30 000*

\* Dans le cadre de cette modélisation, la vitesse de combustion et la radiance prises pour ces déchets sont égales à celles du plastique de type PE, ce qui est majorant.

**Tableau 23 : Caractéristiques de l'ilot 13**

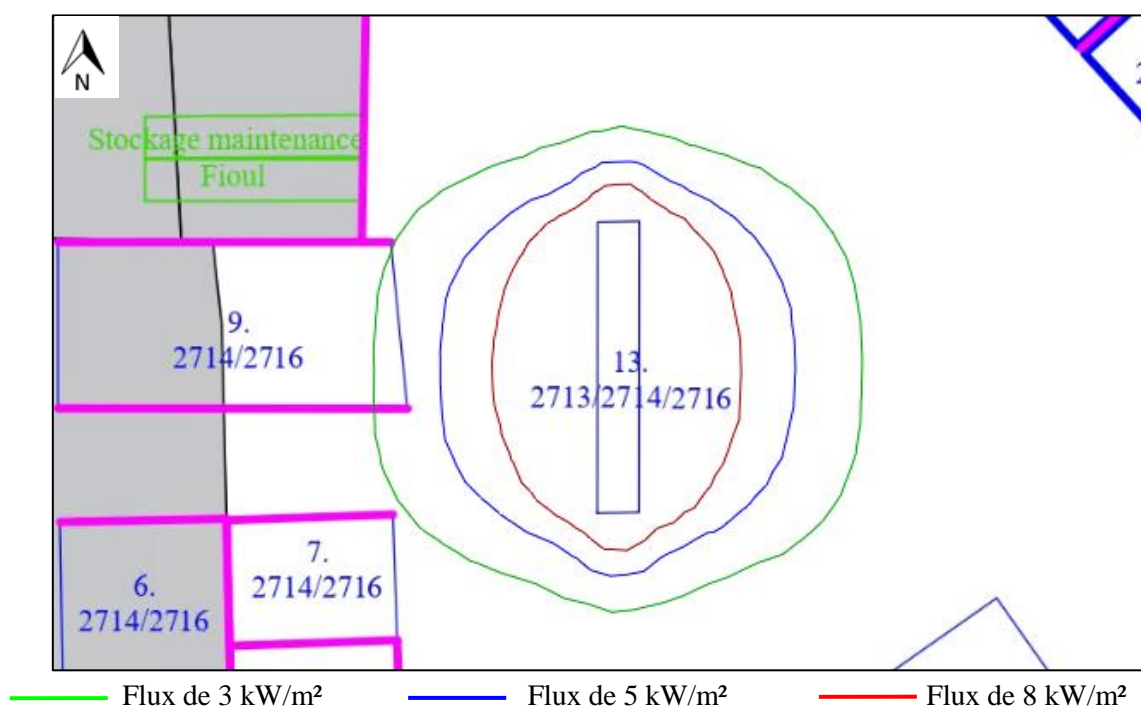
#### 4.7.2 Résultats

La hauteur de flamme de l'ilot de stockage a été déterminée selon la corrélation de THOMAS :

N° Ilot	Rubriques	Hauteur Flamme selon corrélation de Thomas (m)
13	2714/2716/2716	7.82 m

**Tableau 24 : Hauteur de flamme de l'ilot de stockage 13**

Le plan suivant montre une représentation graphique des différents flux étudiés, à savoir les flux de 3, 5 et 8 kW/m² :



**Figure 15 : Flux thermiques dans le scénario 7**

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces de l'ilot de stockage :

Scénario 7		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m <sup>2</sup>	1.86	1.8	4.54	4.53
	5 kW/m <sup>2</sup>	2.89	2.9	7.28	7.4
	3 kW/m <sup>2</sup>	4.54	4.67	10.5	10.4

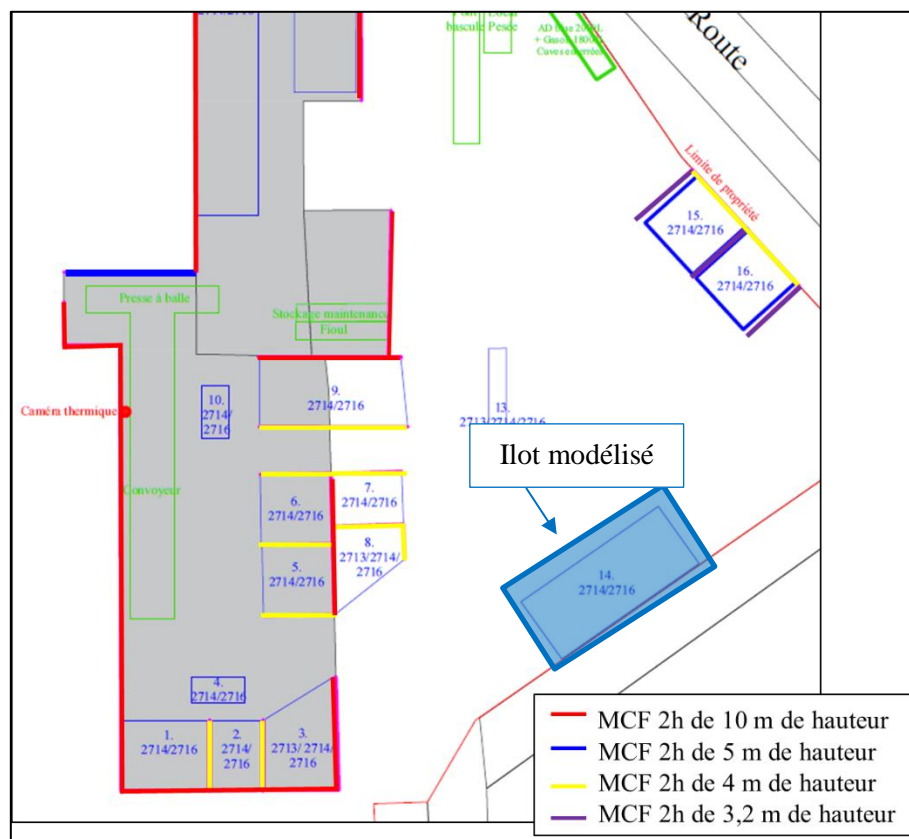
**Tableau 25 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 7**

#### Commentaires :

- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne touche aucun stockage. Il n'y a pas donc d'effet domino.
- Les flux de 3 kW/m<sup>2</sup>, 5 kW/m<sup>2</sup> et 8 kW/m<sup>2</sup> ne sortent pas de la limite de propriété.

**Il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.**

### 4.8 Scénario 8 : Incendie de l'îlot 14



**Figure 16 : Localisation des îlots modélisés dans le scénario 8**

#### 4.8.1 Rappel des hypothèses

Le tableau suivant montre les caractéristiques de cet îlot de stockage :



Rubriques	N° Ilot	Surface (m <sup>2</sup> )	Hauteur (m)	Volume (m <sup>3</sup> )	Vitesse de combustion (g/m <sup>2</sup> /s)	Radiance (W/m <sup>2</sup> )
2714/2716	14	152	3	456	26*	30 000*

\* Dans le cadre de cette modélisation, la vitesse de combustion et la radiance prises pour ces déchets sont égales à celles du plastique de type PE, ce qui est majorant

**Tableau 26 : Caractéristiques de l'ilot 14**

#### 4.8.2 Résultats

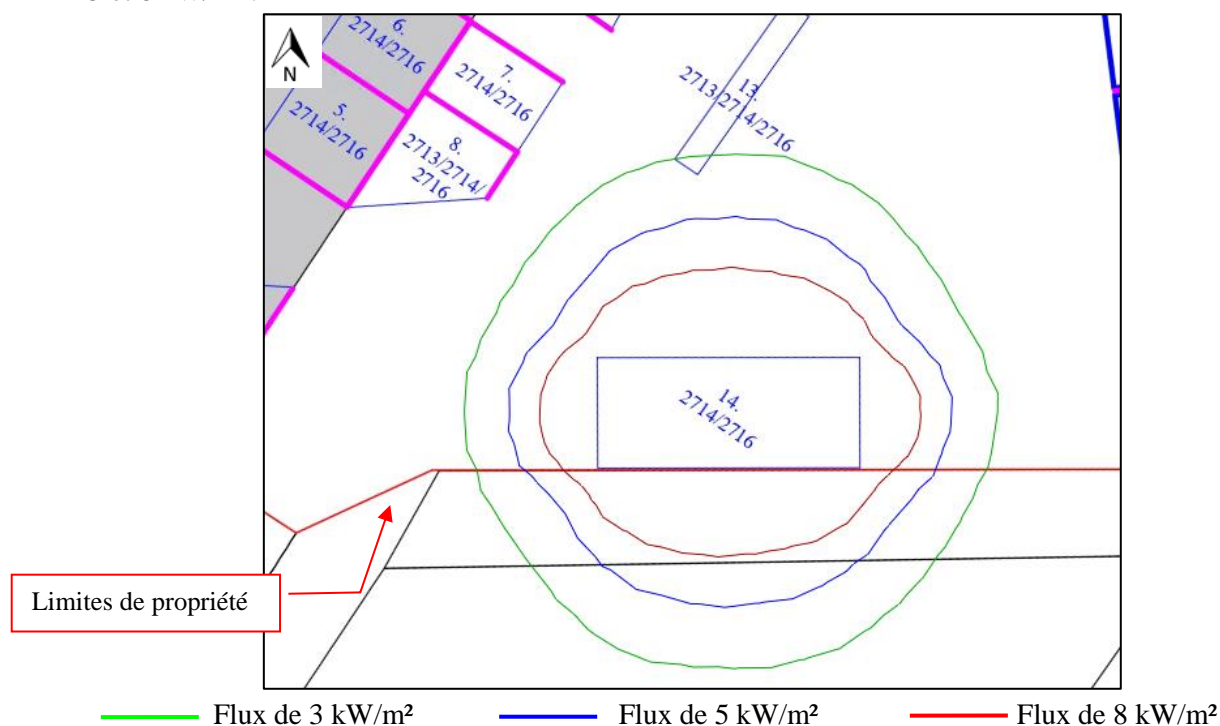
La hauteur de flamme de l'ilot de stockage a été déterminée selon la corrélation de THOMAS :

N° Ilot	Rubriques	Hauteur Flamme selon corrélation de Thomas (m)
14	2714/2716	13.87 écrêtée à 7.5 m*

\* D'après la méthode de calcul Fluidyn, et plus particulièrement d'après le rapport intitulé « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôts – Partie A », la hauteur de flamme engendrée par un incendie ne peut pas être supérieure à 2,5 fois la hauteur du stockage en feu.

**Tableau 27 : Hauteur de flamme de l'ilot 14**

Le plan suivant montre une représentation graphique des différents flux étudiés, à savoir les flux de 3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup> :



**Figure 17 : Flux thermiques dans le scénario 8**

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces de l'ilot de stockage :



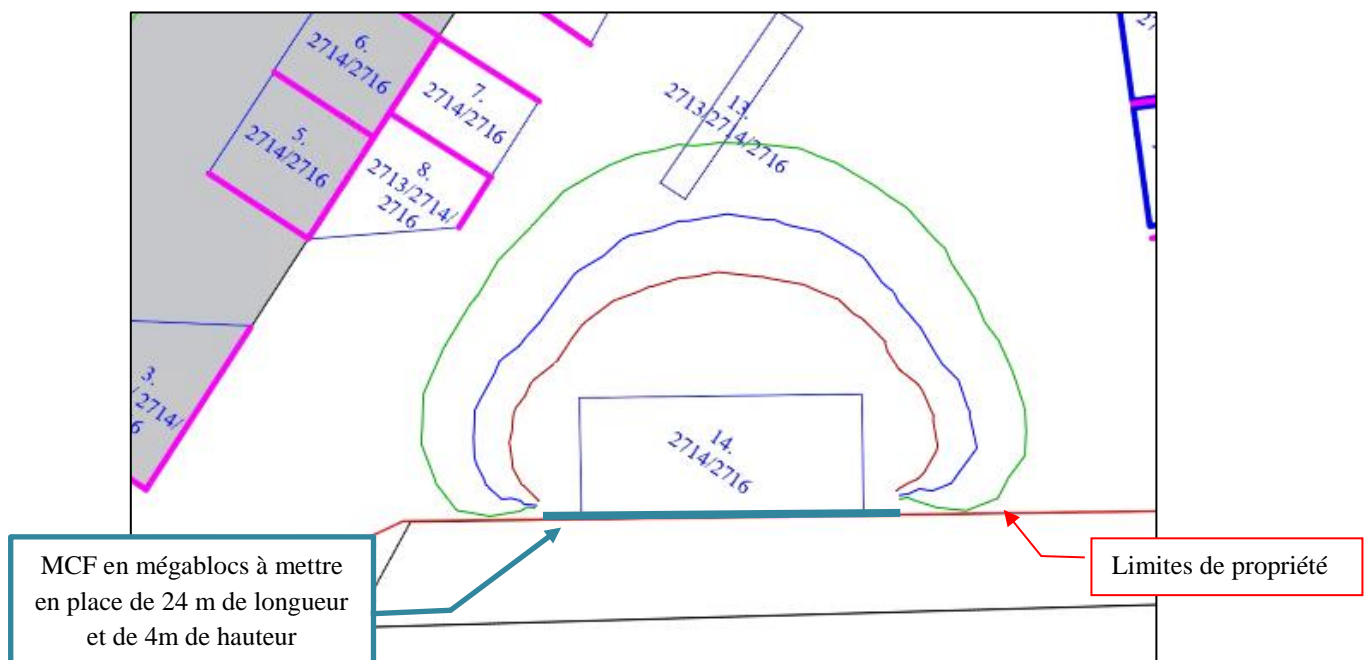
Scénario 8		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m <sup>2</sup>	6.31	6.31	4.17	4.17
	5 kW/m <sup>2</sup>	10.2	10.2	6.41	6.41
	3 kW/m <sup>2</sup>	15.8	15.8	10.1	10.1

**Tableau 28 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 8**

**Commentaires :**

- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne touche aucun stockage. Il n'y a pas donc d'effet domino.
- Le flux de 3 kW/m<sup>2</sup>, 5 kW/m<sup>2</sup> et 8 kW/m<sup>2</sup> sortent de la limite de propriété du côté Sud à des distances respectives de 6.31, 10.2 et 15.8m

**Il y a donc nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.** Afin de retenir les flux de 3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup> à l'intérieur du site, il est nécessaire de mettre en place un mur coupe-feu en mégablocs de 24 m de longueur et de 4 m de hauteur comme le montre la figure ci-dessous. Nous envisageons de les installer avant le 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2023.



**Figure 18 : Flux thermiques dans le scénario 8 après la mise en place des mesures compensatoires**

## 4.9 Scénario 9 : Incendie généralisé des ilots 15 et 16

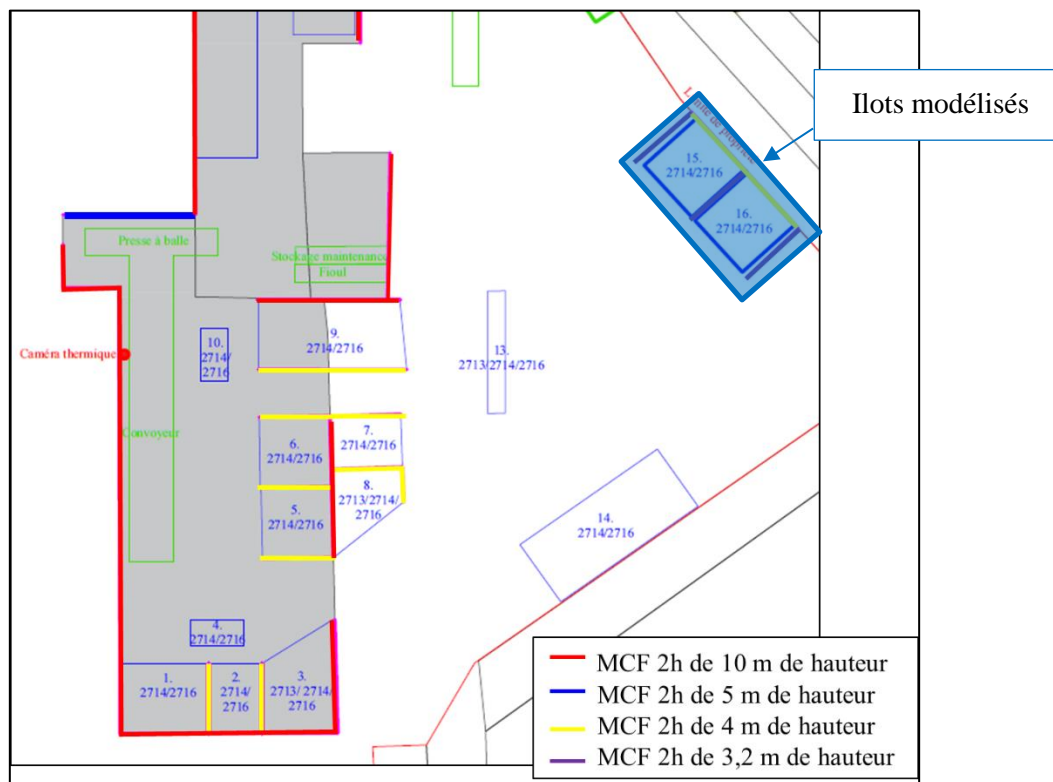


Figure 19 : Localisation des ilots modélisés dans le scénario 9

### 4.9.1 Rappel des hypothèses

Le tableau suivant montre les caractéristiques de ces ilots de stockage :

Rubriques	N° Ilot	Surface (m²)	Hauteur (m)	Volume (m³)	Vitesse de combustion (g/m²/s)	Radiance (W/m²)
2714/2716	15	64	3,2	205	26*	30 000*
2714/2716	16	64	3,2	205	26*	30 000*

\* Dans le cadre de cette modélisation, la vitesse de combustion et la radiance prises pour ces déchets sont égales à celles du plastique de type PE, ce qui est majorant

Tableau 29 : Caractéristiques des ilots 15 et 16

### 4.9.2 Résultats

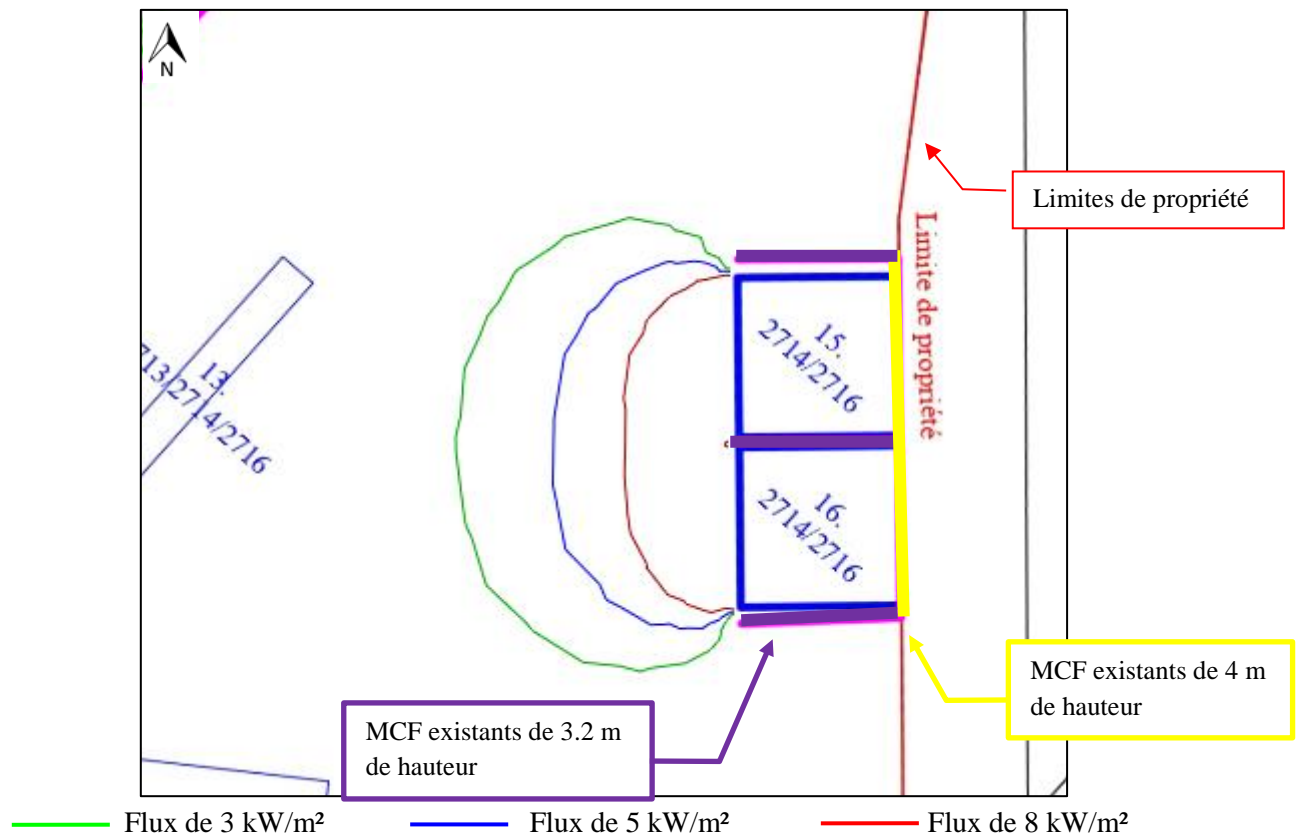
La hauteur de flamme des ilots de stockage a été déterminée selon la corrélation de THOMAS :

N° Ilot	Rubriques	Hauteur Flamme selon corrélation de Thomas (m)
15	2714/2716	11.78 écrêtée à 8 m*
16	2714/2716	11.78 écrêtée à 8 m*

\* D'après la méthode de calcul Fluidyn, et plus particulièrement d'après le rapport intitulé « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôts – Partie A », la hauteur de flamme engendrée par un incendie ne peut pas être supérieure à 2,5 fois la hauteur du stockage en feu.

Tableau 30 : Hauteur de flamme des ilots 15 et 16

Le plan suivant montre une représentation graphique des différents flux étudiés, à savoir les flux de 3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup> :



**Figure 20 : Flux thermiques dans le scénario 9**

Le tableau suivant montre les distances maximales atteintes par les différents flux à partir des 4 faces des îlots de stockage :


Scénario 9		Distances maximales atteintes pour chaque face du stockage (m)			
Faces		Nord	Sud	Est	Ouest
Flux thermiques reçues	8 kW/m <sup>2</sup>	0	0	0	5.87
	5 kW/m <sup>2</sup>	0	0	0	9.87
	3 kW/m <sup>2</sup>	0	0	0	15.2

**Tableau 31 : Distances atteintes par les flux thermiques dans le scénario 9**

**Commentaires :**

- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne touche aucun stockage. Il n'y a pas donc d'effet domino.
- Les flux de 3 kW/m<sup>2</sup>, 5 kW/m<sup>2</sup> et 8 kW/m<sup>2</sup> ne pas sortent de la limite de propriété.

**Il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des mesures complémentaires.**

	Modélisation des flux thermiques	Agence de Faimbe
---	----------------------------------	------------------

## 5. Conclusions

Pour l'ensemble des scénarii, les résultats obtenus montrent que, grâce à la présence des murs coupe-feu existants, et celui à mettre en place dans le scénario 8, le risque incendie est maîtrisé sur le site de Coved Environnement à Faimbe.

**Annexe 4**  
Etude de bruit



## **RAPPORT DE MESURES BRUIT ENVIRONNEMENT**

---

**COVED FAIMBE**

**1 Grande Rue**



**25250 FAIMBE**



Ce rapport comporte 12 pages hors annexes

Numéro de mission : 03155

Version du rapport	Date	Motif de modification
V1	20/01/2022	Création

Rédacteur	Vérificateur
<b>Steven MAIRET</b>	<b>Alain GOARANT</b>
Date : 24/01/2022 Visa : 	Date : 24/01/2022 Visa : 



## SOMMAIRE

1.	Contexte du projet	5
2.	Déroulement du projet	5
2.1.	Etapes	5
2.2.	Personnes rencontrées	5
3.	Méthode	6
3.1.	Documents de références	6
3.2.	Matériel utilisé	6
3.3.	Type de mesures	6
4.	Etat des lieux lors de la mesure	7
4.1.	Activité du site	7
4.2.	Horaires de l'entreprise	7
4.3.	Sources de bruit identifiées dans l'environnement	7
4.4.	Sources de bruit du site	7
5.	Mode opératoire	8
5.1.	Position des points de mesurage	8
5.2.	Périodes de mesures	8
5.3.	Plan du site	9
5.4.	Conditions météorologiques	10
6.	Résultats des mesures et conclusions	11
6.1.	Mesures en limites de propriété	11
6.1.1.	Bruit ambiant	11
6.1.2.	Calcul des émergences	11
6.2.	Conclusions	11
7.	Annexes	12
7.1.	Annexe 1 : Photos des points de mesures	13
7.2.	Annexe 2 : Conditions météorologiques selon la norme NFS 31-010	14
7.3.	Annexe 3 : Arrêté préfectoral du 21 octobre 1996	15
7.4.	Annexe 4 : Définitions	16
7.5.	Annexe 5 : Récapitulatif des mesures	17
7.6.	Annexe 6 : Certificats de calibration	26

## 1. CONTEXTE DU PROJET

Dans le cadre de la mission qui lui a été confiée, la société AGMS a procédé à des mesures de bruit dans l'environnement. Celles-ci avaient pour objet de :

- Déterminer les niveaux de bruit résiduel de la zone.
- Calculer les niveaux d'émergence dans les ZER voisines.

Les mesures de bruit ont été réalisées selon 2 points en limite de propriété, déterminés entre M. PIERRE Maxime et le technicien AGMS. De plus, un point masqué a été réalisé à la sortie du village au niveau de la Grande Rue (D256).

## 2. DEROULEMENT DU PROJET

### 2.1. ETAPES

---

Pendant l'activité de l'entreprise les mesures ont été réalisées en continu :

- Le 19/01/2022 à partir de 14h10 jusqu'à 16h00 pour les points n°1, n°2 et n°3.

Les mesures hors activité de l'entreprise ont été réalisées en continu :

- Le 19/01/2022 à partir de 16h00 jusqu'à 17h45 pour les points n°1, n°2 et n°3.

Ces mesures ont intégré les phases de fonctionnement spécifiques suivantes :

- Mesure du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) ;
- Mesure du bruit résiduel (établissement à l'arrêt total ou partiel) ;
- Évaluation de l'émergence (différence entre le bruit ambiant et le bruit résiduel).

### 2.2. PERSONNES RENCONTREES

---

M. PIERRE Maxime : Chef d'équipe site de Faimbe

## 3. METHODE

### 3.1. DOCUMENTS DE REFERENCES

---

Les normes et documents faisant référence pour la prestation sont les suivants :

- Arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- Norme NFS 31-010 de décembre 1996,
- Arrêté d'autorisation du 21 octobre 1996 (Titre VII).

### 3.2. MATERIEL UTILISE

---

Les mesures ont été réalisées avec des sonomètres de classe 1.

- Calibrateur acoustique CIRRUS CR : 515 N°78053 étalonné le 18.05.2021 N° de certificat 157099.
- Sonomètre intégrateur CIRRUS CR : 171B N° GO61180 étalonné le 17.05.2021 N° de certificat 157126.
- Sonomètre intégrateur CIRRUS CR : 171B N° GO61184 étalonné le 19.05.2021 N° de certificat 157176.
- Sonomètre intégrateur CIRRUS CR : 171B N° G302284 étalonné le 21.06.2021 N° de certificat 158642.

### 3.3. TYPE DE MESURES

---

La méthode retenue est la méthode dite d'expertise selon la norme NFS 31-010. L'activité étant connue, sans phénomène cyclique, le bruit est considéré comme stable.

### 4. ETAT DES LIEUX LORS DE LA MESURE

#### 4.1. ACTIVITE DU SITE

---

La société COVED sur le site de Faimbe est spécialisée dans la récupération et le traitement de papiers et de cartons.

#### 4.2. HORAIRES DE L'ENTREPRISE

---

L'entreprise travaille du lundi au vendredi de 7h00 à 16h00.

#### 4.3. SOURCES DE BRUIT IDENTIFIEES DANS L'ENVIRONNEMENT

---

Les principales sources sonores identifiées hors activité de l'établissement COVED sont :

- Trafic routier de la Grande Rue (D 256),
- Trafic routier de la D 683,
- Bruit de la faune environnante (chiens, coqs, canards, oiseaux, ...).

#### 4.4. SOURCES DE BRUIT DU SITE

---

Les sources de bruit identifiées pour l'activité sont :

- Les arrivées et les sorties des camions sur le site ;
- Les arrivées et les sorties du personnel aux heures d'embauche ;
- Le bruit des engins de manutention (chariots élévateurs, chargeurs, ...) ;
- Le chargement et le déchargement des camions ;
- Le bruit à l'intérieur de l'établissement (très peu ressenti à l'extérieur).

## 5. MODE OPERATOIRE

### 5.1. POSITION DES POINTS DE MESURAGE

Point de mesure	Situation du point de mesure
Point n°1	Situé en limite de propriété, sur le parking au Nord du site.
Point n°2	Situé en limite de propriété, à l'angle du portail d'entrée et de la Grande rue, à l'Est du site.
Point masqué	Situé à la sortie Nord du village au niveau de la Grande rue.

### 5.2. PERIODES DE MESURES

Les mesures ont été réalisées en continu pour les 3 points de mesures le 19/01/2022 de 14h00 à 18h00.

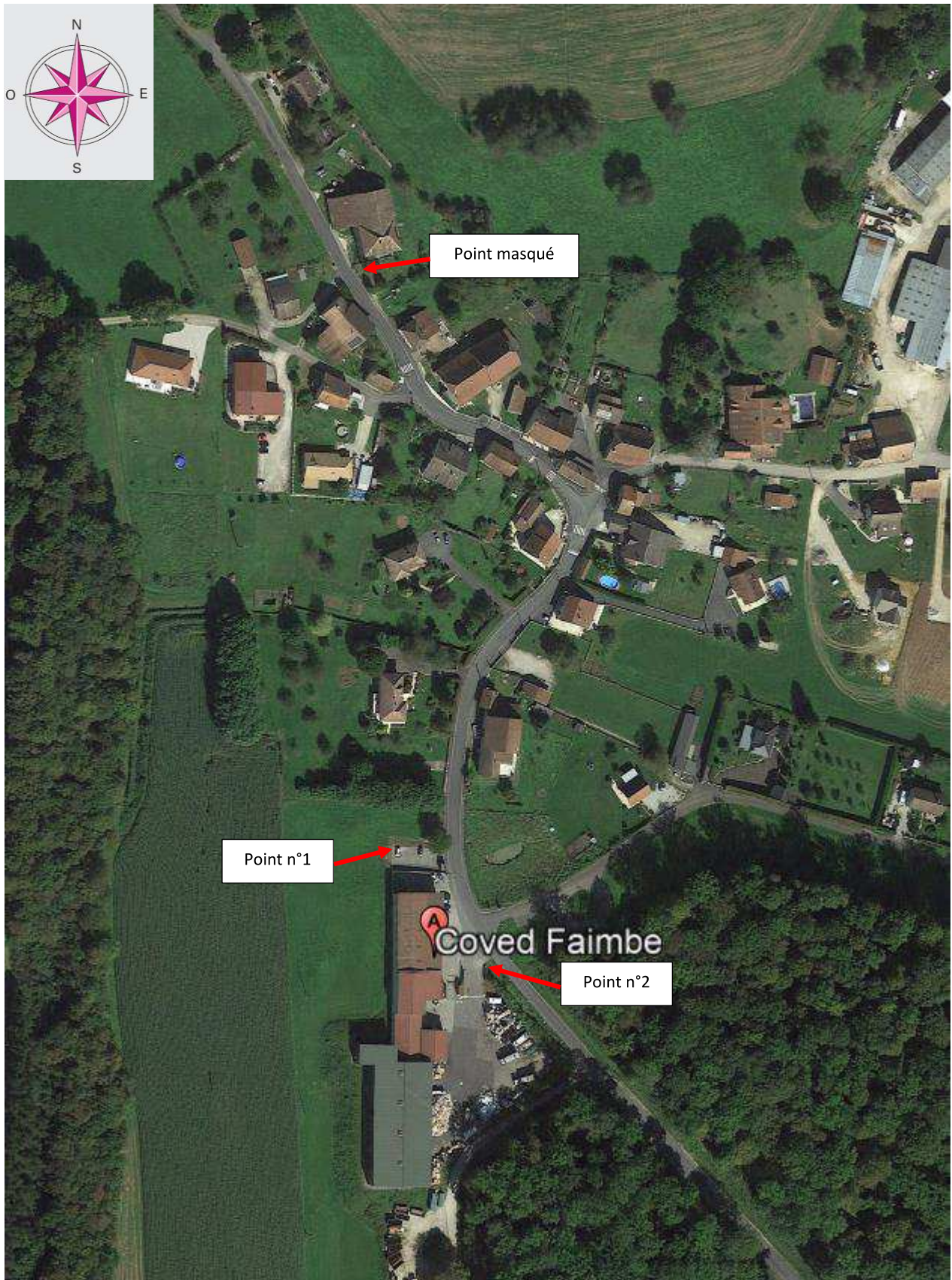
Intervalle d'observation :

- Période diurne avec activité de l'établissement (bruit ambiant), intervalle de 14h30 à 15h30, ce qui correspond à la nuisance sonore représentative de l'activité de COVED, avec une circulation faible et un bruit environnement moyen.
- Période diurne en absence d'activité (bruit résiduel), intervalle de 16h00 à 17h00, ce qui correspond à la nuisance sonore représentative du bruit environnant avec une circulation faible sur la Grande rue (cette circulation augmente à partir de 17h).

Les intervalles de mesurage sont indiqués, pour chaque point, sur les graphiques en Annexe 5.



**5.3. PLAN DU SITE**



### 5.4. CONDITIONS METEOROLOGIQUES

Les conditions météorologiques durant les mesures pour tous les points sont les suivantes : coucher du soleil, nuageux avec quelques éclaircies et vent nul.

Les conditions météorologiques sont exprimées selon les dispositions du chapitre 5.3 de la norme NFS 31-010.

Point \ Période	Activité (25.10.2018)	
	Diurne	
Point n°1	U3 T3	OK
Point n°2	U3 T3	OK
Point n°3	U3 T3	OK

- Etat météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore.
- Etat météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore.
- OK Effets météorologiques nuls ou négligeables.
- + Etat météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore.
- ++ Etat météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore.

## 6. RESULTATS DES MESURES ET CONCLUSIONS

### 6.1. MESURES EN LIMITES DE PROPRIETE

#### 6.1.1. Bruit ambiant

PERIODE ACTIVITE DIURNE (Période située entre 7h et 22h)			
N° Point	L <sub>Aeq</sub> ambiant	Seuil réglementaire	Avis
		AP du 21 octobre 1996	
Point n°1	48,4	60	Conforme
Point n°2	59,8	60	Conforme
Point n°3	39,3	/	/
Les mesures sont exprimées en dB (A)			

#### 6.1.2. Calcul des émergences

PERIODE DIURNE (de 07h00 à 22h00)					
N° Point	Niveaux ambiants	Niveaux résiduels	Emergence	Seuil émergence	Avis
	L <sub>Aeq</sub>	L <sub>Aeq</sub>			
Point n°1	48,4	47,6	0,8	5	Conforme
Point n°2	59,8	58,7	1,1	5	Conforme
Point n°3	39,3	36,7	2,6	/	/
Les mesures sont exprimées en dB (A)					

### 6.2. CONCLUSIONS

Les niveaux de bruit ambiant relevés en limite de propriété en période diurne sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1996 pour les points n°1 et n°2 (seuil 60 dB(A)).

Attention, les niveaux de bruit au point n°2 sont à la limite du seuil de 60 dB(A) prescrit dans l'arrêté préfectoral.

Le calcul des émergences dans les zones réglementées en période diurne (seuil 5 dB(A)), est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1996 pour les points n° 1 et n°2.



### 7. ANNEXES

Numéros d'annexes	Intitulés	Page
Annexe 1	Photos des points de mesures	13
Annexe 2	Conditions météorologiques suivant la norme NFS 31-010	14
Annexe 3	Arrêté préfectoral du 21 octobre 1996	15
Annexe 4	Définitions	16
Annexe 5	Récapitulatif des mesures	17
Annexe 6	Certificats de calibration	26

### 7.1. ANNEXE 1 : PHOTOS DES POINTS DE MESURES



Point n°1



Point n°2



## 7.2. ANNEXE 2 : CONDITIONS METEOROLOGIQUES SELON LA NORME NFS 31-010

### BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT

#### CONDITIONS METEOROLOGIQUES selon la norme NFS 31-010

##### (U) Conditions de vent

**U1** : Vent fort (3m/s à 5m/s) contraire  
au sens source récepteur

**U2** : Vent moyen (1m/s à 3m/s) contraire  
Ou vent fort peu contraire

**U3** : Vent nul ou vent quelconque de travers

**U4** : Vent moyen à faible portant ou  
Vent fort peu portant (~45°)

**U5** / Vent fort portant

##### (T) Conditions de température

**T1** : Jour et de fort ensoleillement et  
surface sèche et peu de vent

**T2** : Même condition que T1 mais ou au  
Moins une des conditions n'est pas vérifiée

**T3** : Lever ou coucher de soleil ou (temps  
Couvert et venteux et surface pas trop  
Humide)

**T4** : Nuit et (nuageux ou vent)

**T5** : Nuit et ciel dégagé et vent faible

#### Grille d'influence des conditions météorologiques

	T1	T2	T3	T4	T5
U1		--	-	-	
U2	--	-	-	OK	+
U3	-	-	OK	+	+
U4	-	OK	+	+	++
U5		+	+	++	

--
-
OK
+
++

Sans objet

Etat météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore

Etat météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore

Effets météorologiques nuls ou négligeables

Etat météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore

Etat météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore

#### Types de sols, en distinguant sec et humide

##### -Type 1 : rase campagne

11 : Terres agricoles

12 : Végétation (prairies, arbres, taillis, futaies)

13 : Terrain en relief

14 : Plan d'eau parking

##### -Type 2 : Site urbain (et/ou périurbain)

21 : Sol minéral (surface acoustiquement réfléchissante)

22 : Sol engazonné ou stabilisé

23 : Sol diffusant (muret maison jardin cimetière d'une hauteur inférieur ou égale à 1.50m)

##### -Type 3 : Autre

### 7.3. ANNEXE 3 : ARRETE PREFECTORAL DU 21 OCTOBRE 1996

#### ARTICLE 49.- Prévention du bruit - principes généraux

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif au bruit des installations relevant de la loi sur les Installations Classées modifié par l'arrêté du 1er mars 1993 relatif aux prélèvements ainsi qu'aux rejets de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation, sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 avril 1969).

#### ARTICLE 50.- Niveaux de bruits

Le niveau acoustique d'évaluation (Leq) mesuré en dB(A) ne devra pas dépasser, en limite de propriété :

- les jours de semaine de 7 H à 20 H 60 dB(A)
- tous les jours de 22 H à 6 H 50 dB(A)
- les périodes intermédiaires, les dimanches et fêtes 55 dB(A)

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 H 30 à 21 H 30, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 H 30 à 6 H 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

#### ARTICLE 51.-

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation doivent respecter la réglementation en vigueur (notamment les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### ARTICLE 52.-

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

### 7.4. ANNEXE 4 : DEFINITIONS

- **Le décibel « A » (dB(A))** : l'oreille humaine est sensible à des pressions de 0.00002 Pa (seuil de l'audition) jusqu'à 20 Pa (seuil de la douleur, ce qui signifie une variation de 1 à 1000000. Elle perçoit les sons dont la fréquence varie de 20 Hz (sons graves) à 20000 Hz (sons aigus), mais elle est moins sensible aux sons graves qu'aux sons aigus.  
Pour tenir compte de ce comportement physiologique les instruments de mesures sont équipés d'un filtre dit « de pondération A ».  
Pour les mesures de notre audition on utilise les décibels avec la courbe de pondération A dB(A).
  - $L_{Aeq,T}$  : est le niveau de pression acoustique continu pondéré A, en décibels déterminé pour un intervalle de temps T qui commence à  $t_1$  et se termine à  $t_2$ .
- **Bruit ambiant** : Bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné (le bruit ambiant est constitué de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources proches ou éloignées).
- **Bruit particulier ( $L_{Aeq,Tpart}$ )** : Composante du bruit qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant notamment parce qu'il fait l'objet d'une requête. (le bruit particulier est constitué de l'ensemble des bruits émis par l'établissement considéré)
- **Bruit résiduel ( $L_{Aeq,Tres}$ )** : Bruit ambiant, en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s), objet de la requête considérée.
- **Emergence** : Différence entre les niveaux de pression acoustique continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).
- **Niveau acoustique fractile ( $L_{AN,t}$ )** : Par analyse statistique de  $L_{Aeq}$  courts, on peut déterminer le niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant N% de l'intervalle de temps considéré, dénommé « Niveau acoustique fractile ». Son symbole est  $L_{AN,t}$  : Par exemple,  $LA_{50, 1s}$  est le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A dépassé pendant 50 % de l'intervalle de mesurage, avec une durée d'intégration égale à 1s.

**Choix de l'indicateur sonore** : (d'après l'arrêté du 23 janvier 1997)

Lorsque le niveau sonore est relativement stable, le niveau sonore est exprimé par l'indicateur  $L_{Aeq}$ .

Dans certaines situations particulières, cet indicateur n'est pas suffisamment adapté. Ces situations se caractérisent par la présence de bruits intermittents, porteurs de beaucoup d'énergie mais qui ont une durée d'apparition suffisamment faible pour ne pas présenter à l'oreille, d'effet de masque du bruit de l'installation. Une telle situation se rencontre notamment lorsqu'il existe un trafic très discontinu ou par d'autres sources ne provenant pas du site étudié.

Dans le cas où la différence  $L_{Aeq} - LA_{50}$  est supérieure à 5 (dB(A)), on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles  $LA_{50}$  calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

7.5. ANNEXE 5 : RECAPITULATIF DES MESURES



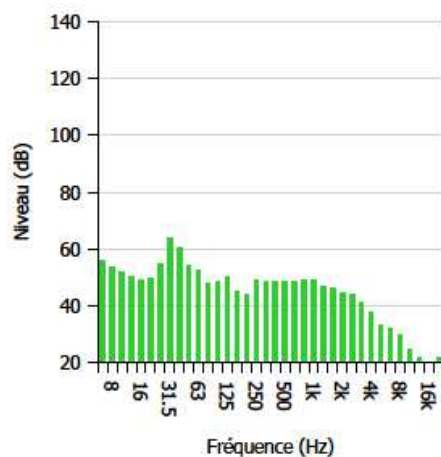
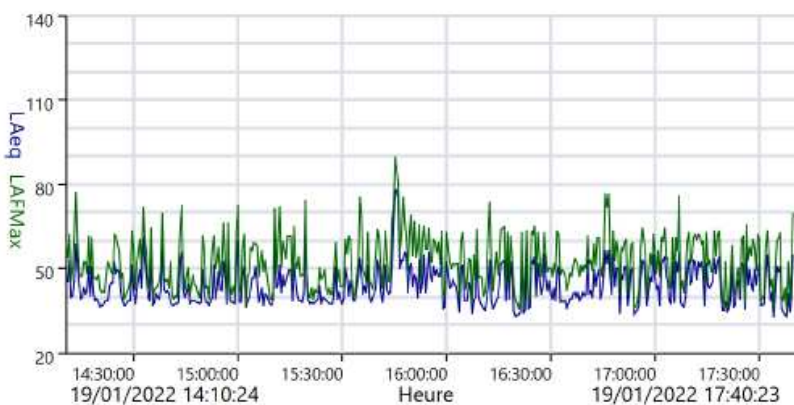
Rapport de Mesure

<b>Nom</b>	Point n°1			
<b>Heure</b>	19/01/2022 14:10:24	<b>Personne</b>	<b>Lieu</b>	<b>Projet</b>
<b>Durée</b>	03:29:59		COVED FAIMBE	
<b>Instrument</b>	G061180, CR:171B			

Étalonnage

<b>Avant</b>	19/01/2022 14:10	Correcti on	-0,24 dB	<b>Après</b>	19/01/2022 17:40	Correcti on	-0,43 dB
--------------	------------------	----------------	----------	--------------	------------------	----------------	----------

Général		Niveaux Statistiques (Ln)	
LAeq	56,1 dB	LAF1	62,7 dB
LAE	97,1 dB	LAF5	54,5 dB
LAFMax	89,6 dB	LAF10	51,1 dB
		LAF50	39,4 dB
		LAF90	35,2 dB
		LAF95	34,2 dB
		LAF99	32,8 dB





## Rapport d'Histoire de la Mesure

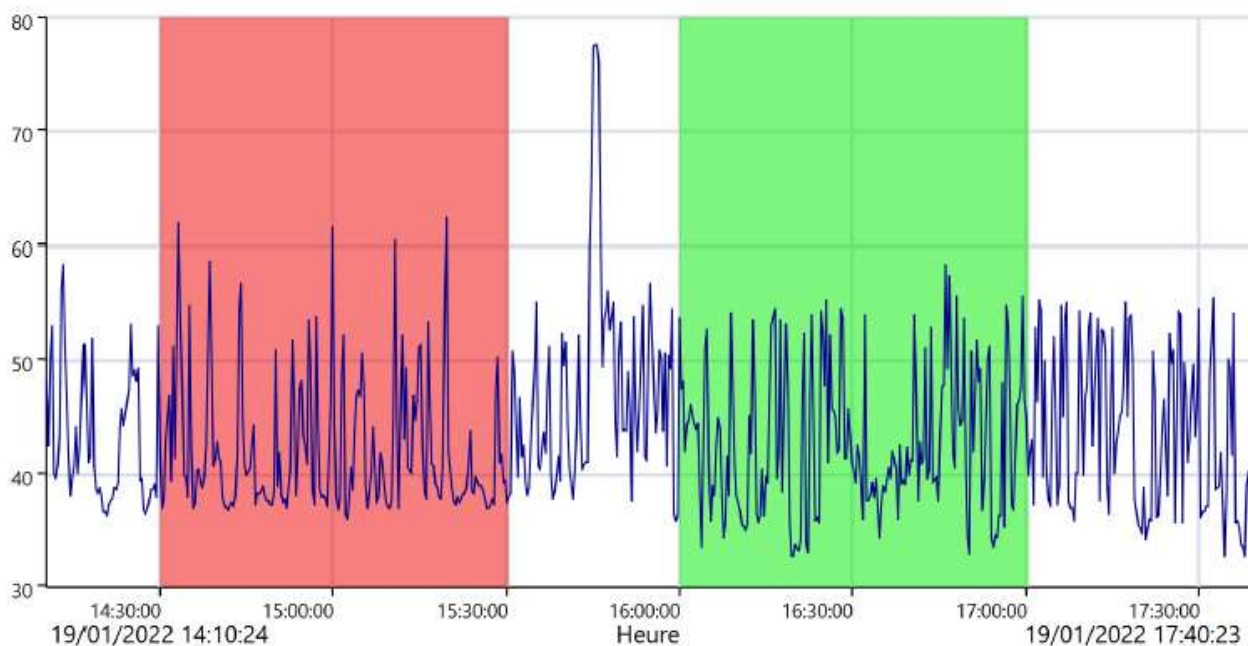
<b>Nom</b>	Point n°1	<b>Personne</b>	<b>Lieu</b>	<b>Projet</b>
<b>Heure</b>	19/01/2022 14:10:24		COVED FAIMBE	
<b>Durée</b>	03:29:59			
<b>Instrument</b>	G061180, CR:171B			

### Étalonnage

<b>Avant</b>	19/01/2022 14:10	Correcti on	-0,24 dB	<b>Après</b>	19/01/2022 17:40	Correcti on	-0,43 dB
--------------	------------------	----------------	----------	--------------	------------------	----------------	----------

**Période** 19/01/2022 14:10:24 - 19/01/2022 17:40:23

Légende	— LAeq
Valeur	56,1 dB



### ■ Jour activité

Date de début	Date de fin	LAeq (dB)
19/01/2022 14:30:00	19/01/2022 15:30:00	48,4
Total		48,4

Durée Totale	01:00:00
Compte	1

### ■ Jour hors activité

Date de début	Date de fin	LAeq (dB)
19/01/2022 16:00:00	19/01/2022 17:00:00	47,6
Total		47,6

Durée Totale	01:00:00
Compte	1





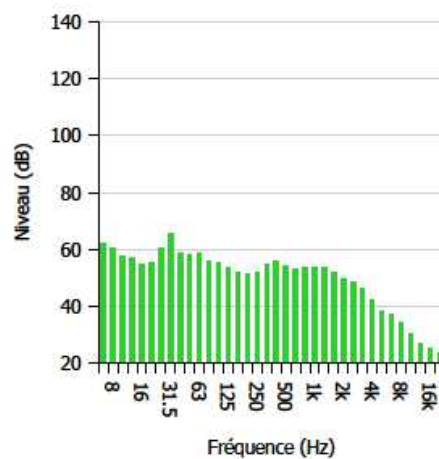
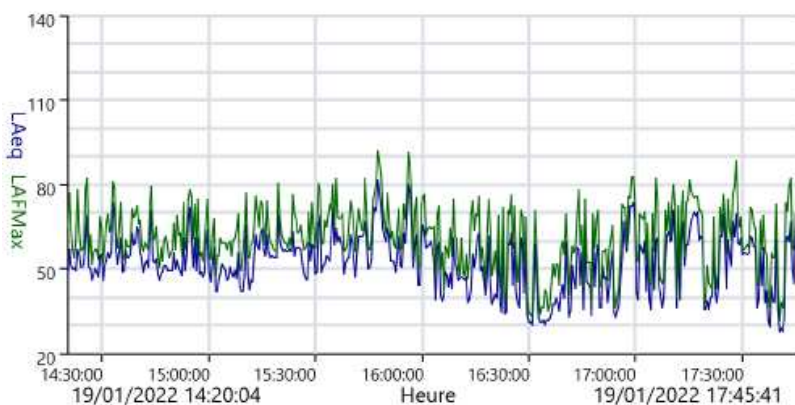
## Rapport de Mesure

**Nom** Point n°2  
**Heure** 19/01/2022 14:20:04 **Personne**  
**Durée** 03:25:37 **Lieu** COVED FAIMBE **Projet**  
**Instrument** G061184, CR:171B

### Étalonnage

**Avant** 19/01/2022 14:19 **Correction** -0,30 dB **Après** 19/01/2022 17:46 **Correction** 0,28 dB

Général		Niveaux Statistiques (Ln)	
L <sub>Aeq</sub>	62,4 dB	LAF1	74,1 dB
L <sub>AE</sub>	103,3 dB	LAF5	67,5 dB
L <sub>AFMax</sub>	91,7 dB	LAF10	62,4 dB
		LAF50	48,8 dB
		LAF90	33,6 dB
		LAF95	31,5 dB
		LAF99	28,7 dB





## Rapport d'Historique de la Mesure

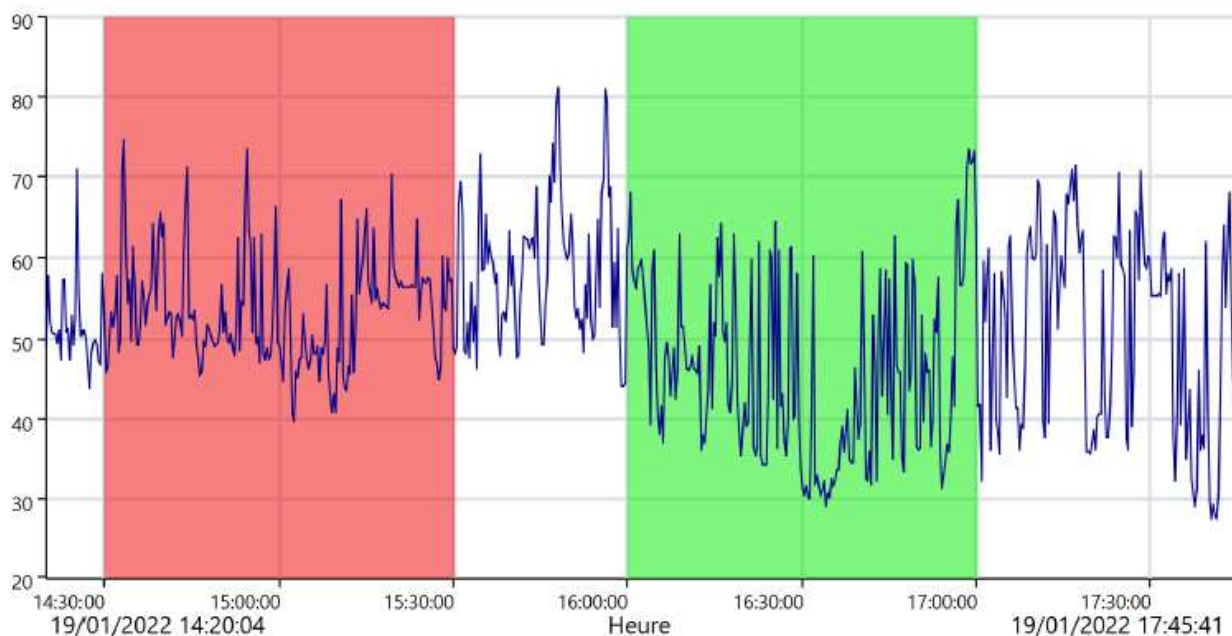
<b>Nom</b>	Point n°2	<b>Personne</b>	<b>Lieu</b>	<b>Projet</b>
<b>Heure</b>	19/01/2022 14:20:04		COVED FAIMBE	
<b>Durée</b>	03:25:37			
<b>Instrument</b>	G061184, CR:171B			

### Étalonnage

<b>Avant</b>	19/01/2022 14:19	Correction	-0,30 dB	<b>Après</b>	19/01/2022 17:46	Correction	0,28 dB
--------------	------------------	------------	----------	--------------	------------------	------------	---------

**Période** 19/01/2022 14:20:04 - 19/01/2022 17:45:41

Légende	— LAeq
Valeur	62,4 dB



### Jour activité

	Date de début	Date de fin	LAeq (dB)
	19/01/2022 14:30:00	19/01/2022 15:30:00	59,8
	Total		59,8

Durée Totale	01:00:00
Compte	1

### Jour hors activité

	Date de début	Date de fin	LAeq (dB)
	19/01/2022 16:00:00	19/01/2022 17:00:00	58,7
	Total		58,7

Durée Totale	01:00:00
Compte	1



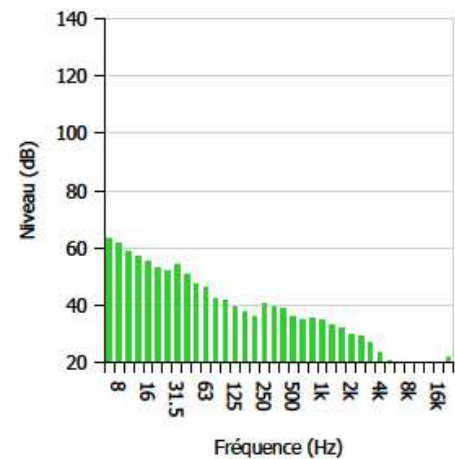
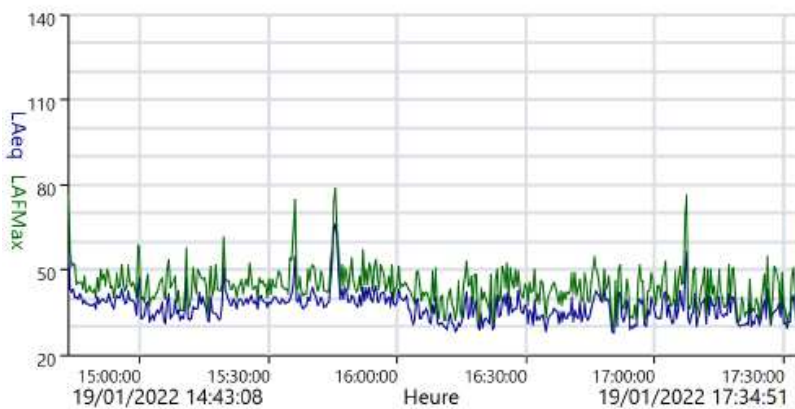
## Rapport de Mesure

**Nom** Point masqué  
**Heure** 19/01/2022 14:43:08 **Personne**  
**Durée** 02:51:43 **Lieu** COVED FAIMBE **Projet**  
**Instrument** G302284, CR:171B

### Étalonnage

**Avant** 19/01/2022 14:42 **Correction** -1,39 dB **Après** 19/01/2022 17:35 **Correction** 0,36 dB

Général		Niveaux Statistiques (Ln)	
L <sub>Aeq</sub>	44,3 dB	LAF1	52,3 dB
L <sub>AE</sub>	84,4 dB	LAF5	43,9 dB
L <sub>AFMax</sub>	78,5 dB	LAF10	41,7 dB
		LAF50	35,6 dB
		LAF90	29,8 dB
		LAF95	29,0 dB
		LAF99	27,8 dB





## Rapport d'Historique de la Mesure

**Nom** Point masqué  
**Heure** 19/01/2022 14:43:08  
**Durée** 02:51:43  
**Instrument** G302284, CR:171B

**Personne**

**Lieu**

COVED FAIMBE

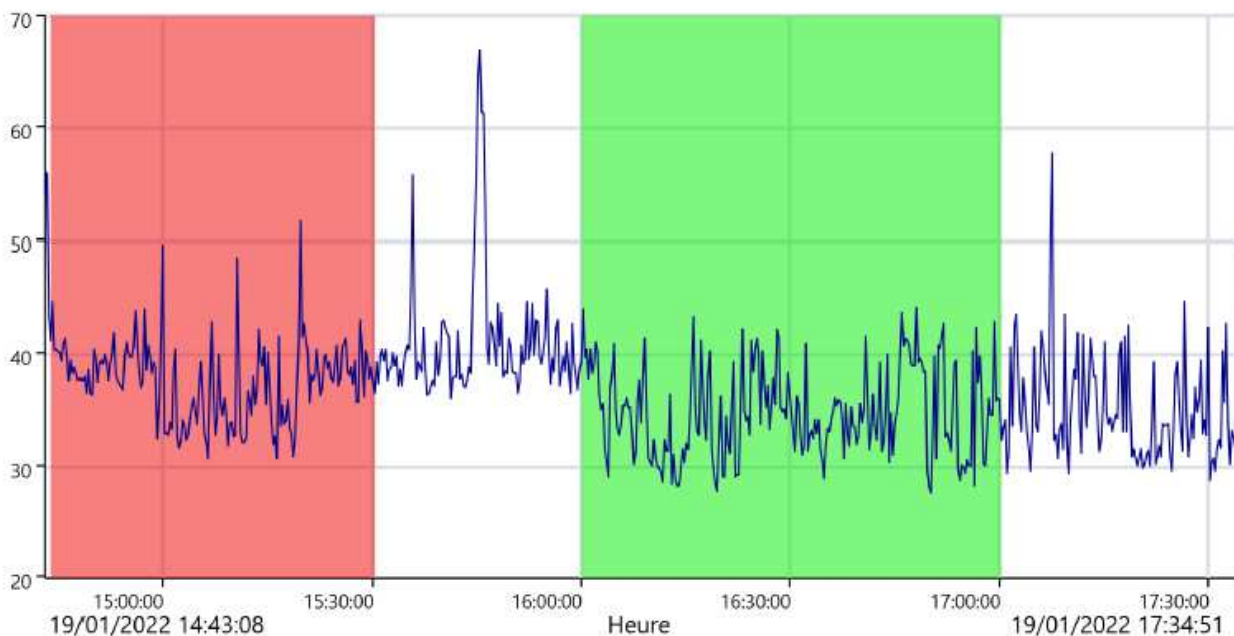
**Projet**

### Étalonnage

**Avant** 19/01/2022 14:42 **Correction** -1,39 dB **Après** 19/01/2022 17:35 **Correction** 0,36 dB

**Période** 19/01/2022 14:43:08 - 19/01/2022 17:34:51

<b>Légende</b>	— LAeq
<b>Valeur</b>	44,3 dB



### Jour activité

	Date de début	Date de fin	LAeq (dB)
	19/01/2022 14:44:00	19/01/2022 15:30:00	39,3
	Total		39,3

Durée Totale	00:46:00
Compte	1

### Jour hors activité

	Date de début	Date de fin	LAeq (dB)
	19/01/2022 16:00:00	19/01/2022 17:00:00	36,7
	Total		36,7


Durée Totale	01:00:00
Compte	1



7.6. ANNEXE 6 : CERTIFICATS DE CALIBRATION

<b>CERTIFICATE OF CALIBRATION</b>	
ISSUED BY <b>Cirrus Research plc</b>	
DATE OF ISSUE <b>18 May 2021</b>	CERTIFICATE NUMBER <b>157099</b>

	<b>Cirrus Research plc</b> <b>Acoustic House</b> <b>Bridlington Road</b> <b>Hunmanby</b> <b>North Yorkshire</b> <b>YO14 0PH</b> <b>United Kingdom</b>	<div style="text-align: right; font-size: small;">Page 1 of 2</div> <div style="font-size: x-small;">Approved signatory</div> <div style="font-size: x-small;">T. Goodrich</div> <div style="font-size: x-small;">Electronically signed:</div> <div style="font-family: cursive; font-size: large;">T. A. Goodrich.</div>
---	---	---

## Sound Calibrator : IEC 60942:2003

### Instrument information

<b>Manufacturer:</b> Cirrus Research plc	<b>Notes:</b>
<b>Model:</b> CR:515	
<b>Serial number:</b> 78053	
<b>Class:</b> 1	

### Test summary

**Date of calibration:** 18 May 2021

The sound calibrator detailed above has been calibrated to the published data as described in the operating manual and in the half-inch configuration. The procedures and techniques used are as described in IEC60942\_2003 Annex B – Periodic Tests and three determinations of the sound pressure level, frequency and total distortion were made.

The sound pressure level was measured using a WS2F condenser microphone type MK:224 manufactured by Cirrus Research plc.

The results have been corrected to the reference pressure of 101.33 kPa using the manufacturer's data.

The manufacturer's product information indicates that this model of sound calibrator has been formally pattern approved to IEC60942\_2003 Annex A to Class 1. This has been confirmed with the Physikalisch Technische Bundesanstalt (PTB), Laboratoire National d'Essais (LNE) and APPLUS.

### Notes:

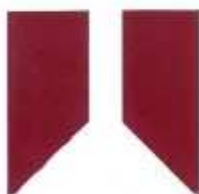
This certificate provides traceability of measurement to the SI system of units and/or to units of measurement realised at the National Physical Laboratory or other recognised national metrology institutes. This certificate may not be reproduced other than in full, except with the prior written approval of the issuing laboratory. The results within this certificate relate only to the items calibrated. The reported expanded uncertainty is based on a standard uncertainty multiplied by a coverage factor k=2, providing a coverage probability of approximately 95%.

## CERTIFICATE OF CALIBRATION

ISSUED BY **Cirrus Research plc**

DATE OF ISSUE **19 May 2021**

CERTIFICATE NUMBER **157126**



**Cirrus Research plc**  
**Acoustic House**  
**Bridlington Road**  
**Hunmanby**  
**North Yorkshire**  
**YO14 0PH**  
**United Kingdom**

Page 1 of 2

Approved signatory

T. Goodrich

Electronically signed:

*T. A. Goodrich*

## Sound Level Meter : IEC 61672-3:2013

### Instrument information

Manufacturer: **Cirrus Research plc**  
Model: **CR:171B**  
Serial number: **G061180**  
Class: **1**  
Firmware version: **3.2.3046**

Notes:

### Test summary

Date of calibration: **17 May 2021**

The calibration was performed respecting the requirements of ISO/IEC 17025:2017.

Periodic tests were performed in accordance with procedures from IEC 61672-3:2013.

**The sound level meter submitted for testing successfully completed the class 1 periodic tests of IEC 61672-3:2013, for the environmental conditions under which the tests were performed.**

However, no general statement or conclusion can be made about conformance of the sound level meter to the full specifications of IEC 61672-1:2013 because (a) evidence was not publicly available, from an independent testing organisation responsible for pattern approvals, to determine that the model of sound level meter fully conformed to the class 1 specifications in IEC 61672-1:2013 or correction data for acoustical test of frequency weighting were not provided in the Instruction Manual and (b) because the periodic tests of IEC 61672-3:2013 cover only a limited subset of the specifications in IEC 61672-1:2013.

### Notes

This certificate provides traceability of measurement to the SI system of units and/or to units of measurement realised at the National Physical Laboratory or other recognised national metrology institutes. This certificate may not be reproduced other than in full, except with the prior written approval of the issuing laboratory. The results within this certificate relate only to the items calibrated. The reported expanded uncertainty is based on a standard uncertainty multiplied by a coverage factor  $k=2$ , providing a coverage probability of approximately 95%.



## CERTIFICATE OF CALIBRATION

ISSUED BY **Cirrus Research plc**

DATE OF ISSUE **20 May 2021**

CERTIFICATE NUMBER **157176**



**Cirrus Research plc**  
**Acoustic House**  
**Bridlington Road**  
**Hunmanby**  
**North Yorkshire**  
**YO14 0PH**  
**United Kingdom**

Page 1 of 2

Approved signatory

T. Goodrich

Electronically signed:

*T. A. Goodrich*

## Sound Level Meter : IEC 61672-3:2013

### Instrument information

Manufacturer: **Cirrus Research plc**

Notes:

Model: **CR:171B**

Serial number: **G061184**

Class: **1**

Firmware version: **3.2.3046**

### Test summary

Date of calibration: **19 May 2021**

The calibration was performed respecting the requirements of ISO/IEC 17025:2017.

Periodic tests were performed in accordance with procedures from IEC 61672-3:2013.

**The sound level meter submitted for testing successfully completed the class 1 periodic tests of IEC 61672-3:2013, for the environmental conditions under which the tests were performed.**

However, no general statement or conclusion can be made about conformance of the sound level meter to the full specifications of IEC 61672-1:2013 because (a) evidence was not publicly available, from an independent testing organisation responsible for pattern approvals, to determine that the model of sound level meter fully conformed to the class 1 specifications in IEC 61672-1:2013 or correction data for acoustical test of frequency weighting were not provided in the Instruction Manual and (b) because the periodic tests of IEC 61672-3:2013 cover only a limited subset of the specifications in IEC 61672-1:2013.

### Notes

This certificate provides traceability of measurement to the SI system of units and/or to units of measurement realised at the National Physical Laboratory or other recognised national metrology institutes. This certificate may not be reproduced other than in full, except with the prior written approval of the issuing laboratory. The results within this certificate relate only to the items calibrated. The reported expanded uncertainty is based on a standard uncertainty multiplied by a coverage factor  $k=2$ , providing a coverage probability of approximately 95%.

## CERTIFICATE OF CALIBRATION

ISSUED BY **Cirrus Research plc**

DATE OF ISSUE **21 June 2021**

CERTIFICATE NUMBER **158642**



**Cirrus Research plc**  
**Acoustic House**  
**Bridlington Road**  
**Hunmanby**  
**North Yorkshire**  
**YO14 0PH**  
**United Kingdom**

Page 1 of 2

Approved signatory

M. McDonald

Electronically signed:

## Sound Level Meter : IEC 61672-3:2013

### Instrument information

Manufacturer: **Cirrus Research plc**

Notes:

Model: **CR:171B**

Serial number: **G302284**

Class: **1**

Firmware version: **5.6.3089**

### Test summary

The calibration was performed respecting the requirements of ISO/IEC 17025:2017.

Periodic tests were performed in accordance with procedures from IEC 61672-3:2013.

The sound level meter submitted for testing successfully completed the class 1 periodic tests of IEC 61672-3:2013, for the environmental conditions under which the tests were performed.

However, no general statement or conclusion can be made about conformance of the sound level meter to the full specifications of IEC 61672-1:2013 because (a) evidence was not publicly available, from an independent testing organisation responsible for pattern approvals, to determine that the model of sound level meter fully conformed to the class 1 specifications in IEC 61672-1:2013 or correction data for acoustical test of frequency weighting were not provided in the Instruction Manual and (b) because the periodic tests of IEC 61672-3:2013 cover only a limited subset of the specifications in IEC 61672-1:2013.

### Notes

This certificate provides traceability of measurement to the SI system of units and/or to units of measurement realised at the National Physical Laboratory or other recognised national metrology institutes. This certificate may not be reproduced other than in full, except with the prior written approval of the issuing laboratory. The results within this certificate relate only to the items calibrated. The reported expanded uncertainty is based on a standard uncertainty multiplied by a coverage factor  $k=2$ , providing a coverage probability of approximately 95%.

**Annexe 5**

Récolement à l'AMPG enregistrement des rubriques 2714 et 2716

**Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
	Champ d'application	Les dispositions mentionnées ci-dessous sont applicables aux installations existantes déclarées avant le 1er juillet 2018.		X		Site existant depuis 1996. Porter à connaissance de 2022 demandant la modification des activités autorisées sur le site.
<b>Chapitre 1 - Dispositions générales</b>						
4	Dossier installation classée	<p>L'exploitant établit-il et tient-il à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;</li> <li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>* le plan des bâtiments (cf. article 9) ;</li> <li>* les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ;</li> <li>* les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ;</li> <li>* les consignes d'exploitation (cf. article 12) ;</li> <li>* les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13) ;</li> </ul> </li> <li>* le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ;</li> <li>* le registre des déchets (cf. article 13) ;</li> <li>* le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ;</li> <li>* le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ;</li> <li>* les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20).</li> </ul>		X		Le site bénéficie de l'enregistrement par antériorité suite aux modifications de la nomenclature des ICPE.
		Ce dossier est-il tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ?		X		
5	Implantation	<p>Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont-elles suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;</li> <li>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>)</li> </ul>		X		L'étude des flux thermiques permet de démontrer que les flux restent confinés à l'intérieur du site.
		Les distances sont-elles au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques ?		X		L'étude des flux thermiques a été réalisée avec le logiciel Fluydin Panfire.
		Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont-ils implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120 ?		X		L'étude des flux thermiques permet de démontrer que les flux restent confinés à l'intérieur du site grâce à la présence de murs coupe-feu 2h existants et à la mise en place d'un mur coupe-feu au niveau de l'ilot 14.
		Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont-elles éloignées des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments ?		X		

Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
		Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe-t-elle pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers ?		X		L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.
<b>Chapitre 2 - Prévention des accidents et des pollutions</b>						
<b>Section 1 - Dispositions constructives</b>						
6	Comportement au feu	Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent-ils les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0 ; - les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).		X		
		Les autres locaux et bâtiments présentent-ils les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - matériaux de classe A2s1d0 ; - murs extérieurs E 30 ; - murs séparatifs E 30 ; - portes et fermetures E 30 ; - toitures et couvertures de toiture BROOF (t3)		X		
		Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont-elles munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs ?	X			
		Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont-ils conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ?		X		
		S'il existe une chaufferie, est-elle située dans un local exclusivement réservé à cet effet ?	X			Il n'existe pas de chaufferie sur le site.
7. Accessibilité	I. Accessibilité	L'installation dispose-t-elle en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ?		X		L'accès des secours se fait par le portail d'entrée fermé en dehors des horaires d'ouverture du site. Les secours pourront casser le cadenas de fermeture en cas d'urgence.
		Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent-ils sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation ?		X		
		Une des façades de chaque bâtiment fermé est-elle équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre ?		X		
	II. Voie "engins"	Au moins une voie "engins" est-elle maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins pompes		X		
		Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie "engins" et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes		X		
		En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie "engins" permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité ?	X			
		III. - Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)		X		
		Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie "engins" de plus de 100 mètres linéaires dispose-t-il d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont : - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 10 mètres ; présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie "engins".		X		
		Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent-elles aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Sont-elles directement accessibles depuis la voie "engins" définie au II ?		X		
		1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est-elle desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens ?		X		

Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
	IV. - Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte-t-elle, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ; - la pente est au maximum de 10 % ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm <sup>2</sup> ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.		X		
		2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet-elle d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades ?	X			Il n'y a pas plusieurs niveaux dans le bâtiment d'exploitation.
		Chacune de ces aires respecte-t-elle les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes : - le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre.	X			
		Ces ouvertures permettent-elle au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre ?	X			
		Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent-ils et demeurent-ils toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours ?	X			
	V. - Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	A partir de chaque voie "engins" ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est-il prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum ?		X		
8	Désenfumage	Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont-ils équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie ?			X	Des chiffrages sont en cours pour la mise en conformité du désenfumage.
		Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, sont-ils composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle ?			X	
		Les dispositifs passifs ne sont-ils toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible ?			X	
		La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est-elle pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment ?			X	
		Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m <sup>2</sup> est-elle prévue pour 250 m <sup>2</sup> de superficie projetée de toiture ?			X	
		En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est-il possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ? Ces commandes d'ouverture manuelle sont-elles placées à proximité des accès ?			X	
		L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut-elle pas être inversée par une autre commande ?			X	
		Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont-ils à adapter aux risques particuliers de l'installation ?			X	
		L'installation est-elle dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont-ils appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation		X	X	



Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont-ils également dotées : : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; Non applicable aux installations existantes - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;		X		Le site dispose de deux réserves souterraines de 44 m3 et d'une bâche aérienne de 30 m3. En plus de ces deux réserves et de la bâche incendie, il existe une réserve enterrée qui appartient à la commune et qui est situé à moins de 100 m du site. Cette réserve contient un volume d'eau de 200 m3.  Le bâtiment d'exploitation est équipée d'une caméra thermique avec télésurveillance et retransmission d'alarme sur téléphone.
		- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.		X		
		L'exploitant s'assure-t-il de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur ? Ces vérifications font-elles l'objet d'un rapport annuel de contrôle ?		X		
Section 2 - Dispositif de prévention des accidents						
10	Installations électriques et mise à la terre	L'exploitant tient-il à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées ?		X		
		Les équipements métalliques sont-ils mis à la terre conformément aux règles en vigueur ?		X		
Section 3 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles						
11	Rétention	I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est-il associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés		X		
		Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.				
		Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est-elle au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres		X		
		II. - La capacité de rétention est-elle étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides ? En est-il de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales ?		X		
		L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment ?		X		
		Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont-ils pas associés à une même rétention ?		X		
		III. - Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est-il étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement ?		X		
		IV. - Toutes mesures sont-elles prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel ?		X		Il existe une vanne d'obturation à proximité du site permettant de retenir les eaux d'extinction incendie sur la voirie ainsi que dans la fosse du convoyeur.
		Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.				
		Les dispositifs internes sont-ils interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées ?		X		
		En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont-elles collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent-elles vers cette capacité spécifique ?	X			
		En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est-il en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs ?	X			
		Des tests réguliers sont-ils par ailleurs menés sur ces équipements ?		X		
En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont-ils en position fermée par défaut?	X					
En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont-ils munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées ?		X				
Tout moyen est-il mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements ?		X				

Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
		Le volume nécessaire à ce confinement est-il déterminé de la façon suivante : l'exploitant calcule-t-il la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.		X		
		L'exploitant dispose-t-il d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention ?		X		
		Les eaux d'extinction collectées sont-elles éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ?		X		
<b>Section 4 - Dispositions d'exploitation</b>						
12	Consignes d'exploitation	Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font-elles l'objet de consignes d'exploitation écrites ?		X		
		Concernent-elles notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents ?		X		
	I. - Admissibilité des déchets	Seuls les déchets non dangereux sont-ils admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux ?		X		Le site ne reçoit pas de déchets de D3E
		L'admission de déchets radioactifs sur le site est-elle interdite ?		X		
		Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font-ils l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection ?	X			Le site ne reçoit pas de déchets susceptibles d'émettre de la radioactivité.
	II. - Procédure d'information préalable	Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande-t-il au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous ?		X		Le site dispose de contrats avec les clients collectés régulièrement. La FID a été mise en place sur le site.
		Consiste-t-elle à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ? Si nécessaire, l'exploitant sollicite-t-il des informations complémentaires ?		X		
	a) Informations à fournir :	- source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri		X		Le modèle de FID mis en place par le Groupe Paprec reprend l'ensemble des informations demandées.
		L'exploitant s'assure-t-il du caractère épandable des matières ou déchets dès l'admission ?	X			
		Dans ce cas, l'information préalable contient-elle a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes : - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; - les conditions de son transport ; - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site	X			
	b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou	L'information préalable mentionnée précédemment est-elle complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifiée ?		X		Le site ne réalise pas d'épandage de ces déchets.



Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
13. Gestion déchets réception nés	déchets	Dans le cas d'une admission de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci sont-elles conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé ou à l'arrêté du 2 février 1998 mentionné à l'alinéa précédent, et l'information préalable précise également : - pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ; - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ; - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année	X			
		Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est-il refusé par l'exploitant ?	X			
		Les informations relatives aux boues sont-elles conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées ?	X			
	c) Essais à réaliser	Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent-ils du type de déchets ?		X		Les déchets admis sur site sont des déchets non dangereux qui nécessitent pas d'analyses spécifiques.
		Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.		X		Les déchets reçus sur le site sont de cette composition.
		Pour les autres types de déchets, est-il réalisé un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ?	X			
		Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.	X			
		Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants : - toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ; - le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ; - l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17	X			
	d) Dispositions particulières	Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte-t-elle des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets ?		X		
		Le producteur de ces déchets informe-t-il l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet ?		X		
		Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut-elle être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité ?		X		
		Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.		X		
		L'information préalable est-elle renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant ?		X		La FID a été mise en place sur le site.
		S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait-il l'objet d'une d'information préalable ?		X		
	III. - Procédure d'admission	L'installation comporte-t-elle une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets ?		X		
		Les déchets ne sont-ils pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation ?		X		
		a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site : L'exploitant vérifie-t-il l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;		X		
		L'exploitant réalise-t-il un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ?	X			Le site ne reçoit pas de déchets susceptibles d'émettre de la radioactivité.
		L'exploitant recueille-t-il les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ?		X		
		L'exploitant réalise-t-il un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ?		X		
		L'exploitant délivre-t-il un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site ?		X		
		Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.	X			Le site ne reçoit pas de déchets de D3E
		Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a-t-il à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation ?	X			
		S'appuie-t-il, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement ?	X			

Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
		b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont-elles déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination ?		X		
		c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise-t-il ou fait-il réaliser des analyses pour identifier le déchet ? Il peut également le refuser.		X		
		d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse-t-il le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, entrepose-t-il le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur		X		
		L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse-t-il dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet ?		X		
		Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont-ils entreposés au maximum 2 semaines ? Au-delà, le déchet est-il refusé ?		X		
		Une zone est-elle prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article ?		X		
	IV. - Entreposage des déchets	Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont-elles distinctes et clairement repérées ?		X		
		Les zones d'entreposage sont-elles distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple) ?		X		
		L'exploitant dispose-t-il de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.) ?		X		Le site ne possède pas de moyens pour évaluer le volume des stocks. Néanmoins, nous suivons dans un tableau l'état des stockages quotidiennement. Le site prévoit d'ici le premier trimestre 2023, de réaliser un marquage au sol et sur les murs des alvéoles permettant d'évaluer la quantité des déchets stockés.
		La hauteur des déchets entreposés n'excède-t-elle pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation ? Dans tous les cas, la hauteur n'excède-t-elle pas six mètres ?		X		L'habitation la plus proche est située à 110 m du dépôt.
		Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont-ils retirés avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur ?	X			Le site ne reçoit pas de D3E.
		Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont-elles couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie		X		
	V. - Opérations de tri des déchets	Les déchets sont-ils triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination) ?		X		
		Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques	X			Le site ne reçoit pas de D3E.
		Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont-ils éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet ?	X			
		Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont-ils séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié ? Leur élimination est-elles faite dans une installation dûment autorisée ?	X			
		Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont-ils stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations ?	X			
		Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est-il rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels ?	X			
Chapitre 3 - Emissions dans l'eau						
Section 1 - Collecte et rejet des effluents						

Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
14	Collecte des effluents	Tous les effluents aqueux sont-ils canalisés ?		X		
		Le réseau de collecte est-il de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales ?		X		
		Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont-elles traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat ?		X		
		Est-il interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise ?		X		
		Le plan des réseaux de collecte des effluents fait-il apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ? Est-il tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours ?		X		
15	Points de prélèvements pour les contrôles	Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont-ils prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.) ?		X		Le point de prélèvements est accessible et sécurisé.
		Ces points sont-ils implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène ?		X		
		Ces points sont-ils aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité ?		X		
		Toutes dispositions sont-elles également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées ?		X		
16	Rejet des effluents	Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est-il entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien ?		X		Le séparateur d'hydrocarbures sur le site est entretenu au moins une fois par an.
		Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont-ils mis à la disposition de l'inspection des installations classées ?		X		
Section 2 - Valeurs limites d'émission						
17	VLE pour rejet dans le milieu naturel	Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent-ils les valeurs limites de concentration suivantes :				
		1. MES : - flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j : 100 mg/l - flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j : 35 mg/l		X		
		1. DCO - flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j : 300 mg/l - flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j : 125 mg/l		X		
		2. Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)				
		Arsenic et ses composés : 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j	X			
		Cadmium et ses composés : 25 µg/l	X			
		Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)	X			
		Cuivre et ses composés (en Cu) : 0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	X			
		Mercurure et ses composés (en Hg) : 25 µg/l	X			
		Nickel et ses composés : 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	X			
		Plomb et ses composés (en Pb) : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	X			
		Zinc et ses composés (en Zn) : 0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j	X			
		Fluor et composés (en F) (dont fluorures) : 15 mg/l	X			
		Indice phénols : 0,3 mg/l	X			
		Cyanures libres : 0,1 mg/l	X			
		Hydrocarbures totaux : 10 mg/l		X		
		Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 25 µg/l (somme des 5 composés visés)		X		
		Benzo(a)pyrène : 25 µg/l (somme des 5 composés visés)		X		
		Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène : 25 µg/l (somme des 5 composés visés)		X		
		Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène : 25 µg/l (somme des 5 composés visés)		X		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) : 1 mg/l		X				
18	Raccordement à une station d'épuration	Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est-il autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions ?	X			Le rejet final des eaux pluviales du site est dans le milieu naturel.
		Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont-elles établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte ?		X		
		Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent-elles pas : - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l		X		
		Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent-elles être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements ?		X		

Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires									
		Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont-elles les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel ?	X												
		Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe-t-il la valeur à respecter ?	X												
19	Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration	Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent-elle à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures ?	X			Les prélèvements sont instantanés.									
		La mesure est-elle réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation ?	X												
		Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, sera-t-il pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie ?		X											
		Les contrôles se font-ils, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents ?		X											
		Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures dépassent-elles les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs ?	X												
		Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont-ils comptés sur une base mensuelle ?	X												
		Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse-t-il le double de la valeur limite prescrite ?		X											
20	Mesures périodiques	Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est-elle effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ?		X		Le site réalise des analyses des eaux une fois par an par un organisme agréé permettant de mesurer la concentrations des polluants.									
		Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font-ils pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article ?		X											
21	Epandage	Sans préjudice des articles R. 211-29 et D. 543-226-1 du code de l'environnement, ni du code rural et des pêches maritimes, l'application de déchets ou effluents sur ou dans les sols n'est-elle autorisée que pour la rubrique n° 2716 et sous réserve que chacune de ces matières remplisse dès son admission sur l'installation avant regroupement, les conditions techniques et réglementaires pour être épandues ?	X			Le site ne réalise pas d'épandage.									
		L'épandage se fait-il dans le respect des conditions de l'annexe I du présent arrêté. Toute application d'un autre déchet et effluent sur ou dans les sols est interdite ?	X												
Chapitre 4 - Emissions dans l'air															
22	Risques d'envols et poussières	L'exploitant adopte-t-il les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; Non applicable aux installations existantes ; Non applicable aux installations existantes - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction		X											
23	Odeurs	Toutes les dispositions nécessaires sont-elles prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique ?	x			Les déchets reçus sur le site ne sont pas fermentescibles et donc ne sont pas susceptibles d'émettre des odeurs.									
		Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont-elles implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.) ? Non applicable aux installations existantes		X											
		L'exploitant prend-il toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert ?		X		Il n'y a pas de bassins ni de canaux à ciel ouvert sur le site.									
24	Fluides frigorigènes rubrique n° 2711	Toutes dispositions sont-elles prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation ?	X			Le site ne reçoit pas de déchets de D3E et n'est pas soumis à la rubrique 2711.									
		Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est-il interdit ?	X												
Chapitre 5 - Bruit															
25	I Valeurs limites de bruit	Les émissions sonores émises par l'installation ne sont-elles pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		X		Une étude bruit a été réalisée le 19 janvier 2022. Nous vous joignons le rapport de la campagne des niveaux sonores.  Les conclusions du rapport sont les suivantes : - Les valeurs limites réglementaires de niveau de bruit en limite de propriété en période diurne sont respectées pour les 2 points caractérisés. - Les valeurs limites réglementaires d'émergence sont respectées pour le point 1 et 2, en périodes diurne									
		<table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés		Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)		X	
		NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés											
		Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)											
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)													
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation dépasse-t-il, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite ? (interdit)		X													

Article	Thème	Question	NA	C	NC	Commentaires
		Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède-t-il pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus ?		X		
	II. - Appareils de communication	L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est-il interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents ?		X		
<b>Chapitre 6 - Déchets générés par l'installation</b>						
26	Généralités	L'exploitant prend-il toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour : - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ; - assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre ; a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination.		X		